

Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription
Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription

[Avis réglementaire](#)

[Avis de publication](#)

[Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription](#)

[Instruction générale relative au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription](#)

[Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription](#)

[Instruction générale relative au Règlement 31-102 sur la base nationale d'inscription](#)

[Regulatory Notice](#)

[Publication Notice](#)

[Regulation 33-109 respecting Registration Information](#)

[Policy Statement to Regulation 33-109 respecting Registration Information](#)

[Regulation to amend Regulation 31-102 respecting National Registration Database](#)

[Policy Statement to Regulation 31-102 respecting National Registration Database](#)

Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription
Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le texte révisé, en versions française et anglaise, des règlements suivants :

- *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;*
- *Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.*

Le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription* est destiné à remplacer le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*, approuvé par l'arrêté ministériel n° 2007-05 en date du 21 juin 2007.

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, les textes révisés, en versions française et anglaise, suivants :

- *Instruction générale relative au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;*
- *Instruction générale relative au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.*

Au Québec, les règlements seront pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et seront approuvés, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Les règlements entreront en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'ils indiquent, tandis que les instructions générales seront adoptées sous forme d'instruction et prendront effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur des règlements.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sophie Jean
Conseillère en réglementation
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 4786
Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4786
Courriel : sophie.jean@lautorite.qc.ca

Le 17 juillet 2009

Avis de publication

Remplacement du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription

Remplacement de l'Instruction générale relative au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription

Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription

Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription

Le 17 juillet 2009

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») ont adopté des modifications et de nouvelles versions de règlements, d'annexes et d'instructions générales portant sur l'information qu'elles obtiennent des sociétés et personnes physiques qui s'inscrivent en vertu de la législation en valeurs mobilières. Nous avons approuvé le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*, y compris ses annexes (collectivement, le « Règlement 33-109 »), et son instruction générale (l'« Instruction générale 33-109 »), qui remplaceront les textes actuellement en vigueur sous le même numéro. Nous avons également approuvé les modifications au *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription* (le « Règlement 31-102 ») et à son instruction générale (l'« Instruction générale 31-102 »). Sous réserve de l'approbation des ministres compétents dans certains territoires, ces nouveaux textes entreront en vigueur le 28 septembre 2009.

Ces nouveaux textes, qui nous permettront d'améliorer l'administration de l'obligation d'inscription, découlent de la prise du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription* (le « Règlement 31-103 »). En outre, le Règlement 33-109 établit une procédure de dépôt simplifiée pour les personnes inscrites qui est conforme à l'*Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires* (l'« Instruction générale 11-204 »). Les ACVM publient aussi aujourd'hui le Règlement 31-103 et l'Instruction générale 11-204, que l'on peut consulter sur les sites Web des membres des ACVM.

Les textes suivants sont publiés avec le présent avis :

- le Règlement 33-109;
- l'Instruction générale 33-109;
- le *Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription*;
- une version soulignée de l'Instruction générale 31-102.

Objet du Règlement 33-109 et des modifications au Règlement 31-102

Le Règlement 33-109 établit les renseignements que les membres des ACVM exigent des sociétés qui demandent à s'inscrire à titre de courtier, de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement, et des personnes physiques qui agissent pour leur compte. Il exige également des personnes inscrites et des personnes physiques autorisées qu'elles avisent l'autorité en valeurs mobilières des modifications à ces renseignements.

Les formulaires en annexe du Règlement 33-109 sont les suivants :

- l'Annexe 33-109A1, *Avis de cessation de relation avec une personne inscrite ou autorisée;*
- l'Annexe 33-109A2, *Modification ou radiation de catégories de personnes physiques;*
- l'Annexe 33-109A3, *Établissements autres que le siège;*
- l'Annexe 33-109A4, *Inscription d'une personne physique et examen d'une personne physique autorisée;*
- l'Annexe 33-109A5, *Modification des renseignements concernant l'inscription;*
- l'Annexe 33-109A6, *Inscription d'une société;*
- l'Annexe 33-109A7, *Rétablissement de l'inscription d'une personne physique inscrite ou de la qualité de personne physique autorisée.*

Deux de ces annexes sont nouvelles :

- l'Annexe 33-109A6, qui modernise et harmonise les renseignements que nous obtenons des sociétés qui sont inscrites ou demandent à s'inscrire;
- l'Annexe 33-109A7, qui simplifie le processus de rétablissement de l'inscription après le transfert d'une personne physique d'une société parrainante à une autre, comme il est décrit ci-après.

Les modifications au Règlement 31-102 auront pour effet :

- d'ajouter le gestionnaire de fonds d'investissement comme autre type de déposant dans la Base de données nationale d'inscription (BDNI);
- de préciser l'obligation pour les sociétés d'aviser l'administrateur de la BDNI de certains détails;
- de codifier un type courant de dispense discrétionnaire que nous avons accordé par le passé afin de faciliter l'utilisation de la BDNI par les sociétés étrangères.

Rétablissement de l'inscription ou la qualité de personne physique autorisée

La personne physique qui quitte son emploi auprès d'une société inscrite et entre au service d'une nouvelle société inscrite peut présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 au plus tard 90 jours après avoir quitté sa société parrainante pour que son inscription ou sa qualité de personne physique autorisée soit rétablie automatiquement, sous réserve des conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 2.3 du Règlement 33-109. La personne physique ne peut pas obtenir le rétablissement de son inscription ou de sa qualité de personne physique autorisée de cette façon si elle a de nouveaux renseignements à présenter concernant la réglementation, les infractions criminelles, les poursuites civiles ou sa situation financière. Elle ne peut pas non plus obtenir le rétablissement si elle a quitté son ancienne société parrainante parce que celle-ci lui a demandé sa démission ou l'a congédiée en raison d'allégations d'activités criminelles, de contravention à la législation en valeurs mobilières ou de contravention aux règles d'un OAR. La personne physique qui ne peut bénéficier du rétablissement automatique doit présenter, sur le site Web de la BDNI, une demande intitulée « Réactivation d'inscription » dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

Avis de cessation de relation

Lorsqu'une personne physique quitte sa société parrainante ou cesse autrement d'avoir l'autorisation d'agir pour le compte de celle-ci à titre de personne physique inscrite ou autorisée, la société parrainante doit présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 pour aviser l'autorité en valeurs mobilières de la date et du motif de la cessation de relation. La demande initiale doit être présentée dans la BDNI au plus tard 7 jours après la date de cessation. Selon le motif de la cessation de relation, la société peut aussi être tenue de répondre à des questions supplémentaires à la rubrique 5 du formulaire. Le cas échéant, la société peut les fournir dans sa demande initiale sur le site Web de la BDNI ou, si elle a besoin de plus de temps, les mettre à jour dans les 30 jours suivant la date de cessation de relation.

La personne physique inscrite ou autorisée peut obtenir de son ancienne société parrainante un exemplaire du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 la concernant. La nouvelle société parrainante doit obtenir de chaque personne physique inscrite ou autorisée agissant pour son compte un exemplaire du dernier formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 présenté à l'égard de cette personne, le cas échéant.

Résumé des commentaires écrits

Nous avons reçu des commentaires sur les formulaires que nous avons publiés le 28 février 2008. Un résumé de ces commentaires et de nos réponses figure sous la rubrique « Réponses aux commentaires reçus sur les formulaires de la BDNI » de l'annexe A de l'*Avis de publication relatif au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription*. Cet avis est aussi publié aujourd'hui et on peut le consulter sur les sites Web des membres des ACVM, dont les suivants :

www.lautorite.qc.ca;
 www.albertasecurities.com;
 www.bsc.bc.ca;
 www.gov.ns.ca/nssc;
 www.nbsc-cvmnb.ca;
 www.osc.gov.on.ca;
 www.sfsc.gov.sk.ca.

Changements depuis la dernière publication

Changements dans les renseignements sur l'inscription

Nous avons apporté des changements au formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 et à l'Annexe 33-109A6 afin de préciser quels renseignements sont exigés. Nous avons également fait des changements d'ordre administratif dans les autres formulaires d'inscription prévus en annexe du Règlement 33-109 et avons ajouté quelques définitions.

Mise à jour des renseignements sur la société dans l'Annexe 33-109A6

En vertu du paragraphe 2 de l'article 6.2 du Règlement 33-109, jusqu'à 12 mois après le 28 septembre 2009, les sociétés qui étaient inscrites avant cette date continueront d'aviser l'autorité en valeurs mobilières des modifications aux renseignements déjà présentés à leur autorité principale, au plus tard 7 jours après la modification dans la plupart des cas.

Toutefois, en vertu de l'article 6.1 du Règlement 33-109, les sociétés qui étaient inscrites avant le 28 septembre 2009 doivent présenter le formulaire dûment rempli prévu à l'Annexe 33-109A6 au plus tard le 30 septembre 2010. Cette disposition établira pour chaque société une base de référence en ce qui a trait aux renseignements à fournir concernant l'inscription et aidera la société à se conformer à l'obligation d'aviser l'autorité en valeurs mobilières des modifications à ces renseignements. Après avoir présenté le formulaire dûment rempli prévu à l'Annexe 33-109A6, la société devra respecter

l'obligation de donner avis, prévue à l'article 3.1 du Règlement 33-109. Les obligations de donner avis prévues par le Règlement 33-109 sont résumées à l'annexe A de l'Instruction générale 33-109.

Présentation des avis à l'autorité principale seulement

Nous avons ajouté une disposition selon laquelle la société qui présente un avis en vertu du règlement autrement qu'au moyen du site Web de la BDNI peut l'envoyer à son autorité principale seulement. L'annexe B de l'Instruction générale 33-109 indique les coordonnées des autorités en valeurs mobilières à qui envoyer les avis et demandes qui ne sont pas présentés au moyen du site Web de la BDNI. Nous avons également ajouté une partie 6, intitulée « Transition », au Règlement 33-109.

Transition

Le 12 juin 2009, nous avons publié l'*Avis 31-311 du personnel des ACVM, Projet de Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription, Transition vers le nouveau régime d'inscription* afin de donner le détail des délais et de la transition. On peut consulter l'avis sur les sites Web des membres des ACVM.

Transition concernant le rétablissement de l'inscription

Comme il est indiqué ci-dessus, après son entrée au service d'une nouvelle société parrainante, la personne physique peut rétablir son inscription en présentant le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 au plus tard 90 jours après avoir quitté son ancienne société parrainante. Toutefois, si elle l'a quittée avant le 28 septembre 2009, la personne physique doit plutôt faire rétablir son inscription en présentant, sur le site Web de la BDNI, une demande intitulée « Réactivation d'inscription » dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, sous réserve des conditions applicables. Les frais seraient prélevés dans la BDNI en ce qui concerne le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, mais seraient remboursés pour les personnes physiques qui peuvent demander le rétablissement automatique de leur inscription, selon le cas.

Contexte

Le Règlement 33-109, les modifications au Règlement 31-102 et les textes connexes ont été publiés pour consultation le 20 février 2007 et le 29 février 2008.

Questions

Pour toute question, prière de vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Sophie Jean
Conseillère en réglementation
Surintendance de la distribution
Autorité des marchés financiers
Tél. : 514-395-0337, poste 4786
Sans frais : 1-877-525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

David McKellar, CA
Director, Market Regulation
Alberta Securities Commission
Tél. : 403-297-4281
david.mckellar@asc.ca

Laura Bliss
Senior Legal Counsel
Capital Markets Regulation
British Columbia Securities Commission
Tél. : 604-899-6666
1-800-373-6393 (en C.-B. et en Alberta)

lbliss@bcsc.bc.ca

Donna Leitch
Assistant Manager
Registrant Regulation
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Tél. : 416-593-8263
dleitch@osc.gov.on.ca

Dean Murrison
Deputy Director, Legal/Registration
Saskatchewan Financial Services Commission
Tél. : 306-787-5879
dean.murrison@gov.sk.ca

RÈGLEMENT 33-109 SUR LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INSCRIPTION

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 4.1°, 26°, 27°, 27.0.1°, 27.0.2° et 34°; 2009, c. 25)

PARTIE 1 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.1. Définitions

Dans le présent règlement, on entend par :

« ancienne société parrainante » : la dernière société inscrite pour le compte de laquelle une personne physique a agi à titre de personne physique inscrite ou de personne physique autorisée;

« autorité principale » : par rapport à une personne, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire principal de la personne;

« date de cessation » : le premier jour où une personne physique a cessé d'être autorisée à agir à titre de personne physique inscrite auprès de sa société parrainante ou qu'elle a cessé d'être une personne physique autorisée de sa société parrainante en raison de la fin de sa relation avec la société à titre de salarié, d'associé ou de mandataire ou d'une modification à cette relation;

« numéro de présentation de renseignements à la BDNI » : le numéro unique attribué par la BDNI chaque fois que des renseignements y sont présentés;

« personne physique autorisée » : toute personne physique qui n'est pas une personne physique inscrite et qui remplit les conditions suivantes :

a) elle est administrateur, chef de la direction, chef des finances ou chef de l'exploitation d'une société ou exerce une fonction analogue;

b) elle a la propriété véritable d'au moins 10 % des titres avec droit de vote de la société ou exerce, directement ou indirectement, une emprise sur ceux-ci;

« personne physique inscrite » : la personne physique qui est inscrite en vertu de la législation en valeurs mobilières pour le compte d'une société inscrite, à l'un ou l'autre des titres suivants :

a) courtier, placeur ou conseiller;

b) chef de la conformité;

c) personne désignée responsable.

« société » : toute personne inscrite ou demandant à s'inscrire comme courtier, conseiller ou gestionnaire de fonds d'investissement;

« société inscrite » : un courtier inscrit, un conseiller inscrit ou un gestionnaire de fonds d'investissement inscrit;

« société parrainante » : les personnes suivantes :

- a) dans le cas d'une personne physique inscrite, la société inscrite pour le compte de laquelle elle agit;
- b) dans le cas d'une personne physique qui demande à s'inscrire, la société pour le compte de laquelle elle agira si sa demande est approuvée;
- c) dans le cas d'une personne physique autorisée d'une société inscrite, la société inscrite;
- d) dans le cas d'une personne physique autorisée d'une société demandant à s'inscrire, cette société;

« territoire principal » : selon le cas, les territoires suivants :

- a) par rapport à une société dont le siège est au Canada, le territoire du Canada où son siège est situé;
- b) par rapport à une personne physique dont le bureau principal est au Canada, le territoire du Canada où son bureau principal est situé;
- c) par rapport à une société dont le siège est à l'extérieur du Canada, le territoire de l'autorité principale de la société tel qu'il est désigné par la société dans le dernier formulaire présenté par celle-ci conformément à l'Annexe 33-109A5 ou l'Annexe 33-109A6;
- d) par rapport à une personne physique dont le bureau principal est à l'extérieur du Canada, le territoire principal de sa société parrainante.

1.2. Interprétation

Les expressions utilisées dans le présent règlement et définies par le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription ont le sens qui leur est donné dans le règlement.

PARTIE 2 DEMANDE D'INSCRIPTION ET EXAMEN DES PERSONNES PHYSIQUES AUTORISÉES

2.1. Inscription d'une société

La société qui demande à s'inscrire à titre de courtier, de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement présente à l'agent responsable les documents suivants :

- a) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, dûment rempli;
- b) à l'égard de chacun de ses établissements dans le territoire intéressé autres que le siège, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

2.2. Inscription d'une personne physique

1) Sous réserve du paragraphe 2 et des articles 2.4 et 2.6, la personne physique qui demande à s'inscrire en vertu de la législation en valeurs mobilières présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

2) La personne physique autorisée qui agit pour le compte d'une société inscrite et demande à devenir personne physique inscrite auprès de celle-ci présente à l'agent

responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

2.3. Rétablissement de l'inscription

1) La personne physique qui demande le rétablissement de son inscription en vertu de la législation en valeurs mobilières présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, sauf si elle présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 conformément au paragraphe 2.

2) L'inscription de la personne physique suspendue en vertu de l'article 6.1 [*Cessation de l'autorisation de la personne physique pour le compte d'une société*] du Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription est rétablie à la date à laquelle la personne présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) le formulaire est présenté au plus tard le 90^e jour après la date de cessation;

b) la relation de la personne physique avec l'ancienne société parrainante à titre de salarié, d'associé ou de mandataire n'a pas pris fin en raison de sa démission à la demande de la société ou de son congédiement en raison de l'une ou l'autre des allégations suivantes :

i) activité criminelle;

ii) contravention à la législation en valeurs mobilières;

iii) contravention aux règles d'un OAR;

c) après la date de cessation, aucune modification n'a été apportée aux renseignements présentés antérieurement au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 qui sont visés aux rubriques suivantes :

i) la rubrique 13 [*Renseignements concernant la réglementation*];

ii) la rubrique 14 [*Renseignements sur les infractions criminelles*];

iii) la rubrique 15 [*Renseignements sur les poursuites civiles*];

iv) la rubrique 16 [*Renseignements sur la situation financière*];

d) la personne physique demande le rétablissement de son inscription auprès d'une société parrainante dans la catégorie dans laquelle elle était inscrite à la date de cessation;

e) la nouvelle société parrainante est inscrite dans la même catégorie que celle de l'ancienne société parrainante de la personne physique.

2.4. Demande de modification ou de radiation d'une catégorie d'inscription de personne physique

La personne physique inscrite qui demande l'inscription dans une catégorie supplémentaire ou la radiation d'une catégorie d'inscription présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

2.5. Personne physique autorisée

1) La personne physique autorisée présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, au plus tard 7 jours après être devenue personne physique autorisée, sauf si elle présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 conformément au paragraphe 2.

2) La personne physique qui a cessé d'agir à titre de personne physique autorisée pour le compte de son ancienne société parrainante et devient personne physique autorisée d'une nouvelle société parrainante peut présenter à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, dûment rempli, si toutes les conditions suivantes sont réunies :

a) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 est présenté conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription dans les délais suivants :

i) au plus tard 7 jours après être devenue personne physique autorisée de la nouvelle société parrainante;

ii) au plus tard 90 jours après la date de cessation;

b) elle conserve la même qualité de personne physique autorisée qu'elle avait auprès de l'ancienne société parrainante;

c) les conditions prévues aux sous-paragraphes *b* et *c* du paragraphe 2 de l'article 2.3 ont été remplies.

2.6. Personne inscrite en vertu de la Loi sur les contrats à terme sur marchandises

1) Au Manitoba et en Ontario, malgré le paragraphe *b* de l'article 2.1, la société qui demande à s'inscrire en vertu de l'article 2.1 et qui est inscrite en vertu de la Loi sur les contrats à terme sur marchandises n'est pas tenue de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, dûment rempli, conformément à l'article 3.2 à l'égard de ses établissements enregistrés dans la BDNI.

2) Au Manitoba et en Ontario, malgré le paragraphe 1 de l'article 2.2, la personne physique qui demande à s'inscrire en vertu de la législation en valeurs mobilières et qui est enregistrée dans la BDNI avec sa société parrainante comme personne inscrite en vertu de la Loi sur les contrats à terme sur marchandises présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

PARTIE 3 MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT UNE SOCIÉTÉ INSCRITE

3.1. Avis de modification des renseignements concernant une société

1) Sous réserve du paragraphe 3 ou 4, la société inscrite avise l'agent responsable de toute modification des renseignements présentés antérieurement dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 ou en vertu du présent paragraphe dans les délais suivants :

a) si la modification concerne les renseignements contenus dans la partie 3 de l'Annexe 33-109A6, au plus tard 30 jours après la modification;

b) si la modification concerne les renseignements contenus dans toute autre partie de l'Annexe 33-109A6, au plus tard 7 jours après la modification.

2) L'avis de modification visé au paragraphe 1 est donné au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5.

3) Il n'est pas obligatoire de donner l'avis de modification conformément au paragraphe 1 si la modification concerne les renseignements suivants :

a) un établissement autre que le siège de la société, si la société présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, dûment rempli, en vertu de l'article 3.2;

b) la fin ou la modification de la relation d'un dirigeant, d'un associé ou d'un administrateur avec la société inscrite à titre de salarié, d'associé ou de mandataire, si la société présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1, dûment rempli, en vertu du paragraphe 1 de l'article 4.2;

c) un nouveau dirigeant, associé ou administrateur de la société inscrite, si cette personne physique présente l'un des formulaires suivants :

i) le formulaire, dûment rempli, prévu à l'Annexe 33-109A4 en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.2 ou du paragraphe 1 de l'article 2.5;

ii) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, dûment rempli, en vertu du paragraphe 2 de l'article 2.3 ou du paragraphe 2 de l'article 2.5;

d) les renseignements contenus dans les documents justificatifs visés à l'une ou l'autre des rubriques suivantes de l'Annexe 33-109A6 :

i) la rubrique 3.3 [*Documents commerciaux*];

ii) la rubrique 5.1 [*Calcul de l'excédent du fonds de roulement*];

iii) la rubrique 5.7 [*Résolution du conseil d'administration approuvant l'assurance*];

iv) la rubrique 5.13 [*États financiers vérifiés*];

v) la rubrique 5.14 [*Lettre d'instructions au vérificateur*];

4) La personne qui a présenté l'appendice B [*Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification*] de l'Annexe 33-109A6 avise l'agent responsable de toute modification des renseignements présentés antérieurement à la rubrique 3 [*Nom du mandataire aux fins de signification*] ou à la rubrique 4 [*Adresse du mandataire aux fins de signification*] de cet appendice en présentant l'appendice B au plus tard 7 jours après la modification;

5) Le paragraphe 4 ne s'applique pas à la personne qui n'est plus inscrite depuis au moins six ans.

6) Pour l'application des paragraphes 2 et 4, la personne peut donner l'avis à l'autorité principale.

3.2. Modification concernant un établissement

La société inscrite avise l'agent responsable de l'ouverture de tout établissement autre qu'un nouveau siège, ou de toute modification des renseignements présentés antérieurement dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, en présentant le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, au plus tard 7 jours après l'ouverture de l'établissement ou la modification le concernant.

PARTIE 4 MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT UNE PERSONNE PHYSIQUE INSCRITE OU AUTORISÉE

4.1. Avis de modification des renseignements concernant une personne physique

1) Sous réserve du paragraphe 2, la personne physique inscrite ou autorisée avise l'agent responsable de toute modification des renseignements visés à l'Annexe 33-109A4 présentés antérieurement dans les délais suivants :

a) si la modification concerne les renseignements contenus dans les rubriques 4 [*Citoyenneté*] et 11 [*Emplois et autres activités antérieurs*] du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, au plus tard 30 jours après la modification;

b) si la modification concerne les renseignements contenus dans toute autre rubrique du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, au plus tard 7 jours après la modification;

2) Il n'est pas obligatoire de donner l'avis de modification visé au paragraphe 1 si la modification concerne les renseignements présentés antérieurement à la rubrique 3 [*Renseignements personnels*] du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

3) L'avis de modification visé au paragraphe 1 est donné à l'agent responsable au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

4) Malgré le paragraphe 3, l'avis de modification visé au paragraphe 1 est donné à l'agent responsable au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, lorsque la modification concerne les renseignements suivants :

a) pour une personne physique, sa qualité de personne physique autorisée de la société parrainante;

b) pour une personne physique inscrite, sa qualité de dirigeant, d'associé, d'administrateur ou d'actionnaire de la société parrainante.

4.2. Cessation de la relation à titre de salarié, d'associé ou de mandataire

1) La société inscrite avise l'agent responsable de la fin ou de la modification de sa relation avec une personne physique parrainée qui est salariée, associée ou mandataire, si celle-ci cesse d'avoir l'autorisation d'agir pour son compte à titre de personne physique inscrite ou autorisée, au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, dont les rubriques suivantes ont été remplies :

a) les rubriques 1 à 4;

b) la rubrique 5, sauf si le motif de la cessation de relation indiqué à la rubrique 4 est le décès ou la retraite de la personne physique, ou la fin ou l'expiration d'un contrat à titre de salarié ou de mandataire.

2) La société inscrite présente à l'agent responsable les renseignements visés aux dispositions suivantes :

a) le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1, au plus tard 7 jours après la date de cessation;

b) le sous paragraphe *b* du paragraphe 1, au plus tard 30 jours après la date de cessation.

3) La personne fournit à la personne physique dont elle est l'ancienne société parrainante, si la personne physique en fait la demande, un exemplaire du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 qu'elle a présenté à l'égard de cette personne conformément au paragraphe 1 dans les 7 jours suivant la demande.

4) Si les renseignements que la personne a présentés à la rubrique 5 du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 à l'égard de la personne physique en ayant demandé un exemplaire n'étaient pas inclus dans l'exemplaire fourni à l'origine, la personne fournit à la personne physique un autre exemplaire de ce formulaire, qui contient les renseignements visés à rubrique 5, à la plus éloignée des dates suivantes :

a) 7 jours après la demande faite en vertu du paragraphe 3;

b) 7 jours après la présentation des renseignements visés au sous-paragraphe *b* du paragraphe 2.

PARTIE 5 DILIGENCE RAISONNABLE ET CONSERVATION DES DOCUMENTS

5.1. Obligations de la société parrainante

1) La société parrainante prend les moyens nécessaires pour s'assurer de la véracité et de l'exhaustivité des renseignements présentés conformément au présent règlement à l'égard de toute personne physique.

2) La société parrainante obtient de chaque personne physique qui est inscrite afin d'agir pour son compte ou qui est l'une de ses personnes autorisées un exemplaire du plus récent formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 qui a été présenté par l'ancienne société parrainante de cette personne, à l'égard de cette dernière, le cas échéant, au plus tard 60 jours après être devenue sa société parrainante.

3) La société parrainante conserve tous les documents qu'elle a utilisés pour remplir l'obligation prévue au paragraphe 1 pendant l'une des périodes suivantes :

a) dans le cas d'une personne physique inscrite, au moins 7 ans après la date à laquelle elle a cessé d'être inscrite afin d'agir pour le compte de la société;

b) dans le cas d'une personne physique qui a demandé à s'inscrire mais dont l'inscription a été refusée par l'agent responsable, au moins 7 ans après la date de la demande;

c) dans le cas d'une personne physique autorisée, au moins 7 ans après la date à laquelle elle a cessé d'être une personne physique autorisée de la société.

4) Sans limiter l'application du paragraphe 3, si la personne physique inscrite, la personne physique qui demande à s'inscrire ou la personne physique autorisée désigne un mandataire aux fins de signification, la société parrainante conserve l'acte de désignation original signé par la personne physique pendant la période prévue au sous-paragraphe *b* du paragraphe 3.

5) La société parrainante qui conserve un document conformément au paragraphe 3 ou 4 relativement à des renseignements présentés à la BDNI inscrit sur la première page le numéro de présentation de renseignements à la BDNI.

PARTIE 6 DISPOSITIONS TRANSITOIRES

6.1. Dépôt du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 par toutes les sociétés inscrites – le 30 septembre 2010

La société inscrite qui était inscrite avant l'entrée en vigueur du présent règlement présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, dûment rempli, au plus tard le 30 septembre 2010.

6.2. Avis de modification concernant les sociétés inscrites avant le 28 septembre 2009

1) Dans le présent article, on entend par « Formulaire 3 » le formulaire que la société a présenté avant l'entrée en vigueur du présent règlement pour s'inscrire à titre de courtier, de conseiller ou de placeur dans le territoire qui, lorsque la demande a été faite, aurait été le territoire principal de la société en vertu du présent règlement.

2) Sous réserve du paragraphe 5, la société inscrite qui était inscrite dans un territoire du Canada avant l'entrée en vigueur du présent règlement et qui n'a pas présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 à l'agent responsable avise ce dernier de toute modification des renseignements présentés antérieurement de la façon suivante :

a) en ce qui concerne un avis relatif au mandataire aux fins de signification et au domicile élu, au moyen de l'appendice B de l'Annexe 33-109A6, au plus tard 7 jours après la modification;

b) en ce qui concerne le Formulaire 3 ou tout avis de modification des renseignements contenus dans ce formulaire présenté à l'agent responsable, dans les délais suivants :

i) s'il s'agit de renseignements équivalents à ceux visés à la partie 3 de l'Annexe 33-109A6, au plus tard 30 jours après la modification;

ii) s'il s'agit de renseignements équivalents à ceux visés à toute autre partie de l'Annexe 33-109A6, au plus tard 7 jours après la modification.

3) La société inscrite visée au paragraphe 2 avise l'agent responsable de tout changement de vérificateur ou de la date de clôture de l'exercice au plus tard 7 jours après le changement.

4) Pour l'application des paragraphes 2 et 3, la société peut donner l'avis à l'autorité principale.

5) Il n'est pas obligatoire de donner l'avis de modification visé au paragraphe 2 si la modification concerne les renseignements suivants :

a) l'ajout d'un dirigeant, d'un associé ou d'un administrateur de la société inscrite, si cette personne physique présente les formulaires suivants :

i) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.2 ou du paragraphe 1 de l'article 2.5;

ii) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 en vertu du paragraphe 2 de l'article 2.3 ou du paragraphe 2 de l'article 2.5;

b) la cessation ou la modification de la relation du dirigeant, de l'associé ou de l'administrateur avec la société inscrite à titre de salarié, d'associé ou de mandataire, si la société présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 en vertu du paragraphe 1 de l'article 4.2;

c) un emplacement autre que le siège de la société, si cette dernière présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 en vertu de l'article 3.2;

d) des renseignements équivalents à ceux visés au sous-paragraphe *d* du paragraphe 3 de l'article 3.1.

6.3 Période de transition relative à la Base de données nationale d'inscription

1) Dans le présent article, on entend par « date d'accès à la BDNI » le premier jour après le 25 septembre 2009 où un déposant BDNI peut faire une présentation de renseignements à la BDNI.

2) Le déposant BDNI qui, avant le 25 septembre 2009, a présenté un avis n'ayant été ni accepté ni refusé par l'agent responsable avant cette date le présente de nouveau, comme si le délai prévu pour la présentation de l'avis se situait entre le 25 septembre 2009 et le jour précédant la date d'accès à la BDNI, conformément aux paragraphes 3, 4 et 6, selon le cas.

3) Sauf en ce qui a trait à un avis visé au paragraphe 4, si le délai prévu pour la présentation de l'un ou l'autre des documents suivants se situe entre le 25 septembre 2009 et le jour précédant la date d'accès à la BDNI, il est prolongé jusqu'au 45^e jour suivant la date d'accès à la BDNI :

a) l'avis qui doit être présenté en format BDNI;

b) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 qui doit être présenté en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.5.

4) Sont présentés autrement qu'au moyen du site Web de la BDNI les documents pour lesquels le délai de présentation prévu se situe entre le 25 septembre 2009 et le jour précédant la date d'accès à la BDNI, à savoir :

a) l'avis de modification visé au paragraphe 1 de l'article 4.1 que présente la personne physique inscrite, si la modification concerne des renseignements présentés antérieurement à l'égard des rubriques suivantes de l'Annexe 33-109A4 :

i) la rubrique 14 [*Renseignements sur les infractions criminelles*];

ii) la rubrique 15 [*Renseignements sur les poursuites civiles*];

iii) la rubrique 16 [*Renseignements sur la situation financière*];

b) l'avis de cessation visé au paragraphe 1 de l'article 4.2 provenant de l'ancienne société parrainante, dans le délai prévu par le paragraphe 2 de l'article 4.2, si la relation de la personne physique avec la société à titre de salarié, d'associé ou de mandataire a pris fin en raison de sa démission ou de son congédiement justifié.

5) À compter du 28 septembre 2009 jusqu'au jour précédant la date d'accès à la BDNI, la personne physique peut présenter à l'agent responsable les documents suivants autrement qu'au moyen du site Web de la BDNI :

a) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7;

b) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2;

c) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, sauf s'il est présenté en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.5;

6) Le déposant BDNI qui présente des renseignements autrement que par le site Web de la BDNI en vertu du paragraphe 4 ou 5 les présente de nouveau à l'agent responsable en format BDNI de la façon suivante :

a) en ce qui concerne le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 présenté en vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 5, présenter les formulaires suivants :

i) si la date de cessation était le 28 septembre 2009 ou postérieure à cette date, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, dûment rempli, au plus tard 30 jours après la date d'accès à la BDNI;

ii) si la date de cessation était antérieure au 28 septembre 2009, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli, au plus tard 30 jours après la date d'accès à la BDNI;

b) en ce qui concerne tout autre formulaire, au plus tard 30 jours après la date d'accès à la BDNI

6.4 Transition – Rétablissement en vertu du paragraphe 2 de l'article 2.3 et du paragraphe 2 de l'article 2.5

1) Malgré le paragraphe 2 de l'article 2.3, à compter de la date d'accès à la BDNI jusqu'au 28 décembre 2009, la personne physique qui demande le rétablissement de son inscription en vertu de ce paragraphe présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, si la date de cessation est antérieure au 28 septembre 2009.

2) L'inscription d'une personne physique qui présente le formulaire visé au paragraphe 1 n'est rétablie conformément au paragraphe 2 de l'article 2.3 que si toutes les conditions prévues aux sous-paragraphe *a* à *e* de ce paragraphe sont réunies.

3) Le paragraphe 2 de l'article 2.5 ne s'applique pas à la personne physique autorisée dont la date de cessation est antérieure au 28 septembre 2009.

PARTIE 7 DISPENSE

7.1. Dispense

1) L'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie des dispositions du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions prévues par la dispense.

2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.

3) Sauf en Ontario, cette dispense est accordée conformément à la loi visée à l'annexe B du Règlement 14-101 sur les définitions, vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

PARTIE 8 ABROGATION ET DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

8.1. Abrogation

Le Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription, entré en vigueur le 11 juillet 2007, est abrogé.

8.2. Date d'entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

ANNEXE 33-109A1**AVIS DE CESSATION DE RELATION AVEC UNE PERSONNE PHYSIQUE INSCRITE OU AUTORISÉE (article 4.2)****INSTRUCTIONS GÉNÉRALES**

Ce formulaire doit être rempli et présenté aux agents responsables ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, aux organismes d'autoréglementation (OAR) compétents pour les aviser qu'une personne physique inscrite ou autorisée a quitté sa société parrainante.

Terminologie

Dans le présent formulaire, l'expression « date de cessation » (ou « date de prise d'effet de la cessation de la relation ») désigne le premier jour où une personne physique a cessé d'être autorisée à agir à titre de personne physique inscrite auprès de sa société parrainante ou qu'elle a cessé d'être une personne physique autorisée de sa société parrainante en raison de la fin de sa relation avec la société à titre de salarié, d'associé ou de mandataire ou d'une modification à cette relation.

Comment présenter ce formulaire

Présentez ce formulaire sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI) en format BDNI, à l'adresse www.nrd.ca.

Si vous vous prévaluez de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, vous pouvez présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI.

Quand présenter ce formulaire

Présentez les réponses aux rubriques 1 à 4 dans un délai de cinq jours ouvrables suivant la date de la cessation de relation.

Si vous devez remplir la rubrique 5, présentez les réponses dans un délai de 30 jours suivant la date de la cessation de relation. Si vous le faites en format BDNI après avoir présenté les réponses aux rubriques 1 à 4 à la BDNI, utilisez le type de demande « Mise à jour/Correction d'un avis de cessation de relation » pour remplir la rubrique 5 de ce formulaire.

Rubrique 1 Société

1. Nom : _____

2. Numéro BDNI : _____

Rubrique 2 Personne physique

1. Nom : _____

2. Numéro BDNI : _____

Rubrique 3 Établissement auquel la personne physique était rattachée

1. Adresse : _____

2. Numéro BDNI : _____

Rubrique 4 Date et motif de la cessation de relation

1. Date de cessation/date de prise d'effet de la cessation de relation : _____
(AAAA/MM/JJ)

Il s'agit de la date à laquelle la personne physique a cessé d'être autorisée à exercer des activités nécessitant l'inscription auprès de la société ou d'agir à titre de personne physique autorisée.

2. Motif de la cessation de relation (cochez la case appropriée)

- Démission volontaire
- Démission à la demande de la société
- Congédiement avec dossier en règle
- Congédiement justifié
- Fin de contrat à durée déterminée
- Retraite
- Décès
- Autre motif

Rubrique 5 Précisions sur la cessation de relation

Ne remplissez la rubrique 5 qu'en cas de démission ou de congédiement (justifiés ou non) ou si vous avez coché la case « Autre motif » à la rubrique 4.2. Dans l'espace prévu ci-dessous :

- indiquez le ou les motifs de la démission ou du congédiement ou l'autre motif de cessation de relation;
- si la réponse aux questions suivantes est « oui », donnez des précisions.

[Format BDNI seulement]

Cette information sera communiquée dans les 30 jours de la date de prise d'effet de la cessation de relation.

Sans objet : fin de contrat à durée déterminée, retraite ou décès.

Répondez aux questions suivantes selon les renseignements dont vous disposez.

Au cours des douze derniers mois :

- | | Oui | Non |
|--|--------------------------|--------------------------|
| 1. La personne physique était-elle accusée d'une infraction criminelle? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. La personne physique a-t-elle fait l'objet d'une enquête menée par un organisme de réglementation des valeurs mobilières ou du secteur financier? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

3. La personne physique a-t-elle fait l'objet de mesures disciplinaires internes importantes de la part de la société ou d'un membre du même groupe qu'elle relativement à ses activités en tant que personne inscrite?
4. Des plaintes écrites, des poursuites civiles ou des avis d'arbitrage ont-ils été déposés contre la personne physique ou la société relativement à des activités en valeurs mobilières menées par la personne physique pendant qu'elle était une personne inscrite ou une personne autorisée à agir au nom de la société?
5. La personne physique a-t-elle des obligations financières non acquittées envers les clients de la société?
6. La société ou un membre du même groupe qu'elle ont-ils subi des pertes financières importantes ou vu leur réputation entachée en raison de la conduite de la personne physique?
7. La société ou un membre du même groupe qu'elle ont-ils enquêté sur la personne physique relativement à de possibles manquements importants aux obligations fiduciaires ou réglementaires, ou aux politiques et procédures de conformité de la société ou d'un membre du même groupe qu'elle? Il peut s'agir d'opérations ou de recommandations de placement inappropriées, de vol ou de détournement de fonds ou de titres de clients, de dissimulation de pertes aux clients, de contrefaçon de signature de clients, de blanchiment d'argent, de fausses déclarations délibérées et d'activités parallèles occultes.
8. La personne physique a-t-elle manqué à plusieurs reprises de respecter les politiques et procédures de conformité de la société ou d'un membre du même groupe qu'elle?
9. La personne physique a-t-elle géré de façon discrétionnaire des comptes de clients ou s'est-elle livrée à des activités nécessitant l'inscription sans être dûment inscrite ou sans l'autorisation de la société?

Motifs/Précisions :

Rubrique 6 Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis au nom des autorités en valeurs mobilières indiquées à l'appendice A et utilisés par celles-ci aux fins de l'application de certaines dispositions de leurs lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés.

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont aussi recueillis par les OAR indiqués à l'appendice A et utilisés par eux aux fins de l'application de leur règlement intérieur, leurs règlements, leurs décisions et leurs politiques.

En présentant ce formulaire, la personne physique consent à ce que les autorités en valeurs mobilières ou les OAR compétents collectent ses renseignements personnels et obtiennent, le cas échéant, les dossiers des autorités policières, les dossiers tenus par des organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux ou des OAR, son dossier de crédit et ses relevés d'emploi s'ils en ont besoin pour examiner les renseignements contenus dans le présent formulaire et vérifier si elle demeure apte à l'inscription ou à l'autorisation, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, pendant la durée de l'inscription ou de l'autorisation, selon le cas. Les autorités en valeurs mobilières ou les OAR peuvent demander des renseignements sur la personne physique à tout organisme public ou privé ainsi qu'à toute personne physique ou morale.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de ces renseignements aux autorités en valeurs mobilières ou aux OAR compétents du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

Rubrique 7 Mise en garde

Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières et (ou) à la législation sur les dérivés, y compris la législation sur les contrats à terme standardisés sur marchandises, quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Rubrique 8 Attestation

Attestation – format BDNI :

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire de la société. En cochant cette case, j'atteste que la société m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

Attestation – format différent du format BDNI :

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire pour le compte de la société, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- j'ai lu ce formulaire et compris les questions;
- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

Nom de la société

Nom du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Titre du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Signature du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Date (AAAA/MM/JJ)

APPENDICE A**Coordonnées relatives à l'avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B
Consumer, Corporate and Insurance
Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du
Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires
réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Ontario

Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à
l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)
X1A 2L9
Attention : Deputy Superintendent of
Securities
Téléphone : 867-920-8984

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital
Markets
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du
commerce des valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection
des renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iiroc.ca

ANNEXE 33-109A2
MODIFICATION OU RADIATION DE CATÉGORIES DE PERSONNES
PHYSIQUES
(article 4.2 ou paragraphe 2 de l'article 2.2 ou 2.5)

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Ce formulaire doit être rempli et présenté aux agents responsables ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, aux organismes d'autoréglementation (OAR) compétents lorsqu'une personne physique inscrite ou autorisée demande à ajouter ou à retirer des catégories d'inscription ou des activités autorisées.

Terminologie

Dans le présent formulaire, les mots « vous », « votre » et « personne physique » désignent la personne physique inscrite ou autorisée qui demande à ajouter ou à retirer des catégories d'inscription ou des activités autorisées.

Comment présenter ce formulaire

Ce formulaire doit être présenté sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI) en format BDNI, à l'adresse www.nrd.ca.

Si vous vous prévaliez de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, vous pouvez présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI.

Rubrique 1 Personne physique

Nom : _____

Numéro BDNI : _____

Rubrique 2 Territoires d'inscription

1. Déposez-vous ce formulaire sous le régime de passeport ou en vertu d'un mode d'interaction pour l'inscription?

Ne cochez la case « Non » que si vous êtes inscrit, selon le cas :

a) dans un seul territoire du Canada;

b) dans plusieurs territoires du Canada et que vous demandez une modification ou la radiation :

i) dans un ou plusieurs territoires autres que le territoire principal, à l'exclusion de votre territoire principal.

Oui Non

2. Indiquez, en cochant les cases appropriées, chaque territoire dans lequel vous demandez la modification ou la radiation de catégories d'inscription.

Alberta

Colombie-Britannique

- Île-du-Prince-Édouard
- Manitoba
- Nouveau-Brunswick
- Nouvelle-Écosse
- Nunavut
- Ontario
- Québec
- Saskatchewan
- Terre-Neuve-et-Labrador
- Territoires du Nord-Ouest
- Yukon

Rubrique 3 Retrait de catégories

Quelles catégories demandez-vous à retirer?

Rubrique 4 Ajout de catégories

1. Quelles catégories demandez-vous à ajouter?

2. Si vous demandez à vous inscrire au Québec en tant que représentant de courtier en épargne collective ou de courtier en plans de bourse d'études, indiquez si vous êtes couvert par l'assurance responsabilité professionnelle de votre société parrainante.

Oui Non

Si vous avez répondu « non », veuillez fournir les renseignements suivants :

Nom de votre assureur : _____

Numéro de police : _____

Rubrique 5 Motifs de la demande de radiation

Si vous demandez à retirer une catégorie d'inscription ou une activité autorisée, indiquez les motifs de votre demande de radiation dans le territoire intéressé.

Rubrique 6 Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis au nom des autorités en valeurs mobilières indiquées à l'appendice A et utilisés par celles-ci aux fins de l'application de certaines dispositions de leurs lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés.

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont aussi recueillis par les OAR indiqués à l'appendice A et utilisés par eux aux fins de l'application de leur règlement intérieur, leurs règlements, leurs décisions et leurs politiques.

En présentant ce formulaire, la personne physique consent à ce que les autorités en valeurs mobilières ou les OAR compétents collectent ses renseignements personnels et obtiennent, le cas échéant, les dossiers des autorités policières, les dossiers tenus par des organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux ou des OAR, son dossier de crédit et ses relevés d'emploi s'ils en ont besoin pour examiner les renseignements contenus dans le présent formulaire et vérifier si elle demeure apte à l'inscription ou à l'autorisation, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, pendant la durée de l'inscription ou de l'autorisation. Les autorités en valeurs mobilières ou les OAR peuvent demander des renseignements sur la personne physique à tout organisme public ou privé ainsi qu'à toute personne physique ou morale.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de ces renseignements aux autorités en valeurs mobilières ou aux OAR compétents du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

Rubrique 7 Mise en garde

Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières et (ou) à la législation sur les dérivés, y compris la législation sur les contrats à terme standardisés sur marchandises quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Rubrique 8 Attestation

Attestation – format BDNI

Je confirme avoir discuté des questions du présent formulaire avec un dirigeant, un directeur de succursale ou un superviseur de ma société parrainante. À ma connaissance, cette personne était convaincue que j'avais parfaitement compris les questions. Je limiterai mes activités à celles qui sont autorisées dans ma catégorie d'inscription.

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire de la personne physique indiquée sur ce formulaire. En cochant cette case, j'atteste que la personne physique m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

Attestation – format différent du format BDNI

En signant ci-dessous :

1. J'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- j'ai lu ce formulaire et compris les questions;
- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

2. Je confirme avoir discuté des questions du présent formulaire avec un dirigeant, un directeur de succursale ou un superviseur de ma société parrainante. À ma connaissance, cette personne était convaincue que j'avais parfaitement compris les questions. Je limiterai mes activités à celles qui sont autorisées dans ma catégorie d'inscription.

Signature de la personne physique

Date : _____
(AAAA/MM/JJ)

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire pour le compte de la personne physique, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

1. la personne physique dont le nom figure dans ce formulaire sera embauchée par la société comme personne physique inscrite ou non inscrite;
2. j'ai discuté des questions du présent formulaire avec la personne physique ou un directeur de succursale, un superviseur ou un autre dirigeant ou associé l'a fait et, à ma connaissance, elle les comprend parfaitement.

Nom de la société

Nom du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Titre du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Signature du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Date : _____
(AAAA/MM/JJ)

APPENDICE A**Coordonnées relatives à l'avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B
Consumer, Corporate and Insurance
Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du
Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires
réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Ontario

Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à
l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)
X1A 2L9
Attention : Deputy Superintendent of
Securities
Téléphone : 867-920-8984

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital
Markets
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du
commerce des valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection
des renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iiroc.ca

ANNEXE 33-109A3
ÉTABLISSEMENTS AUTRES QUE LE SIÈGE
(article 3.2)

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Ce formulaire doit être rempli et présenté aux agents responsables ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, ou aux organismes d'autoréglementation (OAR) compétents pour les aviser qu'un établissement a été ouvert ou fermé, ou que les renseignements sur un établissement ont été modifiés.

Cochez la case appropriée et remplissez le formulaire au complet :

- Ouverture d'un établissement
- Fermeture d'un établissement
- Modification des renseignements présentés précédemment au sujet d'un établissement. Précisez clairement les renseignements modifiés.

Comment présenter ce formulaire

Présentez ce formulaire sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI) en format BDNI, à l'adresse www.nrd.ca.

Si vous vous prévalez de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, vous pouvez présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI.

Rubrique 1 Type d'établissement

- Succursale
- Sous-succursale ou établissement

Rubrique 2 Superviseur ou directeur de succursale

Nom du superviseur désigné ou du directeur de succursale : _____

Numéro BDNI du superviseur désigné ou du directeur de succursale : _____

Rubrique 3 Renseignements sur l'établissement

Adresse professionnelle : _____

Adresse postale (si elle est différente de l'adresse professionnelle) :

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____

Rubrique 4 Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis au nom des autorités en valeurs mobilières indiquées à l'appendice A et utilisés par celles-ci aux fins de l'application de certaines dispositions de leurs lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés.

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont aussi recueillis par les OAR indiqués à l'appendice A et utilisés par eux aux fins de l'application de leur règlement intérieur, leurs règlements, leurs décisions et leurs politiques.

En présentant ce formulaire, la personne physique consent à ce que les autorités en valeurs mobilières ou les OAR compétents collectent ses renseignements personnels et obtiennent, le cas échéant, les dossiers des autorités policières, les dossiers tenus par des organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux ou des OAR, son dossier de crédit et ses relevés d'emploi s'ils en ont besoin pour examiner les renseignements contenus dans le présent formulaire et vérifier si elle demeure apte à l'inscription ou à l'autorisation, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, pendant la durée de l'inscription ou de l'autorisation. Les autorités en valeurs mobilières ou les OAR peuvent demander des renseignements sur la personne physique à tout organisme public ou privé ainsi qu'à toute personne physique ou morale.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de ces renseignements aux autorités en valeurs mobilières ou aux OAR compétents du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

Rubrique 5 Mise en garde

Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières et (ou) à la législation sur les dérivés, y compris la législation sur les contrats à terme standardisés sur marchandises quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Rubrique 6 Attestation

Attestation – format BDNI :

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire de la société. En cochant cette case, j'atteste que la société m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

Attestation – format différent du format BDNI :

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire pour le compte de la société, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- j'ai lu ce formulaire et compris les questions;
- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

Nom de la société

Nom du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Titre du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Signature du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Date (AAAA/MM/JJ)

APPENDICE A**Coordonnées relatives à l'avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B
Consumer, Corporate and Insurance
Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du
Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires
réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Ontario

Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à
l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)
X1A 2L9
Attention : Deputy Superintendent of
Securities
Téléphone : 867-920-8984

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital
Markets
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du
commerce des valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection
des renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iiroc.ca

**ANNEXE 33-109A4
INSCRIPTION D'UNE PERSONNE PHYSIQUE ET EXAMEN D'UNE PERSONNE
PHYSIQUE AUTORISÉE (article 2.2)**

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Ce formulaire doit être rempli et présenté aux agents responsables ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, ou aux organismes d'autoréglementation (OAR) compétents lorsqu'une personne physique demande à s'inscrire dans une catégorie ou demande un examen en tant que personne physique autorisée. Un seul formulaire doit être présenté, peu importe le nombre de catégories dans lesquelles la personne demande à s'inscrire.

Terminologie

Dans le présent formulaire, les mots « vous », « votre » et « personne physique » désignent la personne physique qui demande à s'inscrire ou qui dépose ce formulaire en tant que personne physique autorisée en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés.

L'expression « société parrainante » désigne la société inscrite au sein de laquelle vous exercerez vos fonctions à titre de personne physique inscrite ou autorisée.

L'expression « dérivés » désigne les instruments financiers comme les contrats à terme standardisés, notamment les contrats négociables, les options sur contrats à terme et les swaps dont le cours, la valeur ou les obligations de paiement sont fonction d'un ou de plusieurs éléments sous-jacents. Les dérivés peuvent se présenter sous la forme d'instruments, de contrats ou de titres.

Les expressions « actionnaire important » et « actionnaire » désignent tout actionnaire qui, au total, est directement ou indirectement propriétaire de titres lui assurant 10 % ou plus des droits de vote rattachés à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation.

L'expression « personne autorisée » désigne, à l'égard d'un membre de l'OCRCVM, une personne qui est un associé, un administrateur, un dirigeant, un salarié ou un mandataire du membre et qui est autorisée par l'OCRCVM ou par un autre OAR canadien à remplir toute fonction prescrite par le règlement intérieur, les règlements ou les politiques de l'OCRCVM ou d'un autre OAR canadien.

Plusieurs expressions utilisées dans le présent formulaire sont définies par la législation en valeurs mobilières de votre province ou territoire. Veuillez vous reporter à ces définitions.

Comment présenter ce formulaire

Format BDNI

Présentez ce formulaire sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI) en format BDNI, à l'adresse www.nrd.ca. Ne présentez qu'un seul formulaire, peu importe le nombre de catégories dans lesquelles vous demandez à vous inscrire. Si vous avez des questions, adressez-vous au service de la conformité, de l'inscription ou des affaires juridiques de la société parrainante ou à un avocat, ou encore consultez le site Web d'information de la BDNI, à l'adresse www.nrd-info.ca.

Format différent du format BDNI

Si vous vous prévaluez de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, vous pouvez présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI.

Si l'espace prévu ne suffit pas, utilisez une autre feuille en indiquant clairement le numéro des rubriques et des questions. Remplissez et signez le formulaire, puis transmettez-le aux agents responsables, ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, aux OAR ou aux autres autorités compétentes. Le nombre d'exemplaires originaux signés du formulaire à présenter dépend de la province ou du territoire et de l'agent responsable, de l'autorité en valeurs mobilières, ou de l'OAR.

Pour éviter tout retard dans le traitement de ce formulaire, veuillez répondre à toutes les questions qui s'appliquent à vous. Si vous avez des questions, adressez-vous au service de la conformité, de l'inscription ou des affaires juridiques de la société parrainante ou à un avocat, ou encore consultez le site Web d'information de la BDNI, à l'adresse www.nrd-info.ca.

Rubrique 1 Nom**1. Nom**

 Nom de famille Prénom Deuxième prénom (s.o.) Troisième prénom (s.o.)

Numéro BDNI (le cas échéant) : _____

2. Autres noms

Utilisez-vous un autre nom que celui indiqué ci-dessus ou avez-vous déjà été connu sous d'autres noms, par exemple un surnom ou un nom marital?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice A.

3. Utilisation d'autres noms

Utilisez-vous ou avez-vous déjà utilisé un nom ou exercé une activité sous un nom qui n'est pas un de ceux indiqués ci-dessus, par exemple le nom commercial d'une entreprise individuelle ou un nom d'équipe?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice A.

Rubrique 2 Adresse domiciliaire

Indiquez toutes vos adresses domiciliaires des dix dernières années, y compris celles à l'étranger.

1. Adresses domiciliaires actuelles et antérieures

 Numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal

Numéro de téléphone : _____

Date de début de la résidence à cette adresse (AAAA/MM) : _____

Si vous demeurez à cette adresse depuis moins de dix ans, veuillez remplir l'appendice B.

2. Adresse postale

Cochez cette case si votre adresse postale est la même que votre adresse domiciliaire actuelle. Sinon, fournissez les renseignements suivants :

Numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal

Rubrique 3 Renseignements personnels

1. Date de naissance : _____
(AAAA/MM/JJ)
2. Lieu de naissance : _____
(ville, province, territoire ou État, pays)
3. Sexe : Féminin Masculin
4. Couleur des yeux : _____
5. Couleur des cheveux : _____
6. Taille : _____ po ou _____ cm
7. Poids : _____ lb ou _____ kg

Rubrique 4 Citoyenneté

1. Renseignements sur la citoyenneté

Quel est votre pays de citoyenneté?

- Canada
- Autre, précisez : _____

2. Si vous êtes aussi citoyen d'un autre pays que le Canada, remplissez la section suivante.

Cochez cette case si vous n'avez pas de passeport valide. Sinon, fournissez les renseignements suivants :

N° de passeport : _____

Date de délivrance : _____
(AAAA/MM/JJ)

Lieu de délivrance: _____
(ville, province, territoire ou État, pays)

Rubrique 5 Territoires d'inscription

1. Déposez-vous ce formulaire sous le régime de passeport ou en vertu d'un mode d'interaction pour l'inscription?

Ne cochez la case « Non » que si :

- a) vous demandez à vous inscrire dans votre territoire principal seulement;
- b) vous demandez un examen en tant que personne physique autorisée dans votre territoire principal seulement

et si vous n'êtes inscrit en vertu de la législation en valeurs mobilières d'aucun territoire du Canada.

Oui Non

2) Indiquez, en cochant la case appropriée, chaque territoire dans lequel vous demandez à vous inscrire ou demandez un examen en tant que personne physique autorisée :

- Tous les territoires
- Alberta
- Colombie-Britannique
- Île-du-Prince-Édouard
- Manitoba
- Nouveau-Brunswick
- Nouvelle-Écosse
- Nunavut
- Ontario
- Québec
- Saskatchewan
- Terre-Neuve-et-Labrador
- Territoires du Nord-Ouest
- Yukon

Rubrique 6 Catégories d'inscription

1. À l'appendice C, cochez la case correspondant à chaque catégorie dans laquelle vous demandez à vous inscrire en tant que personne physique ou demandez un examen en tant que personne physique autorisée. Si vous demandez un examen en tant que personne physique autorisée, cochez la case correspondant à chaque catégorie qui décrit le poste que vous occupez au sein de votre société parrainante.

2. Si vous demandez à vous inscrire au Québec en tant que représentant de courtier en épargne collective ou de courtier en plans de bourse d'études, indiquez si vous êtes couvert par l'assurance responsabilité professionnelle de votre société parrainante.

Oui Non

Si vous avez répondu « non », veuillez fournir les renseignements suivants :

Nom de votre assureur : _____

Numéro de police : _____

Rubrique 7 Domicile élu et mandataire aux fins de signification

1. Domicile élu

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous présentez ce formulaire. Vous pouvez indiquer une adresse domiciliaire ou une adresse professionnelle, mais pas une case postale. Veuillez remplir l'appendice D pour chaque domicile élu supplémentaire que vous indiquez.

Domicile élu : _____
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____ (le cas échéant)

Adresse électronique : _____ (le cas échéant)

2. Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous pour chaque province ou territoire dans lequel vous avez un mandataire. L'adresse de votre mandataire doit être le domicile élu indiqué ci-dessus. Si votre mandataire n'est pas une personne physique, indiquez le nom de votre personne-ressource.

Nom du mandataire : _____

Personne-ressource : _____
Nom de famille Prénom

Rubrique 8 Compétences

1. Renseignements sur les cours, les examens ou la formation

Indiquez à l'appendice E les cours et les examens obligatoires pour l'inscription ou l'autorisation que vous avez réussis ou dont vous avez été dispensé.

Cochez cette case si vous n'êtes pas tenu de suivre des cours ou de passer des examens en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés ou des règles d'un OAR.

2. Numéros d'étudiant

Le cas échéant, indiquez ci-dessous vos numéros d'étudiant pour les cours que vous avez réussis :

Formation mondiale CSI (auparavant « Institut canadien des valeurs mobilières ») : _____

Institut IFSE (auparavant « IFIC ») : _____

Institut des banquiers canadiens (IBC) : _____

CFA Institute (auparavant « AIMR ») : _____

Advocis (auparavant « CAIFA ») : _____

3. Refus de dispense

Un organisme de réglementation des valeurs mobilières ou des dérivés ou un OAR a-t-il déjà refusé de vous dispenser d'une obligation relative à un cours, un examen ou l'expérience?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice F.

Rubrique 9 Établissement d'emploi

Établissement d'emploi

1. Fournissez les renseignements suivants sur votre nouvelle société parrainante. Si vous projetez de travailler à plus d'une adresse, fournissez les renseignements sur l'établissement où vous exercerez principalement vos activités.

Numéro BDNI de l'établissement : _____

Numéro d'identification unique (facultatif) : _____

Adresse professionnelle : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

2. Si le siège de la société est situé à l'étranger et (ou) que vous n'êtes pas résident du Canada, indiquez l'adresse de l'établissement où vous exercerez vos activités.

Adresse professionnelle : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

[Les points 3, 4 et 5 s'appliquent lorsque le format est différent du format BDNI.]

3. Type d'établissement (format différent du format BDNI) :

Siège Succursale ou établissement Sous-succursale

4. Nom du directeur de succursale : _____

5. Cochez cette case si l'adresse postale de l'établissement est la même que l'adresse professionnelle indiquée ci-dessus. Si ce n'est pas le cas, veuillez fournir les renseignements ci-dessous.

Adresse postale : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Rubrique 10 Emploi, autres activités professionnelles, postes de dirigeant et d'administrateur actuels

Remplissez l'appendice G pour chacune des activités professionnelles que vous exercez actuellement, notamment auprès de votre société parrainante ou à l'extérieur de celle-ci. Indiquez également tous les postes de dirigeant ou d'administrateur ou les postes équivalents que vous occupez à titre professionnel, contre rémunération ou non.

Rubrique 11 Emplois et autres activités antérieurs

Indiquez à l'appendice H vos antécédents professionnels pour les dix dernières années.

Rubrique 12 Démissions et cessation des fonctions

Avez-vous déjà démissionné, cessé vos fonctions ou fait l'objet d'un congédiement justifié par suite d'allégations selon lesquelles vous auriez :

1. commis une infraction à une loi, un règlement, une règle ou une norme de conduite?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », remplissez la rubrique 12.1 de l'appendice I.

2. fait défaut de superviser adéquatement la conformité aux lois, règlements, règles ou normes de conduite?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », remplissez la rubrique 12.2 de l'appendice I.

3. commis une fraude ou un détournement de biens, y compris un vol?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », remplissez la rubrique 12.3 de l'appendice I.

Rubrique 13 Renseignements concernant la réglementation

1. Réglementation des valeurs mobilières et des dérivés

a) À l'exception de votre inscription ou autorisation à titre de personne physique autorisée sous ce numéro BDNI, êtes-vous actuellement ou avez-vous déjà été inscrit auprès de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières et (ou) des dérivés d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays comme courtier ou conseiller en valeurs mobilières (et) ou en dérivés ou détenez-vous actuellement ou avez-vous déjà détenu un permis délivré par cet organisme pour agir à ce titre?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », remplissez la rubrique 13.1a de l'appendice J.

b) L'inscription comme courtier ou conseiller en valeurs mobilières et (ou) en dérivés ou un permis pour agir à ce titre vous a-t-il déjà été refusé dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.1*b* de l'appendice J.

c) A-t-on déjà refusé de vous accorder une dispense d'inscription prévue par la législation en valeurs mobilières et (ou) la législation sur les dérivés d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays, à l'exception du refus de dispense visé au paragraphe 3 de la rubrique 8 du présent formulaire?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.1*c* de l'appendice J.

d) Faites-vous actuellement ou avez-vous déjà fait l'objet de mesures disciplinaires ou d'une ordonnance prononcée à la suite de mesures disciplinaires en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.1*d* de l'appendice J.

2. Réglementation des OAR

a) À l'exception de votre autorisation accordée sous ce numéro BDNI, êtes-vous ou avez-vous déjà été une personne autorisée d'un OAR ou d'un organisme similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.2*a* de l'appendice J.

b) Vous a-t-on déjà refusé de devenir une personne autorisée d'un OAR ou d'un organisme similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.2*b* de l'appendice J.

c) Faites-vous actuellement ou avez-vous déjà fait l'objet de mesures disciplinaires prises par un OAR ou un organisme similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.2*c* de l'appendice J.

3. Autre réglementation

a) Êtes-vous ou avez-vous déjà été inscrit ou avez-vous déjà détenu un permis pour exercer auprès du public d'autres activités que des activités de courtage ou de conseil en valeurs mobilières et (ou) en dérivés dans une province, un territoire, un État ou un pays (par exemple, comme agent d'assurance, agent immobilier, comptable, avocat ou enseignant)?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.3*a* de l'appendice J.

b) Vous a-t-on déjà refusé une inscription ou un permis en vertu d'une loi relativement à vos activités professionnelles non liées aux valeurs mobilières ou aux dérivés dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.3b de l'appendice J.

c) Faites-vous actuellement ou avez-vous déjà fait l'objet de mesures disciplinaires en vertu d'une loi relativement à vos activités professionnelles non liées aux valeurs mobilières ou aux dérivés dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 13.3c de l'appendice J.

Rubrique 14 Renseignements sur les infractions criminelles

Infractions à déclarer

Vous devez déclarer toutes les infractions criminelles commises dans une province, un territoire, un État ou un pays, notamment les infractions criminelles aux lois fédérales comme le *Code criminel* (Canada), la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), la *Loi sur la concurrence* (Canada), la *Loi sur l'immigration* (Canada) et la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* (Canada) (ou sa version antérieure, la *Loi sur les stupéfiants* (Canada)). Vous devez notamment déclarer les plaidoyers et verdicts de culpabilité pour conduite avec facultés affaiblies, qui relèvent du *Code criminel* (Canada). Si vous avez été reconnu coupable d'une infraction criminelle, vous devez le déclarer même si une absolution inconditionnelle ou sous conditions a été accordée.

En réponse aux questions 2 et 4 ci-dessous, si vous ou votre société avez été reconnu coupable d'une infraction criminelle ou participé au Programme des mesures de rechange au cours des trois dernières années, vous devez déclarer l'infraction même si une absolution inconditionnelle ou sous conditions a été accordée ou si l'accusation a été rejetée, retirée ou suspendue. Certaines exceptions décrites ci-dessous s'appliquent aux accusations suspendues et au Programme des mesures de rechange.

Les agents responsables ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières, ou un organisme d'autorégulation peuvent traiter comme une omission de communiquer une information importante toute omission de déclarer une infraction criminelle à une loi, à l'exception de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada) et de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (Canada).

Infractions que vous n'avez pas à déclarer

Répondez « non » dans les circonstances suivantes.

Vous n'êtes pas tenu de déclarer ce qui suit :

- les crimes pour lesquels vous avez obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions s'ils ont été retirés du casier judiciaire conformément à la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada);
- les infractions pour excès de vitesse, stationnement interdit ou toute autre infraction pour lesquelles la réhabilitation a été octroyée en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada) et n'a pas été révoquée;
- les accusations d'infractions punissables par voie de déclaration sommaire de culpabilité qui sont suspendues depuis au moins six mois;

- les accusations criminelles qui sont suspendues depuis au moins un an;
- les infractions à la *Loi sur les jeunes contrevenants* (Canada) ou à la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (Canada).

En réponse aux questions 2 et 4 ci-dessous, vous n'êtes pas tenu de déclarer les infractions dont vous ou votre société avez été reconnu coupable et à l'égard desquelles vous ou votre société avez participé au Programme des mesures de rechange il y a plus de trois ans.

1. Y a-t-il une accusation en instance ou suspendue contre vous relativement à une infraction criminelle dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 14.1 de l'appendice K.

2. Avez-vous déjà été reconnu coupable d'une infraction criminelle, omis de contester votre culpabilité ou obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions pour une infraction criminelle dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 14.2 de l'appendice K.

3. À votre connaissance, y a-t-il une accusation en instance relativement à une infraction criminelle contre une société dont vous étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important au moment où les faits reprochés ont eu lieu dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 14.3 de l'appendice K.

4. À votre connaissance, une société a-t-elle déjà été reconnue coupable d'une infraction criminelle, omis de contester sa culpabilité ou obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions pour une infraction criminelle dans une province, un territoire, un État ou un pays lorsque vous en étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 14.4 l'appendice K.

Rubrique 15 Renseignements sur les poursuites civiles

1. Faites-vous ou une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important fait-elle actuellement l'objet d'une poursuite civile pour fraude, vol, dol, fausses déclarations ou manquement similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 15.1 de l'appendice L.

2. Avez-vous ou une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important a-t-elle déjà été défendeur ou intimé dans une poursuite civile dans laquelle des allégations de fraude, de vol, de dol, de fausses déclarations ou de manquement similaire ont été prouvées dans un jugement dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 15.2 de l'appendice L.

Rubrique 16 Renseignements sur la situation financière

1. Faillite

Avez-vous ou une société dont vous étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important a-t-elle déjà, en vertu des lois d'un territoire :

a) fait l'objet d'une requête de mise en faillite, fait une cession volontaire en faillite ou été visé par une procédure analogue?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.1a de l'appendice M.

b) fait une proposition concordataire en vertu d'une loi sur la faillite ou l'insolvabilité ou fait l'objet d'une procédure analogue?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.1b de l'appendice M.

c) fait l'objet de procédures en vertu d'une loi en vue de la liquidation ou de la dissolution de la société ou en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada)?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.1c de l'appendice M.

d) fait l'objet de procédures, intenté des procédures ou encore conclu un concordat ou un compromis avec des créanciers, y compris la nomination d'un séquestre, d'un séquestre-gérant, d'un administrateur ou d'un syndic par les créanciers ou à leur demande, à titre privé, par un tribunal ou par l'autorité de réglementation pour prendre possession de vos biens?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.1d de l'appendice M.

2. Dettes

Au cours des dix dernières années, avez-vous été incapable d'acquitter une obligation financière de 5 000 \$ ou plus à son échéance ou, à votre connaissance, une société dont vous étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important a-t-elle déjà été incapable d'acquitter une obligation financière de 5 000 \$ ou plus à son échéance?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.2 de l'appendice M.

3. Cautionnement ou assurance détournement et vol

Vous a-t-on déjà refusé un cautionnement ou une assurance détournement et vol?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.3 de l'appendice M.

4. Saisies-arrêts, jugements non exécutés ou directives de paiement

Une autorité d'une province, d'un territoire ou d'un État, ou un tribunal a-t-il déjà prononcé contre vous, concernant vos dettes, ou, à votre connaissance, contre une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important, concernant vos dettes :

- a) une saisie-arrêt? Oui Non
- b) un jugement non exécuté? Oui Non
- c) une directive de paiement? Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la rubrique 16.4 de l'appendice M.

Rubrique 17 Propriété de sociétés de valeurs mobilières et de dérivés

Êtes-vous actuellement ou avez-vous déjà été associé ou actionnaire important d'une société (y compris votre société parrainante) dont les activités sont celles de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières et (ou) en dérivés?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice N.

Rubrique 18 Mandataire aux fins de signification

En présentant ce formulaire, vous attestez que, dans chaque territoire du Canada où vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, vous avez procédé à la désignation conformément aux obligations applicables dans ce territoire.

Rubrique 19 Acceptation de compétence

En présentant ce formulaire, vous acceptez d'être assujetti aux lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés de chaque territoire du Canada et au règlement intérieur, aux règlements, décisions et politiques (ci-après, les « règles ») des OAR auxquels vous le présentez. Vous acceptez notamment la compétence de tout tribunal ou toute instance se rapportant aux activités que vous exercez à titre de personne inscrite ou d'associé, d'administrateur ou de dirigeant d'une personne inscrite en vertu de ces lois ou à titre de personne autorisée en vertu de ces règles.

Rubrique 20 Avis de collecte et d'utilisation des renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis au nom des autorités en valeurs mobilières indiquées à l'appendice O et utilisés par celles-ci aux fins de l'application de certaines dispositions de leurs lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés.

En présentant ce formulaire, la personne physique consent à ce que les autorités en valeurs mobilières collectent ses renseignements personnels et obtiennent, le cas échéant, les dossiers des autorités policières, les dossiers tenus par des organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux ou des OAR, son dossier de crédit et ses relevés d'emploi si elles en ont besoin pour examiner les renseignements contenus dans le présent formulaire et vérifier si elle demeure apte à l'inscription ou à l'autorisation, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, pendant la durée de l'inscription ou de l'autorisation. Les autorités en valeurs mobilières peuvent demander des renseignements sur la personne physique à tout organisme public ou privé ainsi qu'à toute personne physique ou morale.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de ces renseignements à l'autorité en valeurs mobilières du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice O. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

OAR

La collecte de renseignements personnels vise principalement à évaluer votre aptitude à l'inscription ou à l'autorisation et à vérifier que vous y demeurez apte, conformément à la législation en valeurs mobilières applicable et aux règles des OAR.

En présentant ce formulaire, vous autorisez les OAR concernés à recueillir tout renseignement provenant de toute source, notamment des renseignements personnels confidentiels vous concernant qui sont protégés par la loi, comme les dossiers des autorités policières, le dossier de crédit, les relevés d'emploi, le dossier scolaire et les attestations de réussite de cours, ainsi que les dossiers d'autres organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux, commissions de valeurs, bourses ou autres OAR, organismes privés ou publics, personnes physiques ou morales, selon ce qui est nécessaire pour examiner ce formulaire ou vérifier que vous demeurez apte à l'inscription ou à l'autorisation, conformément aux règles des OAR, pendant la durée de l'inscription ou de l'autorisation. Vous consentez également au transfert de renseignements confidentiels entre les OAR, commissions de valeurs ou bourses auxquels vous demandez ou pourriez ultérieurement demander l'inscription ou l'autorisation, ou qui vous ont accordé l'inscription ou l'autorisation, pour évaluer si vous êtes ou demeurez apte à l'inscription ou à l'autorisation, ou dans le cadre d'une enquête ou de l'exercice de tout pouvoir réglementaire, que vous soyez ou non actuellement inscrit auprès d'eux ou autorisé par eux.

En présentant ce formulaire, vous atteste que vous comprenez les règles des OAR compétents auxquels vous demandez l'inscription ou l'autorisation ou dont votre société parrainante est membre. Vous vous engagez également à vous familiariser avec les règles des OAR auxquels vous ou votre société parrainante adhérez. Vous acceptez d'être lié par les règles, leurs modifications et leurs suppléments, de les observer, de vous y conformer et de vous tenir informé des modifications et suppléments. Vous acceptez la compétence des OAR auxquels vous demandez l'inscription ou l'autorisation ou dont votre société parrainante est membre ou le deviendra, ainsi que celle, le cas échéant, de leurs gouverneurs, administrateurs et comités. Vous convenez que toute inscription accordée conformément à ce formulaire peut être radiée d'office ou suspendue et toute autorisation accordée peut être révoquée ou suspendue, à tout moment, conformément aux règles alors applicables des OAR. En cas de radiation d'office ou de révocation, vous devez cesser toutes les activités qui nécessitent l'inscription ou l'autorisation, puis vous abstenir de

dispenser des services qui nécessitent l'inscription ou l'autorisation pour tout membre des OAR ou toute société autorisée du même groupe que le membre sans obtenir l'autorisation des OAR ou vous inscrire auprès d'eux conformément à leurs règles.

En présentant ce formulaire, vous vous engagez à aviser les OAR auxquels vous demandez l'inscription ou l'autorisation ou qui vous ont accordé l'inscription ou l'autorisation ou pourraient vous l'accorder ultérieurement de tout changement important dans les renseignements fournis aux présentes, conformément à leurs règles. Vous acceptez que le formulaire soit transmis, sans modification, aux autres OAR auxquels vous pourriez demander l'inscription ou l'autorisation ultérieurement.

Vous atteste que vous avez discuté des questions posées dans ce formulaire et de la présente convention avec un dirigeant autorisé ou un directeur de succursale de votre société parrainante membre et que celui-ci est convaincu, à votre connaissance, que vous avez bien compris les questions et les conditions de la présente convention. Vous atteste également que vos activités professionnelles assujetties à la réglementation sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés seront strictement limitées à celles qui sont autorisées dans votre catégorie d'inscription ou d'autorisation.

Rubrique 21 Mise en garde

Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières et (ou) à la législation sur les dérivés, y compris la législation sur les contrats à terme standardisés sur marchandises quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Rubrique 22 Attestation

1. Attestation – format BDNI

Je confirme avoir discuté des questions du présent formulaire avec un dirigeant, un directeur de succursale ou un superviseur de ma société parrainante. À ma connaissance, cette personne était convaincue que j'avais parfaitement compris les questions. Je limiterai mes activités à celles qui sont autorisées dans ma catégorie d'inscription.

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire de la personne physique indiquée sur ce formulaire. En cochant cette case, j'atteste que la personne physique m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

2. Attestation – format différent du format BDNI

Personne physique

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ou dépose ce formulaire, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- j'ai lu ce formulaire et compris les questions;
- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

Signature de la personne physique

Date

Associé ou dirigeant autorisé de la société

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable, ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire, directement ou par l'entremise de l'autorité principale, pour le compte de la personne physique :

- la personne physique dont le nom figure dans ce formulaire sera embauchée par la société parrainante comme personne physique inscrite ou autorisée;
- j'ai discuté des questions du présent formulaire avec la personne physique, ou un directeur de succursale, un superviseur ou un autre dirigeant ou associé l'a fait, et à ma connaissance, elle les comprend parfaitement.

Nom de la société

Nom du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Titre du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Signature du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Date (AAAA/MM/JJ)

APPENDICE A**Noms (rubrique 1)****Rubrique 1.2 Autres noms****Nom 1**

 Nom de famille Prénom Deuxième prénom (s.o.) Troisième prénom (s.o.)

Raisons de l'utilisation de ce nom (par exemple, mariage, divorce, ordonnance du tribunal, nom d'usage courant, surnom).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : À :
 _____ _____
 (AAAA/MM) (AAAA/MM)

Nom 2

 Nom de famille Prénom Deuxième prénom (s.o.) Troisième prénom (s.o.)

Raisons de l'utilisation de ce nom (par exemple, mariage, divorce, ordonnance du tribunal, nom d'usage courant, surnom) : _____

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : À :
 _____ _____
 (AAAA/MM) (AAAA/MM)

Nom 3

 Nom de famille Prénom Deuxième prénom (s.o.) Troisième prénom (s.o.)

Raisons de l'utilisation de ce nom (par exemple, mariage, divorce, ordonnance du tribunal, nom d'usage courant, surnom).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : À :
 _____ _____
 (AAAA/MM) (AAAA/MM)

Rubrique 1.3 Utilisation d'autres noms**Nom 1**

 Nom

Raisons de l'utilisation de cet autre nom (par exemple, nom commercial ou nom d'équipe) : _____

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec une société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

Oui Non

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : À :

 (AAAA/MM) (AAAA/MM)

Nom 2

 Nom

Raisons de l'utilisation de cet autre nom (par exemple, nom commercial ou nom d'équipe) :

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec une société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

Oui Non

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : À :

 (AAAA/MM) (AAAA/MM)

Nom 3

 Nom

Raisons de l'utilisation de cet autre nom (par exemple, nom commercial ou nom d'équipe) :

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec une société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

Oui Non

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : À :

 (AAAA/MM) (AAAA/MM)

APPENDICE B**Adresse domiciliaire (rubrique 2)****Rubrique 2.1 Adresses domiciliaires actuelles et antérieures**

Si vous demeurez à cette adresse depuis moins de dix ans, indiquez toutes vos adresses des dix dernières années.

Il n'est pas nécessaire d'indiquer les codes postaux ou les numéros de téléphone correspondant à vos adresses antérieures.

Adresse 1

Adresse domiciliaire : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Quand avez-vous demeuré à cette adresse? De : _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Adresse 2

Adresse domiciliaire : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Quand avez-vous demeuré à cette adresse? De : _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Adresse 3

Adresse domiciliaire : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Quand avez-vous demeuré à cette adresse? De : _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

APPENDICE C**Catégories d'inscription (rubrique 6)**

Cochez les cases correspondant aux catégories dans lesquelles vous demandez l'inscription, l'autorisation ou l'examen à titre de personne physique autorisée.

Catégories communes à tous les territoires en vertu de la législation en valeurs mobilières***Catégories de sociétés (format différent du format BDNI seulement)***

- Courtier en placement
- Courtier en épargne collective
- Courtier en plans de bourses d'études
- Courtier sur le marché dispensé
- Courtier d'exercice restreint
- Gestionnaire de portefeuille
- Gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint
- Gestionnaire de fonds d'investissement

Catégories de personnes physiques et activités autorisées

- Représentant de courtier
- Représentant-conseil
- Représentant-conseil adjoint
- Personne désignée responsable
- Chef de la conformité
- Dirigeant – Préciser le titre
- Administrateur
- Associé
- Actionnaire
- Directeur de succursale (membres de l'ACCFM)
- Autorisation de l'OCRCVM

Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières***Catégories d'autorisation***

- Haute direction
- Administrateur (industrie)
- Administrateur (autre industrie)
- Superviseur
- Investisseur
- Représentant inscrit
- Représentant en placement
- Négociateur

Catégories d'autorisation supplémentaires

- Chef de la conformité
- Chef des finances
- Personne désignée responsable

Produits

- Non-négociant
- Titres
- Options
- Contrats à terme et options sur contrats à terme
- Fonds mutuels seulement

Client

- Détail
- Institutionnel
- Sans objet

Gestion de portefeuille

- Gestion de portefeuille

Catégories prévues par la législation locale sur les contrats à terme standardisés sur marchandises et les dérivés**Ontario*****Catégories de sociétés***

- Conseiller financier en placement de produits dérivés
- Conseiller en placement de produits dérivés
- Directeur des placements de produits dérivés
- Négociant-commissionnaire en contrats à terme

Catégories de personnes physiques et activités autorisées

- Représentant – services-conseils
- Représentant
- Directeur de succursale
- Dirigeant – Préciser le titre
- Administrateur
- Associé
- Actionnaire
- Autorisation de l'OCRCVM

Manitoba***Catégories de sociétés***

- Courtier (négociant)
- Courtier (négociant-commissionnaire en contrats à terme)
- Courtier (négociateur en bourse)
- Conseiller
- Catégorie locale

Catégories de personnes physiques et activités autorisées

- Négociateur en bourse
- Vendeur
- Directeur de bureau régional
- Conseiller
- Dirigeant – Préciser le titre
- Administrateur
- Associé
- Gestionnaire de portefeuille – contrats à terme
- Gestionnaire de portefeuille adjoint – contrats à terme
- Autorisation de l'OCRCVM
- Catégorie locale

Québec – activités en dérivés***À titre informatif, indiquez si vous exercerez l'activité de représentant des personnes suivantes :***

- Courtier en placement agissant comme courtier en dérivés
- Gestionnaire de portefeuille agissant comme gestionnaire de portefeuille en dérivés

APPENDICE D**Domicile élu et mandataire aux fins de signification (rubrique 7)****Rubrique 7.1 Domicile élu**

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous agissez à titre de personne physique inscrite ou autorisée ou demandez à le devenir. Une case postale ne constitue pas un domicile élu acceptable.

Domicile élu : _____
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

Adresse électronique : _____

Rubrique 7.2 Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous. Le domicile élu indiqué dans la section précédente doit correspondre à l'adresse du mandataire désigné ci-dessous.

Nom du mandataire : _____
(le cas échéant)

Personne-ressource : _____
Nom de famille Prénom

APPENDICE E
Compétences (rubrique 8)**Rubrique 8.1 Renseignement sur les cours, les examens ou la formation**

| Cours, examen ou autre formation | Date de fin (AAAA/MM/JJ) | Date de la dispense (AAAA/MM/JJ) | Agent responsable/autorité en valeurs mobilières qui a accordé la dispense |
|---|---------------------------------|---|---|
| | | | |
| | | | |
| | | | |

APPENDICE F
Compétences (rubrique 8.3)

Rubrique 8.3 Refus de dispense

Veillez fournir les renseignements suivants sur chaque dispense refusée.

1. Indiquez le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières ou des dérivés, ou l'OAR, qui a refusé de vous accorder la dispense :

Indiquez le cours, l'examen ou l'expérience requis :

Indiquez le motif de refus :

Date du refus : _____

(AAAA/MM/JJ)

2. Indiquez le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières ou des dérivés, ou l'OAR, qui a refusé de vous accorder la dispense :

Indiquez le cours, l'examen ou l'expérience requis :

Indiquez le motif de refus :

Date du refus : _____

(AAAA/MM/JJ)

3. Indiquez le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières ou des dérivés, ou l'OAR, qui a refusé de vous accorder la dispense :

Indiquez le cours, l'examen ou l'expérience requis :

Indiquez le motif de refus :

Date du refus : _____

(AAAA/MM/JJ)

APPENDICE G**Emploi, autres activités professionnelles, postes de dirigeant et d'administrateur actuels (rubrique 10)**

Remplissez l'appendice G pour chacune de vos activités professionnelles actuelles auprès de votre société parrainante et de toute autre organisation. Indiquez notamment tous les postes de dirigeant ou d'administrateur ou les postes équivalents que vous occupez à titre professionnel, contre rémunération ou non.

1. Date de début : _____
(AAAA/MM/JJ)

2. Renseignements sur la société

Cochez cette case si l'activité est un emploi auprès de votre société parrainante.

Si vous exercez l'activité auprès de votre société parrainante, vous n'avez pas à fournir ci-dessous le nom de l'entreprise ni son adresse :

Nom de l'entreprise ou de l'employeur :

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre de votre supérieur immédiat : _____

3. Description des fonctions

Décrivez les emplois et activités professionnelles liés à cet employeur. Précisez la nature de l'entreprise, vos fonctions, votre titre ou votre relation avec l'entreprise. Si vous demandez un type d'inscription qui exige une expérience particulière, veuillez fournir des renseignements sur votre expérience auprès de cette société, notamment votre niveau de responsabilité, la valeur des comptes sous votre supervision directe, le nombre d'années de service ainsi que le temps consacré à chaque activité, évalué en pourcentage :

4. Nombre d'heures de travail hebdomadaires

Indiquez le nombre d'heures que vous consacrez chaque semaine à ces activités professionnelles : _____

Si cette activité est un emploi auprès de votre société parrainante et que vous travaillez moins de 30 heures par semaine, fournissez des explications :

5. Conflits d'intérêts

Si vous avez plusieurs employeurs ou que vous exercez des activités professionnelles, déclarez tout risque de confusion chez les clients et tout risque de conflit d'intérêts découlant de vos multiples emplois ou de vos activités professionnelles actuelles ou projetées. Indiquez notamment si vos employeurs ou les sociétés auprès desquelles vous exercez des activités professionnelles sont cotés en bourse. Indiquez si la société a des

procédures pour réduire les risques de conflits d'intérêts et, le cas échéant, confirmez que vous les connaissez.

Si vous ne jugez pas que cet emploi occasionne des conflits d'intérêts, fournissez des explications : _____

APPENDICE H
Emplois et autres activités antérieurs (rubrique 11)

Fournissez les renseignements suivants sur les emplois que vous avez occupés et les autres activités que vous avez exercées au cours des dix dernières années. Tenez compte de toutes les activités, y compris les emplois à temps partiel et à temps plein, le travail autonome ou le service militaire. Indiquez notamment si vous étiez sans emploi, étudiant à temps plein ou tout autre statut similaire. N'indiquez pas les emplois de quatre mois ou moins occupés durant vos études, sauf s'ils étaient dans les secteurs des valeurs mobilières, des dérivés ou des services financiers.

Outre ces renseignements, veuillez fournir l'information sur les emplois et activités dans le(s) secteur(s) des valeurs mobilières et (ou) des dérivés que vous avez exercés pendant cette période et auparavant.

- Sans emploi
- Étudiant à temps plein
- Employé ou travailleur autonome

Du : _____
 (AAAA/MM)

Au : _____
 (AAAA/MM)

Remplissez la section suivante seulement si vous êtes employé ou travailleur autonome ou que vous l'étiez pendant cette période.

Nom de l'entreprise ou de l'employeur :

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre du supérieur immédiat, le cas échéant : _____

Décrivez l'activité de la société, votre poste, vos fonctions et votre relation avec la société. Si vous demandez l'inscription dans une catégorie qui exige une expérience particulière, veuillez fournir des renseignements sur votre expérience, notamment votre niveau de responsabilité, la valeur des comptes sous votre supervision directe, le nombre d'années d'expérience à ce poste et l'expérience en matière de recherche, ainsi que le temps consacré à chaque activité.

Raison pour laquelle vous avez quitté la société :

APPENDICE I**Démissions et cessation des fonctions (rubrique 12)****Rubrique 12.1**

Pour chaque allégation d'infraction à une loi, à un règlement, à une règle ou à une norme de conduite interne ou externe, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société dont vous avez démissionné, où vous avez fait l'objet d'une cessation de fonctions ou d'un congédiement justifié; 2) s'il s'agit d'une démission, d'une cessation des fonctions ou d'un congédiement justifié; 3) la date de votre démission, de votre cessation de fonctions ou de votre congédiement justifié; 4) les circonstances relatives à votre démission, à votre cessation de fonctions ou à votre congédiement justifié.

Rubrique 12.2

Pour chaque allégation d'omission de superviser la conformité à une loi, à un règlement, à une règle ou à une norme de conduite, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société dont vous avez démissionné, où vous avez fait l'objet d'une cessation de fonctions ou d'un congédiement justifié; 2) s'il s'agit d'une démission, d'une cessation des fonctions ou d'un congédiement justifié; 3) la date de votre démission, de votre cessation de fonctions ou de votre congédiement justifié; 4) les circonstances relatives à votre démission, à votre cessation de fonctions ou à votre congédiement justifié.

Rubrique 12.3

Pour chaque allégation de fraude ou d'appropriation illégale de biens, y compris le vol, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société dont vous avez démissionné, où vous avez fait l'objet d'une cessation de fonctions ou d'un congédiement justifié; 2) s'il s'agit d'une démission, d'une cessation des fonctions ou d'un congédiement justifié; 3) la date de votre démission, de votre cessation de fonctions ou de votre congédiement justifié; 4) les circonstances relatives à votre démission, à votre cessation de fonctions ou à votre congédiement justifié.

APPENDICE J**Renseignements concernant la réglementation (rubrique 13)****Rubrique 13.1 Réglementation des valeurs mobilières et des dérivés**

a) Pour chaque inscription ou permis, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières et (ou) des dérivés auprès duquel vous êtes ou étiez inscrit ou qui a délivré le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis; 4) la période pendant laquelle vous étiez inscrit ou déteniez le permis.

b) Pour chaque inscription ou permis refusé, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières et (ou) des dérivés qui a refusé l'inscription ou le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis refusé; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

c) Pour chaque dispense d'inscription ou permis refusé, à l'exception de ce qui est indiqué au paragraphe 3 de la rubrique 8 du présent formulaire, indiquez ci-dessous : 1) la partie qui s'est vue refuser la dispense d'inscription ou de permis; 2) le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières et (ou) des dérivés qui a refusé d'accorder la dispense ou le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis dont la dispense a été refusée; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

d) Pour chaque ordonnance ou mesure disciplinaire, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'organisme de réglementation des valeurs mobilières et (ou) des dérivés qui a rendu l'ordonnance ou engagé la procédure; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, s'il y a lieu; 4) la date à laquelle l'ordonnance a été rendue ou le règlement conclu, le cas échéant; 5) un résumé de tout avis, ordonnance ou règlement (y compris les sanctions infligées, le cas échéant); 6) si vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important de la société et personnellement désigné dans l'ordonnance ou visé par la mesure disciplinaire; 7) tout autre renseignement pertinent.

Rubrique 13.2 Réglementation des OAR

a) Pour chaque autorisation, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'OAR qui vous a accordé le statut de personne autorisée; 3) les catégories d'autorisation; 4) la période d'autorisation.

b) Pour chaque autorisation refusée, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'OAR qui a refusé l'autorisation; 3) la catégorie de l'autorisation refusée; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

c) Pour chaque ordonnance ou mesure disciplinaire, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'OAR qui a rendu l'ordonnance ou engagé la procédure; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, le cas échéant; 4) la date à laquelle l'ordonnance a été rendue ou le règlement conclu, le cas échéant; 5) un résumé de tout avis, de toute ordonnance ou de tout règlement (y compris les sanctions infligées, le cas échéant); 6) si vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important de la société et personnellement désigné dans l'ordonnance ou visé par la mesure disciplinaire; 7) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger.

Rubrique 13.3 Autre réglementation

a) Pour chaque inscription ou permis, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la partie inscrite ou titulaire du permis (dans le cas d'un permis d'assurance, indiquez également le nom de l'agence d'assurance); 2) le nom de l'autorité de réglementation ou de la loi régissant l'inscription ou le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis; 4) la période pendant laquelle la partie était inscrite ou détenait le permis.

b) Pour chaque inscription ou permis refusé, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la partie qui s'est vue refuser l'inscription ou le permis (dans le cas d'un permis d'assurance, indiquez également le nom de l'agence d'assurance); 2) le nom de l'autorité de réglementation qui a refusé l'inscription ou le permis ou de la loi en vertu de laquelle il l'a été; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis refusé; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

c) Pour chaque ordonnance ou mesure disciplinaire, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la partie contre laquelle l'ordonnance a été rendue ou la procédure engagée (dans le cas d'un permis d'assurance, indiquez le nom de l'agence d'assurance); 2) le nom de l'autorité de réglementation qui a rendu l'ordonnance ou engagé la procédure ou de la loi en vertu de laquelle elle l'a été; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, le cas échéant; 4) la date à laquelle l'ordonnance a été rendue ou le règlement conclu, le cas échéant; 5) un résumé de tout avis, ordonnance ou règlement (y compris les sanctions infligées, le cas échéant); 6) si vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important de la société et personnellement désigné dans l'ordonnance ou visé par la mesure disciplinaire; 7) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'autorité de réglementation peut exiger.

APPENDICE K**Renseignements sur les infractions criminelles (rubrique 14)****Rubrique 14.1**

Pour chaque accusation, indiquez ci-dessous : 1) le type d'accusation; 2) la date de l'accusation; 3) la date du procès ou de l'appel, le cas échéant; 4) l'emplacement du tribunal.

Rubrique 14.2

Pour chaque déclaration de culpabilité, omission de contester la culpabilité ou absolution inconditionnelle ou sous conditions pour une infraction criminelle, indiquez ci-dessous : 1) l'infraction; 2) la date de la déclaration de culpabilité; 3) la décision rendue (en précisant la pénalité ou l'amende et la date de paiement de l'amende).

Rubrique 14.3

Pour chaque accusation, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le type d'accusation; 3) la date de l'accusation; 4) la date du procès ou de l'appel, le cas échéant; 5) l'emplacement du tribunal.

Rubrique 14.4

Pour chaque déclaration de culpabilité, omission de contester la culpabilité ou absolution inconditionnelle ou sous conditions pour une infraction criminelle, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) l'infraction; 3) la date de la condamnation; 4) la décision rendue (en précisant la pénalité ou l'amende et la date de paiement de l'amende).

APPENDICE L
Renseignements sur les poursuites civiles (rubrique 15)

Rubrique 15.1

Pour chaque poursuite civile en instance, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) les dates auxquelles la demande et la défense ont été présentées; 2) le nom du ou des demandeurs; 3) si la poursuite est en instance ou si la décision a été portée en appel; 4) si la poursuite concerne une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important et si vous avez été personnellement désigné dans les allégations; 5) le territoire où la poursuite a été intentée.

Rubrique 15.2

Pour chaque poursuite civile, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) les dates auxquelles la demande et la défense ont été présentées; 2) le nom de chaque demandeur; 3) le territoire où la poursuite a été intentée; 4) si la poursuite concerne une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important et si vous avez été personnellement désigné dans les allégations; 5) un résumé de toute décision ou de tout règlement pour une somme supérieure à 10 000 \$. Le cas échéant, indiquez les poursuites réglées sans aveu de responsabilité.

APPENDICE M**Renseignements sur la situation financière (rubrique 16)****Rubrique 16.1 Faillite**

a) Pour chaque événement, fournissez les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la requête de mise en faillite ou de la cession volontaire; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) tout montant actuellement dû; 4) les créanciers; 5) la situation actuelle; 6) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 7) la date de la libération, le cas échéant; 8) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger.

b) Pour chaque événement, fournissez les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la proposition concordataire; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) tout montant actuellement dû; 4) les créanciers; 5) la situation actuelle; 6) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 7) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger.

c) Pour chaque événement, fournissez les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la procédure; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) tout montant actuellement dû; 4) les créanciers; 5) la situation actuelle; 6) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 7) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger.

d) Pour chaque procédure, concordat ou compromis avec les créanciers, fournissez les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la procédure; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) tout montant actuellement dû; 4) les créanciers; 5) la situation actuelle; 6) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 7) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger.

Rubrique 16.2 Dettes

Pour chaque événement, indiquez ci-dessous : 1) la personne ou la société qui ne s'est pas acquittée de ses obligations financières; 2) le montant dû au moment où la personne ou la société a manqué à ses obligations; 3) le nom de la personne ou de la société à qui le montant est ou était dû; 4) toute date pertinente (par exemple la date d'échéance des paiements ou la date à laquelle le paiement final a été effectué); 5) tout montant actuellement dû; 6) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger, y compris le motif pour lequel l'obligation n'a pas été respectée.

Rubrique 16.3 Cautionnement ou assurance détournement et vol

Pour chaque cautionnement ou assurance refusés, indiquez ci-dessous : 1) le nom de la société de cautionnement; 2) l'adresse de cette société; 3) la date du refus; 4) les motifs du refus.

Rubrique 16.4 Saisies-arrêts, jugements non exécutés ou directives de paiement

Pour chaque saisie-arrêt, jugement non exécuté ou directive de paiement relative à vos dettes, indiquez ci-dessous : 1) le montant dû au moment où a été prononcé la saisie-arrêt, le jugement non exécuté ou la directive de paiement; 2) le nom de la personne ou de la société à qui le montant est ou était dû; 3) toute date pertinente (par exemple la date d'échéance des paiements ou la date à laquelle le paiement final a été effectué); 4) le pourcentage des bénéfices devant être saisis ou le montant à payer; 5) tout montant actuellement dû; 6) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut exiger.

APPENDICE N
Propriété des sociétés de valeurs mobilières et de dérivés (rubrique 17)

Nom de la société :

Votre relation avec la société : Associé Actionnaire important

Durée de la relation :

De : _____ À : _____ (s'il y a lieu)
 (AAAA/MM) (AAAA/MM)

Fournissez les renseignements suivants :

a) Indiquez le nombre, la valeur, la catégorie et le pourcentage de titres ou de parts sociales dont vous avez la propriété ou envisagez d'acquérir lorsque vous serez inscrit ou autorisé après examen de ce formulaire. Si vous acquérez des actions une fois que vous êtes inscrit ou autorisé, indiquez la source (par exemple, actions non émises, ou, en cas de cession, donnez le nom du cédant) :

b) Indiquez la valeur de marché (approximative, si nécessaire) de toute obligation non garantie subordonnée, de toute obligation de la société que vous détenez ou de tout autre prêt subordonné que vous consentirez à la société :

c) Indiquez le nom de toute personne ou de toute société qui vous a fourni des fonds à investir dans la société, ainsi que votre relation avec elle :

d) Indiquez si les fonds à investir (ou devant être investis) sont garantis directement ou indirectement par une personne ou une société :

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez le nom de la personne ou de la société et votre relation avec elle :

e) Indiquez si vous avez directement ou indirectement renoncé à des droits afférents à ces titres ou parts sociales ou si vous avez l'intention, lorsque vous serez inscrit ou autorisé après examen de ce formulaire, de renoncer à de tels droits, que ce soit en hypothéquant les titres, en les mettant en gage ou en les grevant d'une charge en garantie :

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez le nom de la personne ou de la société et votre relation avec elle, et décrivez les droits auxquels vous avez renoncé ou renoncerez :

f) Indiquez si le propriétaire véritable des actions, obligations, garanties ou non, parts sociales ou billets que vous détenez est une autre personne :

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir les sections g, h et i.

g) Nom du propriétaire véritable :

| Nom de famille | Prénom | Deuxième prénom <i>(le cas échéant)</i> | Troisième prénom <i>(le cas échéant)</i> |
|----------------|--------|--|---|
|----------------|--------|--|---|

h) Adresse domiciliaire :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

i) Profession :

APPENDICE O**Coordonnées relatives à l'avis de collecte et d'utilisation des renseignements personnels****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B
Consumer, Corporate and Insurance
Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du
Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires
réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Ontario

Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à
l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)
X1A 2L9
Attention : Deputy Superintendent of
Securities
Téléphone : 867-920-8984

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital
Markets
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du
commerce des valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection
des renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iiroc.ca

ANNEXE 33-109A5
MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INSCRIPTION
(articles 3.1 et 4.1)

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Ce formulaire doit être rempli et présenté aux agents responsables ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, ou aux organismes d'autoréglementation (OAR) compétents pour les aviser que des renseignements fournis dans les formulaires suivants ont été modifiés :

1. le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, sauf en ce qui concerne les modifications visées à l'article 3.1 du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;
2. le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4;

Comment présenter ce formulaire

Présentez ce formulaire sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription en format BDNI, à l'adresse www.nrd.ca, pour signaler des modifications aux renseignements fournis dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

Ce formulaire doit être présenté dans un format différent du format BDNI pour signaler des modifications aux renseignements fournis dans les formulaires suivants :

- a) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6;
- b) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, si la personne physique se prévaut de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

Rubrique 1 Type de formulaire

Cochez le formulaire mis à jour :

- Formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6
- Formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4
 Nom de la personne physique : _____
- Formulaire 3]

Rubrique 2 Détails de la modification

Indiquez le numéro des rubriques du formulaire ci-dessus qui sont modifiées et fournissez des détails.

Numéro de la rubrique : _____ Détails : _____

Date de prise d'effet de la modification : _____
 (AAAA/MM/JJ)

Rubrique 3 Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis au nom des autorités en valeurs mobilières indiquées à l'appendice A et utilisés par celles-ci aux fins de l'application de certaines dispositions de leurs lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés.

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont aussi recueillis par les OAR indiqués à l'appendice A et utilisés par eux aux fins de l'application de leur règlement intérieur, leurs règlements, leurs décisions et leurs politiques.

En présentant ce formulaire, la personne physique consent à ce que les autorités en valeurs mobilières ou les OAR compétents collectent ses renseignements personnels et obtiennent, le cas échéant, les dossiers des autorités policières, les dossiers tenus par des organismes de réglementation gouvernementaux ou non gouvernementaux ou des OAR, son dossier de crédit et ses relevés d'emploi s'ils en ont besoin pour examiner les renseignements contenus dans le présent formulaire et vérifier si elle demeure apte à l'inscription ou à l'autorisation, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, pendant la durée de l'inscription ou de l'autorisation. Les autorités en valeurs mobilières ou les OAR peuvent demander des renseignements sur la personne physique à tout organisme public ou privé ainsi qu'à toute personne physique ou morale.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de ces renseignements aux autorités en valeurs mobilières ou aux OAR compétents du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

Rubrique 4 Mise en garde

Commets une infraction à la législation en valeurs mobilières et (ou) à la législation sur les dérivés, y compris la législation sur les contrats à terme standardisés sur marchandises, quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Rubrique 5 Attestation

1. Donnez l'attestation suivante pour présenter ce formulaire en format BDNI lorsque des modifications sont apportées au formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4

Je confirme avoir discuté des questions du présent formulaire avec un dirigeant, un directeur de succursale ou un superviseur de ma société parrainante. À ma connaissance, cette personne était convaincue que j'avais parfaitement compris les questions. Je limiterai mes activités à celles qui sont autorisées dans ma catégorie d'inscription.

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire de la personne physique indiquée sur ce formulaire. En cochant cette case, j'atteste que la personne physique m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

2. Donnez l'attestation suivante pour présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI lorsque des modifications sont apportées au formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- j'ai lu ce formulaire et compris les questions;

- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

Nom de la société

Nom du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Titre du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Signature du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

Date (AAAA/MM/JJ)

3. Donnez l'attestation suivante pour présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI sous le régime de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription lorsque des modifications sont apportées au formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- j'ai lu ce formulaire et compris les questions;
- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

Signature de la personne physique

Date (AAAA/MM/JJ)

APPENDICE A**Coordonnées relatives à l'avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B
Consumer, Corporate and Insurance
Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du
Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires
réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Ontario

Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à
l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)
X1A 2L9
Attention : Deputy Superintendent of
Securities
Téléphone : 867-920-8984

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital
Markets
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du
commerce des valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection
des renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iiroc.ca

ANNEXE 33-109A6 INSCRIPTION D'UNE SOCIÉTÉ

Qui doit remplir ce formulaire?

Ce formulaire s'adresse aux sociétés qui demandent à s'inscrire en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés.

Ce formulaire doit être rempli et présenté pour demander l'inscription initiale à titre de courtier, de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement ou inscrire une société dans des catégories ou des territoires du Canada supplémentaires.

Définitions

« autorité principale » : se reporter au Règlement 33-109.

« BDNI » : la Base de données nationale d'inscription (site Web : www.nrd-info.ca);

« chef de la conformité » : se reporter à l'article 2.1 du Règlement 31-103;

« contrôle significatif » : l'exercice du contrôle par une personne sur une autre dans les cas suivants :

- la personne détient directement ou non des titres avec droit de vote représentant plus de 20 % des droits de vote rattachés aux titres avec droit de vote en circulation de l'autre personne;
- la personne peut élire ou nommer directement ou non la majorité des administrateurs de l'autre personne ou des personnes physiques qui exercent des fonctions analogues pour le compte de celle-ci;

« dérivés » : instruments financiers comme les contrats à terme standardisés, notamment les contrats négociables, les options sur contrats à terme et les swaps dont le cours, la valeur ou les obligations de paiement sont fonction d'un ou de plusieurs éléments sous-jacents; les dérivés peuvent se présenter sous la forme d'instruments, de contrats ou de titres;

« filiale visée » : personne sur laquelle une autre personne exerce un contrôle significatif;

« formulaire » : l'Annexe 33-109A6, Inscription d'une société;

« membre du même groupe visé » : société mère de la société, filiale visée de la société ou filiale visée de la société mère de la société;

« nous » et « autorité » : l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du ou des territoires du Canada dans lesquels la société demande à s'inscrire.

« OAR » : se reporter au Règlement 14-101 sur les définitions;

« personne désignée responsable » : se reporter à l'article 2.1 du Règlement 31-103;

« personne physique autorisée » : se reporter au Règlement 33-109;

« Règlement 31-103 » : le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription;

« Règlement 33-109 » : le Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription;

« société » : la personne qui demande à s'inscrire;

« société mère » : personne qui exerce un contrôle significatif sur une autre personne, directement ou non;

« société préexistante » : l'entité visée à la question 3.6 de ce formulaire;

« vous » : la personne physique qui remplit, présente, dépose et (ou) signe ce formulaire pour le compte de la société;

Contenu du formulaire

Ce formulaire comporte les parties et appendices suivants :

Partie 1 – Renseignements sur l'inscription

Partie 2 – Coordonnées

Partie 3 – Antécédents et structure de la société

Partie 4 – Inscriptions antérieures

Partie 5 – Situation financière

Partie 6 – Relations avec les clients

Partie 7 – Mesures prises en application de la loi

Partie 8 – Poursuites

Partie 9 – Attestation

Appendice A – Coordonnées relatives à l'avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Appendice B – Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification

Appendice C – Annexe 31-103A1, Calcul de l'excédent du fonds de roulement

Vous êtes tenu de joindre au formulaire dûment rempli les documents justificatifs suivants :

1. L'Appendice B – Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de

- signification pour chaque territoire dans lequel la société demande à s'inscrire (question 2.4)
2. Le plan d'affaires, le manuel des politiques et procédures et les conventions conclues avec les clients (Colombie-Britannique, Alberta et Manitoba seulement) (question 3.3)
 3. Les documents constitutifs (question 3.7)
 4. L'organigramme de la société (question 3.11)
 5. L'organigramme des propriétaires (question 3.12)
 6. Le calcul de l'excédent du fonds de roulement (question 5.1)
 7. La résolution du conseil d'administration approuvant l'assurance (question 5.7)
 8. Les états financiers vérifiés (question 5.13)
 9. La lettre d'instructions au vérificateur (question 5.14)

Comment remplir et présenter ce formulaire

La société doit payer des droits d'inscription dans chaque territoire où elle présente et dépose ce formulaire. Consulter les droits prescrits du territoire concerné.

Tous les montants sont en dollars canadiens. Si une question n'est pas pertinente pour la société, inscrivez « s.o. » dans l'espace prévu.

Si la société demande à s'inscrire dans plusieurs territoires du Canada ou plusieurs catégories, à l'exception de celle de courtier d'exercice restreint, il vous suffit de présenter un formulaire. Si la société demande à s'inscrire comme courtier d'exercice restreint, présentez et déposez le formulaire dans chaque territoire concerné.

Vous pouvez remplir ce formulaire :

- sur papier, puis le transmettre à l'autorité principale ou à l'OAR compétent;
- sur papier, puis le numériser et l'envoyer par courrier électronique à l'autorité principale ou à l'OAR compétent.

Si la société demande à s'inscrire en Ontario et que la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario n'est pas son autorité principale, vous devez aussi déposer un exemplaire de ce formulaire, sans les documents justificatifs, auprès de la Commission.

Vous trouverez les coordonnées nécessaires pour présenter et déposer ce formulaire à l'Annexe B de l'Instruction générale relative au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription.

Nous pouvons accepter ce formulaire dans d'autres formats. Veuillez vous renseigner auprès de l'autorité avant de le remplir, de le présenter et de le déposer. Si vous remplissez le formulaire sur papier et que vous avez besoin d'espace supplémentaire pour répondre à une question, annexe les détails sur une feuille séparée en indiquant clairement le numéro de la question.

Vous devez joindre tous les documents justificatifs et droits à votre demande. Nous pourrions vous demander des renseignements et des documents supplémentaires pour évaluer l'aptitude de la société à l'inscription.

Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières ou à la législation sur les dérivés quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Mise à jour de l'information fournie sur ce formulaire

Voir la partie 3 du Règlement 33-109.

La société est tenue d'aviser l'autorité dans les délais prescrits de toute modification de l'information fournie sur ce formulaire en présentant et déposant le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 Modification des renseignements concernant l'inscription.

Collecte et utilisation de renseignements personnels

Nous et les OAR (le cas échéant) nous servons des renseignements personnels sur les personnes visées par ce formulaire dans le cadre de l'examen visant à établir si la société est apte à l'inscription. Nous nous servons aussi de ces renseignements pour vérifier que la société remplit toujours les obligations d'inscription si sa demande est approuvée.

Nous pouvons seulement :

- recueillir les renseignements personnels en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés;
- nous servir des renseignements aux fins de l'application de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés.

Nous pouvons recueillir des renseignements personnels à partir des dossiers des autorités policières, des dossiers d'autres organismes de réglementation ou d'OAR, de dossiers de crédit, de relevés d'emploi et auprès d'organismes publics ou privés, de personnes physiques ou morales et d'autres organismes. Nous pouvons aussi recueillir des renseignements personnels indirectement.

Nous pouvons fournir les renseignements personnels des personnes physiques visées par le présent formulaire à d'autres autorités de réglementation, à des bourses de valeurs ou de dérivés, à des OAR ou à des organismes analogues dans le cadre d'une enquête ou du traitement de toute question d'ordre réglementaire.

Les personnes physiques visées par le présent formulaire peuvent adresser leurs questions sur la collecte et l'utilisation de renseignements personnels à l'autorité ou à l'OAR compétent du territoire du Canada concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, on peut également s'adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

Partie 1 – Renseignements sur l'inscription**1.1. Nom complet de la société**

Indiquez le nom complet de la société qui figure dans les documents constitutifs visés à la question 3.7. Si la société est une entreprise individuelle, indiquez vos prénoms et votre nom.

Si la société a un nom français et un nom anglais, indiquez les deux.

1.2. Numéro BDNI de la société

Pour plus de renseignements, consultez le site www.nrd-info.ca.

1.3. Pourquoi présentez-vous ce formulaire?

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> pour demander l'inscription initiale de la société dans au moins un territoire du Canada | Remplissez : Le formulaire au complet |
| <input type="checkbox"/> pour inscrire la société dans au moins un autre territoire du Canada | Les questions 1.1, 1.2, 1.4, 1.5, 2.4, et la partie 9 |
| <input type="checkbox"/> pour inscrire la société dans au moins une autre catégorie | Les questions 1.1, 1.2, 1.4, 1.5, 5.1, 5.4, 5.5, 5.6, 5.7, 5.8 et les parties 6 et 9 |

1.4. Cochez toutes les catégories et tous les territoires dans lesquels la société demande à s'inscrire.

a) Catégories prévues par la législation en valeurs mobilières

| Abréviations | Catégorie | Territoire | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|---|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | | AB | BC | MB | NB | NL | NT | NS | NU | ON | PE | QC | SK | YT |
| Alberta (AB) | Courtier en placement | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Colombie-Britannique (BC) | Courtier en épargne collective | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Île-du-Prince-Édouard (PE) | Courtier en plans de bourses d'études | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Manitoba (MB) | Courtier sur le marché dispensé | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Nouveau-Brunswick (NB) | Courtier d'exercice restreint | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Nouvelle-Écosse (NS) | Gestionnaire de fonds d'investissement | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Nunavut (NU) | Gestionnaire de portefeuille | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Ontario (ON) | Gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Québec (QC) | | | | | | | | | | | | | | |
| Saskatchewan (SK) | | | | | | | | | | | | | | |
| Terre-Neuve-et-Labrador (NL) | | | | | | | | | | | | | | |
| Territoires du Nord-Ouest (NT) | | | | | | | | | | | | | | |
| Yukon (YT) | | | | | | | | | | | | | | |

b) Catégories prévues par la législation sur les dérivés (Manitoba et Ontario seulement)

| Catégorie | Manitoba |
|--|--------------------------|
| Courtier (négociant) | <input type="checkbox"/> |
| Courtier (négociant-commissionnaire en contrats à terme) | <input type="checkbox"/> |
| Courtier (négociateur en bourse) | <input type="checkbox"/> |
| Catégorie locale | <input type="checkbox"/> |
| Conseiller | <input type="checkbox"/> |
| | Ontario |
| Conseiller financier en placement de produits dérivés | <input type="checkbox"/> |
| Conseiller en placement de produits dérivés | <input type="checkbox"/> |
| Directeur des placements de produits dérivés | <input type="checkbox"/> |
| Négociant-commissionnaire en contrats à terme | <input type="checkbox"/> |

c) Courtiers en placement et gestionnaires de portefeuille (Québec seulement)

Si la société demande à s'inscrire au Québec comme courtier en placement ou gestionnaire de portefeuille, exercera-t-elle aussi les activités suivantes?

Courtier en dérivés Oui Non
 Gestionnaire de portefeuille en dérivés Oui Non

1.5. Dispenses

La société demande-t-elle des dispenses en vertu de la législation en valeurs mobilières ou de la législation sur les dérivés?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque dispense :

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Type de dispense | | | | | | | | | | | | | |
| Législation | | | | | | | | | | | | | |
| Territoire(s) où la société demande la dispense | | | | | | | | | | | | | |
| AB | BC | MB | NB | NL | NT | NS | NU | ON | PE | QC | SK | YT | |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Partie 2 – Coordonnées

Adresses

2.1. Adresse du siège

Une case postale n'est pas une adresse acceptable pour le siège.

| | |
|---------------------|--------------------------|
| Ligne d'adresse 1 | |
| Ligne d'adresse 2 | |
| Ville | Province/territoire/État |
| Pays | Code postal |
| Numéro de téléphone | Numéro de télécopieur |
| Site Web | |

Si le siège de la société est situé au Canada, passez à la question 2.3.

Si le siège de la société n'est pas situé au Canada, passez à la question 2.2.

2.2. Sociétés dont le siège n'est pas situé au Canada

a) La société a-t-elle des adresses professionnelles au Canada?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez l'adresse professionnelle principale de la société au Canada :

| | |
|-------------------|---------------------|
| Ligne d'adresse 1 | |
| Ligne d'adresse 2 | |
| Ville | Province/territoire |
| Code postal | |

L'autorité en valeurs mobilières de ce territoire du Canada est l'autorité principale de la société au Canada.

b) Si la société n'est inscrite dans aucun territoire du Canada ou n'a pas terminé son premier exercice depuis son inscription, indiquez le territoire du Canada dans lequel elle s'attend à ce que la plupart de ses clients résident à la fin de l'exercice en cours. Dans tous les autres cas, indiquez le territoire du Canada dans lequel la plupart des clients de la société résidaient à la fin de son dernier exercice.

AB BC MB NB NL NT NS NU ON PE QC SK YT

Une case postale est une adresse postale acceptable.

2.3. Adresse postale

Cochez cette case si l'adresse postale est celle du siège.

| | |
|-------------------|--------------------------|
| Ligne d'adresse 1 | |
| Ligne d'adresse 2 | |
| Ville | Province/territoire/État |
| Pays | Code postal |

Si la société n'a pas de bureau dans le territoire du Canada où elle demande à s'inscrire, elle doit désigner un mandataire aux fins de signification dans ce territoire.

2.4. Domicile élu et mandataire aux fins de signification

Joignez une Annexe B, Acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification dûment remplie pour chaque territoire dans lequel la société demande à s'inscrire et n'a pas de bureau.

Personnes-ressources

2.5. Personne désignée responsable

La société inscrite doit nommer une personne physique inscrite dans la catégorie de personne désignée responsable.

| | |
|---|--------------------------|
| Nom | |
| Titre | |
| Numéro BDNI, le cas échéant | |
| Adresse | |
| <input type="checkbox"/> Cochez cette case si l'adresse est celle du siège de la société. | |
| Ligne d'adresse 1 | |
| Ligne d'adresse 2 | |
| Ville | Province/territoire/État |
| Pays | Code postal |
| Numéro de téléphone | Adresse électronique |

2.6. Chef de la conformité

Cochez cette case si cette personne est la personne désignée responsable

La société inscrite doit nommer une personne physique inscrite dans la catégorie de chef de la conformité.

| | |
|---|--------------------------|
| Nom | |
| Titre | |
| Numéro BDNI, le cas échéant | |
| Adresse | |
| <input type="checkbox"/> Cochez cette case si l'adresse est celle du siège de la société. | |
| Ligne d'adresse 1 | |
| Ligne d'adresse 2 | |
| Ville | Province/territoire/État |
| Pays | Code postal |
| Numéro de téléphone | Adresse électronique |

Partie 3 – Antécédents et structure de l'entreprise**Activités****3.1. Activités de la société**

Fournissez une description des activités que la société prévoit exercer, notamment ses activités principales, le marché visé et les produits et services qu'elle fournira à ses clients.

3.2. Autres noms

La société utilise-t-elle des noms différents de celui indiqué à la question 1.1, comme un nom commercial?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez tous les autres noms en précisant s'ils sont déposés :

3.3. Documents commerciaux

La société dispose-t-elle des documents suivant à l'appui de ses activités?

| | Oui | Non |
|--|-----|-----|
| a) Un plan d'affaires pour au moins les trois prochains exercices | | |
| b) Un manuel des politiques et procédures prévoyant notamment des procédures d'ouverture de compte et une politique de répartition équitable des possibilités de placement, le cas échéant | | |

Si vous avez répondu « non », expliquez pourquoi la société ne dispose pas du document :

Si l'autorité de la Colombie-Britannique, de l'Alberta ou du Manitoba est l'autorité principale de la société qui demande à s'inscrire, joignez le plan d'affaires de celle-ci, son manuel des politiques et procédures et les conventions conclues avec ses clients, y compris la politique de placement et les conventions de gestion des placements.

Antécédents de la société**3.4. Date de constitution de la société**

3.5. Mode de constitution de la société

Société en démarrage Passez à la question 3.7.
 Fusion ou regroupement Passez à la question 3.6.
 Réorganisation Passez à la question 3.6.
 Autre arrangement Précisez ci-dessous et passez à la question 3.6.

3.6. Sociétés préexistantes

Indiquez les entités dont la fusion, le regroupement ou la réorganisation a donné naissance à la société ou celles qui ont fait l'objet d'un autre arrangement à cette fin.

3.7. Documents constitutifs

Joignez les documents constitutifs de la société, par exemple ses statuts et son certificat de constitution, toute modification, tout contrat de société ou acte de fiducie. Si la société est une entreprise individuelle, fournissez un exemplaire de la déclaration d'immatriculation.

Nous pouvons demander aux sociétés dont le siège n'est pas situé au Canada de joindre une preuve d'inscription à leurs documents constitutifs.

Structure et propriété de la société**3.8. Type de structure juridique**

- Entreprise individuelle
 Société de personnes
 Société en commandite Nom du commandité : _____
 Société par actions
 Autre Précisez : _____

3.9. Numéro matricule, le cas échéant

Il s'agit du numéro matricule de la société ou de son numéro d'entreprise du Québec (NEQ).

Indiquez le numéro matricule de la société dans chaque territoire du Canada où elle demande à s'inscrire.

| Numéro matricule | Territoire du Canada |
|------------------|----------------------|
| | |
| | |
| | |
| | |

3.10. Personnes physiques autorisées

Indiquez toutes les personnes physiques autorisées de la société.

| Nom | Titre | Numéro BDNI, le cas échéant |
|-----|-------|-----------------------------|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

3.11. Organigramme de la société

Joignez un organigramme illustrant les rapports hiérarchiques au sein de la société. Inclure toutes les personnes physiques autorisées, la personne désignée responsable et le chef de la conformité.

3.12. Organigramme des propriétaires

Joignez un organigramme illustrant la structure et la propriété de la société. Inclure au moins chaque société mère, membre du même groupe visé et filiale visée.

Indiquez le nom de la personne, la catégorie, le type et le nombre de titres détenus ainsi que le pourcentage des droits de vote.

Partie 4 – Inscriptions antérieures

Les questions de la partie 4 concernent tous les pays.

4.1. Inscription pour exercer des activités en valeurs mobilières

Au cours des sept dernières années, la société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont-ils été inscrits ou ont-ils détenu un permis pour agir à titre de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières ou en dérivés?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque inscription :

| | |
|--|--|
| Nom de l'entité | |
| Catégorie d'inscription | |
| Autorité/organisme | |
| Date d'inscription ou d'obtention du permis (aaaa/mm/jj) | Date d'expiration, le cas échéant (aaaa/mm/jj) |
| Territoire | |

7

4.2. Dispense d'inscription pour exercer des activités en valeurs mobilières

La société est-elle actuellement dispensée de s'inscrire ou de détenir un permis pour agir à titre de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières ou en dérivés?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque dispense :

| |
|--|
| Type de dispense |
| Autorité/organisme |
| Date d'obtention de la dispense (aaaa/mm/jj) |
| Territoire |

4.3. Adhésion à une bourse ou à un OAR

Au cours des sept dernières années, la société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont-ils été membres d'une bourse de valeurs ou de dérivés, d'un OAR ou d'un organisme analogue?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque adhésion :

| | |
|---------------------------------|--|
| Nom de l'entité | |
| Organisme | |
| Date de l'adhésion (aaaa/mm/jj) | Date d'expiration, le cas échéant (aaaa/mm/jj) |
| Territoire | |

4.4. Dispense d'adhésion à une bourse ou un OAR

La société est-elle actuellement dispensée de l'adhésion à une bourse de valeurs ou de dérivés, à un OAR ou à un organisme analogue?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque dispense :

| |
|----------------------------------|
| Type de dispense |
| Organisme |
| Date de la dispense (aaaa/mm/jj) |
| Territoire |

4.5. Refus d'inscription, de permis ou d'adhésion

La société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé se sont-ils déjà vus refuser l'inscription auprès d'un organisme de réglementation des services financiers ou un permis délivré par un tel organisme, ou l'adhésion à une bourse de valeurs ou de dérivés, à un OAR ou à un organisme analogue?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque refus :

| |
|----------------------------|
| Nom de l'entité |
| Motif du refus |
| Autorité/organisme |
| Date du refus (aaaa/mm/jj) |
| Territoire |

4.6. Inscription pour d'autres produits financiers

Les autres produits financiers sont notamment la planification financière, les polices d'assurance-vie et les prêts hypothécaires.

Au cours des sept dernières années, la société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont-ils été inscrits ou ont-ils détenu un permis en vertu d'une loi exigeant l'inscription ou l'obtention d'un permis pour vendre d'autres produits financiers que des valeurs mobilières ou des dérivés ou fournir des conseils à leur égard?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque inscription ou permis :

| | |
|---------------------------------|--|
| Nom de l'entité | |
| Type de permis ou d'inscription | |
| Autorité/organisme | |
| Date d'inscription (aaaa/mm/jj) | Date d'expiration, le cas échéant (aaaa/mm/jj) |
| Territoire | |

Partie 5 – Situation financière**Obligations en matière de capital****5.1. Calcul de l'excédent du fonds de roulement**

Joignez le calcul de l'excédent du fonds de roulement de la société. Les sociétés membres d'un OAR doivent utiliser le formulaire de calcul de l'excédent du fonds de roulement prescrit par celui-ci. Les sociétés qui ne sont pas membres d'un OAR doivent utiliser le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A1, Calcul de l'excédent du fonds de roulement. Reportez-vous à l'Annexe C.

5.2. Sources de capitaux

Indiquez toutes les sources de liquidités, de capitaux d'emprunt et de capitaux propres de la société.

| Nom de la personne ou de l'entité fournissant les capitaux | Type de capitaux | Montant (\$) |
|--|------------------|--------------|
| | | |
| | | |
| | | |

5.3. Garants

Relativement à ses activités, la société :

| | Oui | Non |
|--|-----|-----|
| a) a-t-elle des garants? | | |
| b) agit-elle à titre de garant d'une autre partie? | | |

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque garantie :

| | |
|--------------------------------|-----------------------------|
| Nom de la partie à la garantie | |
| Numéro BDNI, le cas échéant | |
| Relation avec la société | Montant de la garantie (\$) |
| Détail de la garantie | |

Cautionnement et assurance

Les questions 5.4 à 5.8 ne concernent que le cautionnement ou l'assurance actuels ou projetés de la société pour les activités en valeurs mobilières et en dérivés. Elles sont conformes à la section 2 de la partie 12 du Règlement 31-103.

Voir à l'Annexe C l'Annexe 31-103A1, Calcul de l'excédent du fonds de roulement.

5.4. Territoires visés

Ces renseignements figurent sur l'assurance d'institution financière.

Dans quels territoires la société a-t-elle un cautionnement ou une assurance?

AB
 BC
 MB
 NB
 NL
 NT
 NS
 NU
 ON
 PE
 QC
 SK
 YT

Si le cautionnement ou l'assurance de la société ne couvre pas tous les territoires du Canada dans lesquels elle demande à s'inscrire, fournissez des explications.

5.5. Détails du cautionnement ou de l'assurance

Ces renseignements figurent dans la note de couverture de l'assurance ou sur l'assurance d'institution financière.

| | |
|---|-------------------------------------|
| Nom de l'assureur | |
| Numéro du cautionnement ou de la police | |
| Conditions et clauses particulières | |
| Garantie par réclamation (\$) | Plafond annuel (\$) |
| Franchise (\$) | Date de renouvellement (aaaa/mm/jj) |

Si l'assurance actuelle ou projetée de la société n'est pas une assurance d'institution financière, expliquez en quoi elle offre une garantie équivalente.

5.6. Assurance responsabilité professionnelle (Québec seulement)

Si la société demande à s'inscrire au Québec à titre de courtier en épargne collective ou de courtier en plans de bourses d'études, fournissez les renseignements suivants sur son assurance responsabilité professionnelle :

| | | | | | | | | | | | | |
|---|--------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| Nom de l'assureur | | | | | | | | | | | | |
| Numéro de la police | | | | | | | | | | | | |
| Conditions et clauses particulières | | | | | | | | | | | | |
| Garantie par réclamation (\$) | Plafond annuel (\$) | | | | | | | | | | | |
| Franchise (\$) | Date de renouvellement (aaaa/mm/jj) | | | | | | | | | | | |
| Territoires visés : | | | | | | | | | | | | |
| AB <input type="checkbox"/> | BC <input type="checkbox"/> | MB <input type="checkbox"/> | NB <input type="checkbox"/> | NL <input type="checkbox"/> | NT <input type="checkbox"/> | NS <input type="checkbox"/> | NU <input type="checkbox"/> | ON <input type="checkbox"/> | PE <input type="checkbox"/> | QC <input type="checkbox"/> | SK <input type="checkbox"/> | YT <input type="checkbox"/> |
| Précisez la police qui s'applique à vos représentants : | | | | | | | | | | | | |
| La police de la société <input type="checkbox"/> | Leur police <input type="checkbox"/> | Les deux <input type="checkbox"/> | | | | | | | | | | |

5.7. Résolution du conseil d'administration approuvant l'assurance

Joignez la résolution du conseil d'administration confirmant que la société dispose d'une assurance suffisante pour ces activités en valeurs mobilières ou en dérivés.

5.8. Réclamations en vertu du cautionnement ou de l'assurance

Au cours des sept dernières années, la société a-t-elle fait des réclamations en vertu d'un cautionnement ou de son assurance?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque

réclamation :

| | |
|--------------------------------------|--------------|
| Type de cautionnement ou d'assurance | |
| Date de la réclamation (aaaa/mm/jj) | Montant (\$) |
| Motif de la réclamation | |
| Date de règlement (aaaa/mm/jj) | Résultat |
| Territoire | |

Solvabilité**5.9. Faillite**

Au cours des sept dernières années, la société ou un membre du même groupe visé ont-ils fait faillite, fait une cession en faillite ou une proposition concordataire, fait l'objet d'une requête de mise en faillite ou l'équivalent dans un territoire?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque faillite ou cession en faillite:

| | |
|--|--|
| Nom de l'entité | |
| Motif de la faillite ou de la cession | |
| Date de la faillite, de la cession ou de la requête (aaaa/mm/jj) | Date de la libération, le cas échéant (aaaa/mm/jj) |
| Nom du syndic de faillite | |
| Territoire | |

Le cas échéant, annexez un exemplaire de la libération ou de tout autre document équivalent.

5.10. Nomination d'un séquestre

Au cours des sept dernières années, un séquestre, un séquestre-gérant ou l'équivalent a-t-il été nommé dans un territoire pour ou par la société ou un membre du même groupe visé?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque nomination d'un séquestre:

| | |
|---|------------------------|
| Nom de l'entité | |
| Date de la nomination (aaaa/mm/jj) | Motif de la nomination |
| Date de fin (aaaa/mm/jj) | Motif |
| Nom du séquestre ou du séquestre-gérant | |
| Territoire | |

Information financière**5.11. Clôture de l'exercice**

Si la société n'a pas fixé la date de clôture de son exercice, fournissez des explications.

Indiquez le nom de la personne qui vérifie les états financiers et le nom du cabinet comptable, le cas échéant.

5.12. Vérificateur

5.13. États financiers vérifiés

Joignez les états financiers vérifiés établis au cours des 90 derniers jours.

Si la société est en démarrage, vous pouvez joindre un bilan vérifié à la place.

5.14. Lettre d'instructions au vérificateur

Nous pouvons exiger que la société soit vérifiée à tout moment pendant qu'elle est inscrite.

Joignez une lettre d'instructions de la société autorisant le vérificateur à effectuer tout examen ou vérification que l'autorité peut exiger.

Partie 6 – Relations avec les clients

6.1. Actifs des clients

Voir la section 3 de la partie 14 du Règlement 31-103 et de l'Instruction générale relative au Règlement 31-103.

La société détient-elle des actifs des clients ou y a-t-elle accès?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque institution financière auprès de laquelle la société détient les comptes en fidécommiss.

| | |
|---------------------------------|---------------------|
| Nom de l'institution financière | |
| Ligne d'adresse 1 | |
| Ligne d'adresse 2 | |
| Ville | Province/territoire |
| Code postal | Numéro de téléphone |

6.2. Conflits d'intérêts

La société a-t-elle ou s'attend-elle à avoir des relations dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles entraînent des conflits d'intérêts significatifs dans l'exercice de ses activités nécessitant l'inscription conformément à la législation en valeurs mobilières ou à la législation sur les dérivés?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », répondez aux questions suivantes :

a) Fournissez des détails sur chaque conflit :

b) La société s'est-elle dotée de politiques et de procédures pour repérer et traiter ses conflits d'intérêts?

Oui Non

Si vous avez répondu « non », fournissez des explications :

Partie 7 – Mesures prises en application de la loi

Les questions de la partie 7 concernent tous les pays.

7.1. Règlements amiables

La société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont-ils déjà conclu un règlement amiable avec un organisme de réglementation des services financiers, une bourse de valeurs ou de dérivés, un OAR ou un organisme analogue?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque règlement :

| |
|--------------------------------|
| Nom de l'entité |
| Autorité/organisme |
| Date du règlement (aaaa/mm/jj) |
| Détails du règlement |
| Pays |

| |
|--|
| |
|--|

7.2. Antécédents disciplinaires

Un organisme de réglementation des services financiers, une bourse de valeurs ou de dérivés, un OAR ou un organisme analogue ont-ils déjà :

| | Oui | Non |
|--|-----|-----|
| a) déterminé que la société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont enfreint un règlement sur les valeurs mobilières ou une règle d'une bourse de valeurs ou de dérivés, d'un OAR ou d'un organisme analogue? | | |
| b) déterminé que la société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont fait une fausse déclaration ou commis une omission? | | |
| c) adressé un avertissement à la société, à une société préexistante ou à un membre du même groupe visé ou exigé un engagement de leur part? | | |
| d) suspendu ou radié d'office l'inscription, le permis ou l'adhésion de la société, d'une société préexistante ou d'un membre du même groupe visé? | | |
| e) imposé des conditions à l'inscription ou à l'adhésion de la société, d'une société préexistante ou d'un membre du même groupe visé? | | |
| f) engagé une procédure ou mené une enquête relativement à la société, à une société préexistante ou à un membre du même groupe visé? | | |
| g) rendu une ordonnance (à l'exception d'une dispense) ou prononcé une sanction à l'encontre de la société, d'une société préexistante ou d'un membre du même groupe visé relativement à des activités en valeurs mobilières ou en dérivés (par exemple, une interdiction d'opérations)? | | |

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque mesure :

| | |
|--------------------------------|--------|
| Nom de l'entité | |
| Type de mesure | |
| Autorité/organisme | |
| Date de la mesure (aaaa/mm/jj) | Motifs |
| Territoire | |

7.3. Enquêtes en cours

À la connaissance de la société, celle-ci ou un membre du même groupe visé font-ils l'objet d'enquêtes en cours?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque enquête :

| | |
|---|--|
| Nom de l'entité | |
| Motif ou objet de l'enquête | |
| Autorité/organisme | |
| Date de début de l'enquête (aaaa/mm/jj) | |
| Territoire | |

Partie 8 – Poursuites

La société est tenue de déclarer les infractions aux lois régissant ses activités dans tout territoire et les poursuites intentées en vertu de ces lois.

8.1. Condamnations au criminel

La société, une société préexistante ou un membre du même groupe visé ont-ils déjà été reconnus coupables d'une infraction criminelle ou pénale?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque condamnation :

| | |
|-------------------|--|
| Nom de l'entité | |
| Type d'infraction | |

13

| | |
|--------------------------------------|------------------------------------|
| Type d'infraction | |
| Intitulé de la cause | Numéro de la cause, le cas échéant |
| Date de la condamnation (aaaa/mm/jj) | |
| Territoire | |

8.2. Accusations criminelles en instance

La société ou un membre du même groupe visé font-ils l'objet d'accusations criminelles ou pénales en instance?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque accusation :

| |
|-----------------------------------|
| Nom de l'entité |
| Type d'infraction |
| Date de l'accusation (aaaa/mm/jj) |
| Territoire |

8.3. Poursuites en instance

| | Oui | Non |
|---|-----|-----|
| a) La société est-elle actuellement défenderesse ou intimée (ou l'équivalent dans tout territoire) dans une poursuite en instance? | | |
| b) Un membre du même groupe visé est-il actuellement défendeur ou intimé (ou l'équivalent dans tout territoire) dans une poursuite en instance relative à une fraude, à un vol ou à des activités en valeurs mobilières ou qui pourrait avoir une incidence significative sur l'activité de la société? | | |

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque poursuite :

| |
|--|
| Nom de l'entité |
| Type de poursuite |
| Date de la poursuite (aaaa/mm/jj) |
| Étape actuelle de l'instance |
| Mesures de réparation demandées par le demandeur ou l'appelant |
| Territoire |

8.4. Jugements

| | Oui | Non |
|---|-----|-----|
| a) La société a-t-elle été condamnée par un tribunal civil à payer des dommages-intérêts relativement à une fraude, à un vol ou à des activités en valeurs mobilières et un tel jugement est-il en cours? | | |
| b) Un jugement rendu à l'égard d'un membre du même groupe visé relativement à une fraude, à un vol ou à des activités en valeurs mobilières ou qui pourrait avoir une incidence significative sur l'activité de la société est-il en cours? | | |

Si vous avez répondu « oui », fournissez les renseignements suivants sur chaque jugement :

| |
|--|
| Nom de l'entité |
| Type de jugement |
| Date du jugement (aaaa/mm/jj) |
| Étape actuelle de l'instance, le cas échéant |
| Mesures de réparation demandées par les demandeurs |

Partie 9 – Attestation

Commet une infraction à la législation en valeurs mobilières ou à la législation sur les dérivés quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

En signant ci-dessous, vous :

1. atteste ce qui suit à l'autorité de chaque territoire du Canada où la société présente et dépose ce formulaire directement ou par l'entremise de l'autorité principale :
 - vous avez lu ce formulaire;
 - tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont, à votre connaissance et après une demande de renseignements raisonnable, véridiques et complets;
2. atteste à chaque autorité d'un territoire autre que le territoire principal du Canada où la société présente et dépose ce formulaire directement ou par l'entremise de l'autorité principale que, à la date de présentation de ce formulaire :
 - la société a présenté et déposé tous les renseignements exigés en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés du territoire principal du Canada relativement à son inscription dans ce territoire;
 - ces renseignements sont véridiques et complets;
3. autorisez l'autorité principale à donner à chaque autorité autre que l'autorité principale accès aux renseignements que la société a déposés auprès de l'autorité principale ou qu'elle lui a présentés en vertu de la législation en valeurs mobilières et (ou) de la législation sur les dérivés du territoire principal du Canada relativement à son inscription dans ce territoire;
4. reconnaissez que l'autorité peut recueillir les renseignements personnels des personnes physiques visées par ce formulaire et les communiquer conformément à la rubrique Collecte et utilisation de renseignements personnels;
5. atteste que les personnes physiques visées par ce formulaire ont été avisées que leurs renseignements personnels figurent sur ce formulaire, des raisons juridiques de leur communication, de l'utilisation qui en sera faite et des moyens d'obtenir de plus amples renseignements.

| | |
|--|--|
| Nom de la société | |
| Nom du dirigeant ou de l'associé de la société autorisé à signer | |
| Titre du dirigeant ou de l'associé de la société autorisé à signer | |
| Signature | |
| Date (aaaa/mm/jj) | |

Témoin

Le témoin doit être un avocat, un notaire ou un commissaire à l'assermentation.

| | |
|-------------------|--|
| Nom du témoin | |
| Titre du témoin | |
| Signature | |
| Date (aaaa/mm/jj) | |

APPENDICE A**COORDONNÉES RELATIVES À L'AVIS DE COLLECTE ET D'UTILISATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and
Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital Markets
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Ontario

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9
Attention : Deputy Superintendent of Securities
Téléphone : 867-920-8984

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du commerce des
valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection des
renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iroc.ca

APPENDICE B**ACTE D'ACCEPTATION DE COMPÉTENCE ET DE DÉSIGNATION D'UN MANDATAIRE AUX FINS DE SIGNIFICATION**

1. Nom de la personne (la « société ») :
2. Territoire de constitution de la personne :
3. Nom du mandataire aux fins de signification (le « mandataire aux fins de signification ») :
4. Adresse du mandataire aux fins de signification :
5. La société désigne et nomme le mandataire aux fins de signification à l'adresse indiquée ci-dessus comme mandataire à qui signifier tout avis, acte de procédure, citation à comparaître, sommation ou autre acte dans toute action, enquête ou instance administrative, criminelle, pénale ou autre (une « instance ») découlant de ses activités dans le territoire intéressé ou s'y rattachant, et renonce irrévocablement à tout droit d'invoquer en défense dans une instance quelconque l'incompétence à intenter l'instance.
6. La société accepte irrévocablement et sans réserve la compétence non exclusive, dans toute instance découlant de ses activités dans le territoire intéressé ou s'y rattachant, des tribunaux judiciaires, quasi judiciaires et administratifs du territoire intéressé.
7. Pendant une période de six ans après qu'elle aura cessé d'être inscrite, la société devra présenter les documents suivants à l'autorité en valeurs mobilières :
 - a) un nouvel acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification, en la forme prévue aux présentes, au plus tard le septième jour après l'expiration du présent acte;
 - b) une version modifiée du présent acte au plus tard le septième jour après tout changement dans le nom ou l'adresse du mandataire aux fins de signification indiquée ci-dessus.
8. Le présent acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification est régi par les lois du territoire intéressé et s'interprète conformément à ces lois.

Date : _____

(Signature de la société ou du signataire autorisé)

(Nom et titre du signataire autorisé)

Acceptation

Je soussigné accepte la désignation comme mandataire aux fins de signification de (nom de la société), conformément aux modalités de l'acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification ci-dessus.

Date : _____

(Signature du mandataire aux fins de signification ou du signataire autorisé)

(Nom et titre du signataire autorisé)

APPENDICE C

ANNEXE 31-103A1
CALCUL DE L'EXCÉDENT DU FONDS DE ROULEMENT

Nom de la société _____

Calcul de l'excédent du fonds de roulement

(au _____, par comparaison au _____)

| | Élément | Période en cours | Période antérieure |
|-----|--|------------------|--------------------|
| 1. | Actif à court terme | | |
| 2. | Moins éléments d'actif à court terme qui ne sont pas facilement convertibles en trésorerie (p. ex., charges payées d'avance) | | |
| 3. | Actif à court terme ajusté Ligne 1 moins ligne 2 = | | |
| 4. | Passif à court terme | | |
| 5. | Ajouter 100 % de la dette à long terme à l'endroit d'apparentés sauf si la société et le prêteur ont signé une convention de subordination en la forme prévue à l'Annexe B et que la société en a transmis un exemplaire à l'agent responsable | | |
| 6. | Passif à court terme ajusté Ligne 4 plus ligne 5 = | | |
| 7. | Fonds de roulement ajusté Ligne 3 moins ligne 6 = | | |
| 8. | Moins capital minimum | | |
| 9. | Moins risque de marché | | |
| 10. | Moins franchise de la police d'assurance ou du cautionnement | | |
| 11. | Moins garanties | | |
| 12. | Moins écarts non résolus | | |
| 13. | Excédent du fonds de roulement | | |

Notes

Établir le présent formulaire sans consolidation.

Ligne 8. Capital minimum : Le montant indiqué sur cette ligne ne peut être inférieur aux montants suivants : a) 25 000 \$ dans le cas du conseiller, b) 50 000 \$ dans le cas du courtier, c) 100 000 \$ dans le cas du gestionnaire de fonds d'investissement.

Ligne 9. Risque de marché : Calculer le montant indiqué sur cette ligne selon les instructions de l'appendice 1 de la présente annexe.

Ligne 11. Garanties : Si la société inscrite garantit la responsabilité d'une autre personne, inclure le montant total de la garantie dans le calcul du fonds de roulement. Si le montant de la garantie est déclaré comme un passif à court terme dans le bilan de la société et indiqué sur la ligne 4, ne pas l'indiquer sur la ligne 11.

Ligne 12. Écarts non résolus : Inclure dans le calcul de l'excédent du fonds de roulement tout écart non résolu qui pourrait entraîner une perte d'actif de la société ou des clients.

Les exemples ci-après donnent des indications pour calculer les écarts non résolus :

i) dans le cas d'un écart non résolu qui se rapporte aux titres des clients, le montant à indiquer sur la ligne 12 est égal à la valeur marchande des positions à découvert du client, plus le taux de marge applicable à ces titres;

ii) dans le cas d'un écart non résolu qui se rapporte aux placements de la personne inscrite, le montant à indiquer sur la ligne 12 est égal à la valeur marchande des positions à découvert sur les placements;

iii) dans le cas d'un écart non résolu qui se rapporte aux liquidités, le montant à indiquer sur la ligne 12 est égal au déficit de liquidités.

ATTESTATION DE LA DIRECTION**Nom de la société inscrite :** _____

Nous avons examiné le calcul du fonds de roulement ci-joint et attestons que la société respecte les obligations en matière de capital au _____.

| Nom et titre | Signature | Date |
|--------------|-----------|-------|
| 1. _____ | _____ | _____ |
| 2. _____ | _____ | _____ |

**APPENDICE 1 DE L'ANNEXE 31-103A1
CALCUL DE L'EXCÉDENT DU FONDS DE ROULEMENT**

(ligne 9 [Risque de marché])

Multiplier la valeur marchande de chaque titre indiqué à la ligne 1, Actifs à court terme, par le taux de marge applicable indiqué ci-dessous. Additionner les résultats de l'ensemble des titres détenus. Le total représente le « risque de marché » à reporter à la ligne 9.

a) Obligations, garanties ou non, bons du Trésor et billets

i) Obligations, garanties ou non, bons du Trésor et autres titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada, du Royaume-Uni, des États-Unis ou de tout autre État (pour autant que ces titres étrangers aient reçu la note Aaa ou AAA, respectivement de Moody's Investors Service Inc. et de Standard & Poor's Corporation) et arrivant à échéance :

| | |
|-----------------------|--|
| dans l'année : | 1 % de la valeur marchande, multiplié par la fraction représentant le nombre de jours jusqu'à l'échéance divisé par 365; |
| dans 1 à 3 ans : | 1 % de la valeur marchande; |
| dans 3 à 7 ans : | 2 % de la valeur marchande; |
| dans 7 à 11 ans : | 4 % de la valeur marchande; |
| dans plus de 11 ans : | 4 % de la valeur marchande. |

ii) Obligations, garanties ou non, bons du Trésor et autres titres émis ou garantis par une province du Canada et obligations de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et arrivant à échéance :

| | |
|-----------------------|--|
| dans l'année : | 2 % de la valeur marchande, multiplié par la fraction représentant le nombre de jours jusqu'à l'échéance divisé par 365; |
| dans 1 à 3 ans : | 3 % de la valeur marchande; |
| dans 3 à 7 ans : | 4 % de la valeur marchande; |
| dans 7 à 11 ans : | 5 % de la valeur marchande; |
| dans plus de 11 ans : | 5 % de la valeur marchande. |

iii) Obligations, garanties ou non, et billets (non en souffrance) émis ou garantis par une municipalité du Canada ou du Royaume-Uni et arrivant à échéance :

| | |
|-----------------------|---|
| dans l'année : | 3 % de la valeur marchande, multipliés par la fraction représentant le nombre de jours jusqu'à l'échéance divisé par 365; |
| dans 1 à 3 ans : | 5 % de la valeur marchande; |
| dans 3 à 7 ans : | 5 % de la valeur marchande; |
| dans 7 à 11 ans : | 5 % de la valeur marchande; |
| dans plus de 11 ans : | 5 % de la valeur marchande. |

iv) Autres obligations, garanties ou non, non commerciales (non en souffrance) :

10 % de la valeur marchande.

v) Obligations, garanties ou non, billets (non en souffrance) commerciaux ou de sociétés et obligations non négociables et non transférables de sociétés de fiducie et de sociétés de prêt hypothécaire inscrites au nom de la société inscrite et arrivant à échéance :

| | |
|-----------------------|------------------------------|
| dans l'année : | 3 % de la valeur marchande; |
| dans 1 à 3 ans : | 6 % de la valeur marchande; |
| dans 3 à 7 ans : | 7 % de la valeur marchande; |
| dans 7 à 11 ans : | 10 % de la valeur marchande. |
| dans plus de 11 ans : | 10 % de la valeur marchande. |

b) Effets bancaires

Certificats de dépôt, billets à ordre ou obligations non garanties émis par une banque à charte canadienne (et acceptations bancaires de banque à charte canadienne) arrivant à échéance :

dans l'année : 2 % de la valeur marchande, multipliés par la fraction représentant le nombre de jours jusqu'à l'échéance divisé par 365;
dans plus de 1 an : le taux applicable aux obligations, garanties ou non, et aux billets commerciaux ou de sociétés.

c) Effets bancaires étrangers acceptables

Certificats de dépôt, billets à ordre ou obligations non garanties émis par une banque étrangère, négociables, transférables et arrivant à échéance :

dans l'année : 2 % de la valeur marchande, multipliés par la fraction représentant le nombre de jours jusqu'à l'échéance divisé par 365;
dans plus de 1 an : le taux applicable aux obligations, garanties ou non, et aux billets commerciaux ou de sociétés.

Les « effets bancaires étrangers acceptables » sont des certificats de dépôt et ou des billets à ordre émis par une banque qui n'est pas une banque à charte canadienne et dont la valeur nette (capital et réserves) est au moins égale à 200 000 000 \$.

d) Organismes de placement collectif

Le taux de marge suivant s'applique aux titres d'organismes de placement collectif placés au moyen d'un prospectus dans toute province du Canada :

i) soit 5 % de la valeur marchande, dans le cas d'un OPC Fonds du marché monétaire (au sens du Règlement 81-102 sur les organismes de placement collectif);

ii) soit le taux de marge établi de la même façon que dans le cas des actions cotées, multiplié par la valeur marchande du fonds.

e) Actions

i) Titres (autres que des obligations garanties ou non), y compris les droits et bons de souscription cotés sur toute bourse reconnue au Canada ou aux États-Unis :

Position acheteur : marge requise;

Titres se vendant à 2 \$ ou plus : 50 % de la valeur marchande;

Titres se vendant de 1,75 \$ à 1,99 \$: 60 % de la valeur marchande;

Titres se vendant de 1,50 \$ à 1,74 \$: 80 % de la valeur marchande;

Titres se vendant à moins de 1,50 \$: 100 % de la valeur marchande;

Positions à découvert : crédit requis;

Titres se vendant à 2 \$ ou plus : 150 % de la valeur marchande;

Titres se vendant de 1,50 \$ à 1,99 \$: 3 \$ l'action;

Titres se vendant de 0,25 \$ à 1,49 \$: 200 % de la valeur marchande;

Titres se vendant à moins de 0,25 \$: valeur marchande plus 0,25 \$ l'action.

ii) Pour les positions sur titres (autres que des obligations garanties ou non, mais y compris les droits et bons de souscription) constitutifs d'un indice général d'une des bourses suivantes, 50 % de la valeur marchande :

- a)* American Stock Exchange
- b)* Australian Stock Exchange Limited
- c)* Bolsa de Valores de Sao Paulo
- d)* Borsa Italiana
- e)* Boston Stock Exchange
- f)* Chicago Board of Options Exchange
- g)* Chicago Board of Trade
- h)* Chicago Mercantile Exchange
- i)* Chicago Stock Exchange
- j)* Euronext Amsterdam
- k)* Euronext Brussels
- l)* Euronext Paris S.A.
- m)* Frankfurt Stock Exchange
- n)* London International Financial Futures and Options Exchange
- o)* London Stock Exchange
- p)* Bourse de Montréal
- q)* New York Mercantile Exchange
- r)* New York Stock Exchange
- s)* New Zealand Exchange Limited
- t)* Pacific Exchange
- u)* Swiss Exchange
- v)* The Stock Exchange of Hong Kong Limited
- w)* Tokyo Stock Exchange
- x)* Bourse de Toronto
- y)* Bourse de croissance TSX

f) Tous les autres titres : 100 % de la valeur marchande.

ANNEXE 33-109A7
RÉTABLISSEMENT DE L'INSCRIPTION D'UNE PERSONNE PHYSIQUE
INSCRITE OU DE LA QUALITÉ DE PERSONNE PHYSIQUE AUTORISÉE
(article 2.3 et paragraphe 2 de l'article 2.5)

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Ce formulaire doit être rempli et présenté aux agents responsables ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, ou aux organismes d'autoréglementation (OAR) compétents lorsqu'une personne physique a quitté une société parrainante et demande le rétablissement de son inscription dans la même catégorie ou de la qualité de personne physique autorisée auprès d'une société parrainante. Un seul formulaire doit être présenté, peu importe le nombre de catégories d'inscription ou de qualités de personne physique autorisée dont la personne demande le rétablissement.

La personne physique peut faire rétablir son inscription ou sa qualité de personne physique autorisée en présentant le présent formulaire. Toutefois, toutes les conditions suivantes doivent être réunies :

1. le formulaire est présenté au plus tard trois mois après la date de la cessation de relation de la personne physique avec son ancienne société parrainante à titre de salarié, d'associé ou de mandataire;
2. aucune modification n'a été apportée aux renseignements présentés antérieurement, en ce qui concerne les rubriques 13 (Renseignements concernant la réglementation), 14 (Renseignements sur les infractions criminelles), 15 (Renseignements sur les poursuites civiles) et 16 (Renseignements sur la situation financière) du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, depuis que la personne physique a quitté son ancienne société parrainante;
3. sa relation avec son ancienne société parrainante n'a pas pris fin en raison de son congédiement ou de sa démission à la demande de la société en raison d'une allégation d'activité criminelle, de contravention à la législation en valeurs mobilières ou de contravention aux règles d'un OAR.

Si toutes les conditions ci-dessus ne sont pas réunies, la personne doit faire rétablir son inscription en présentant, sur le site Web de la BDNI, une demande intitulée « Réactivation d'inscription » dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

Terminologie

Dans le présent formulaire, les mots « vous », « votre » et « personne physique » désignent la personne physique qui demande le rétablissement de son inscription.

Les expressions « actionnaire important » et « actionnaire » désignent tout actionnaire qui a la propriété au total, directement ou indirectement, des titres lui assurant 10 % ou plus des droits de vote rattachés à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation.

L'expression « ancienne société parrainante » désigne la dernière société inscrite au sein de laquelle vous avez exercé des fonctions à titre de personne physique inscrite ou autorisée.

L'expression « nouvelle société parrainante » désigne la société inscrite au sein de laquelle vous commencerez à exercer des fonctions à titre de personne physique inscrite ou autorisée après le rétablissement de votre inscription ou de votre qualité de personne physique autorisée.

Plusieurs expressions utilisées dans le présent formulaire sont définies dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 [Inscription d'une personne physique et examen

d'une personne physique autorisée] que vous avez présenté pour vous inscrire initialement, ou dans d'autres textes de la législation en valeurs mobilières de votre province ou territoire. Veuillez vous reporter à ces définitions.

Comment présenter ce formulaire

Format BDNI

Présentez ce formulaire sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI) en format BDNI, à l'adresse www.nrd.ca. Si vous avez des questions, adressez-vous au service de la conformité, de l'inscription ou des affaires juridiques de la nouvelle société parrainante ou à un avocat, ou encore consultez le site Web d'information de la BDNI, à l'adresse www.nrd-info.ca.

Format différent du format BDNI

Si vous vous prévalez de la dispense pour difficultés temporaires prévue à l'article 5.1 du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, vous pouvez présenter ce formulaire dans un format différent du format BDNI.

Si l'espace prévu ne suffit pas, utilisez une autre feuille en indiquant clairement le numéro des rubriques et des questions. Remplissez et signez le formulaire, puis transmettez-le aux agents responsables, ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, aux OAR ou aux autres autorités compétentes. Le nombre d'exemplaires originaux signés du formulaire à présenter dépend de la province ou du territoire et de l'agent responsable, de l'autorité en valeurs mobilières, ou de l'OAR.

Pour éviter tout retard dans le traitement de ce formulaire, veuillez répondre à toutes les questions qui s'appliquent à vous. Si vous avez des questions, adressez-vous au service de la conformité, de l'inscription ou des affaires juridiques de la nouvelle société parrainante ou à un avocat, ou encore consultez le site Web d'information de la BDNI, à l'adresse www.nrd-info.ca.

Rubrique 1 Nom

1. Numéro BDNI : _____

2. Nom

 Nom de famille Prénom Deuxième prénom (s.o.) Troisième prénom (s.o.)

3. Date de naissance (AAAA/MM/JJ) : _____

4. Utilisation d'autres noms

Utilisez-vous ou avez-vous déjà utilisé un nom ou exercé une activité sous un nom qui n'est pas un de ceux indiqués ci-dessus (par exemple le nom commercial d'une entreprise individuelle ou un nom d'équipe)?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », remplissez l'appendice A.

Rubrique 2 Nombre de territoires

1. Demandez-vous le rétablissement de votre inscription ou de votre qualité de personne physique autorisée dans plus d'un territoire du Canada?

Oui Non

2. Indiquez, en cochant la case appropriée, chaque territoire dans lequel vous demandez le rétablissement de votre inscription ou de votre qualité de personne physique autorisée :

- Tous les territoires
- Alberta
- Colombie-Britannique
- Île-du-Prince-Édouard
- Manitoba
- Nouveau-Brunswick
- Nouvelle-Écosse
- Nunavut
- Ontario
- Québec
- Saskatchewan
- Terre-Neuve-et-Labrador
- Territoires du Nord-Ouest
- Yukon

Rubrique 3 Catégories d'inscription

1. À l'appendice B, cochez la case correspondant à chaque catégorie dans laquelle vous demandez le rétablissement de votre inscription ou de votre qualité de personne physique autorisée. Si vous demandez le rétablissement de votre qualité de personne physique autorisée, cochez la case correspondant à chaque catégorie qui décrit le poste que vous occupez au sein de votre nouvelle société parrainante.

2. Si vous demandez au Québec le rétablissement de votre inscription en tant que représentant de courtier en épargne collective ou de courtier en plans de bourse d'études, indiquez si vous êtes couvert par l'assurance responsabilité professionnelle de votre nouvelle société parrainante.

Oui Non

Si vous avez répondu « non », veuillez fournir les renseignements suivants :

Nom de votre assureur : _____

Numéro de police : _____

Rubrique 4 Domicile élu et mandataire aux fins de signification

1. Domicile élu

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous présentez ce formulaire. Vous pouvez indiquer une adresse domiciliaire ou

professionnelle, mais pas une case postale. Veuillez remplir l'appendice C pour chaque domicile élu supplémentaire que vous indiquez.

Domicile élu : _____
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____ (le cas échéant)

Adresse électronique : _____ (le cas échéant)

2. Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous pour chaque province ou territoire dans lequel vous avez un mandataire. L'adresse de votre mandataire doit être le domicile élu indiqué ci-dessus. Si votre mandataire n'est pas une personne physique, indiquez également le nom de votre personne-ressource.

Nom du mandataire : _____

Personne-ressource : _____
Nom de famille Prénom

Rubrique 5 Établissement d'emploi

1. Fournissez les renseignements suivants sur votre nouvelle société parrainante. Si vous projetez de travailler à plus d'une adresse, fournissez les renseignements sur l'établissement où vous exercerez principalement vos activités.

Numéro d'identification unique (facultatif) : _____

Numéro BDNI de l'établissement : _____

Adresse professionnelle : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

2. Si le siège de la nouvelle société parrainante est situé à l'étranger et (ou) que vous n'êtes pas résident du Canada, indiquez l'adresse de l'établissement où vous exercerez vos activités.

Adresse professionnelle : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

[Les points 3, 4 et 5 s'appliquent lorsque le format est différent du format BDNI.]

3. Type d'établissement :

Siège Succursale ou établissement Sous-succursale

4. Nom du directeur de succursale : _____

5. Cochez cette case si l'adresse postale de l'établissement est la même que l'adresse professionnelle indiquée ci-dessus. Si ce n'est pas le cas, veuillez fournir les renseignements ci-dessous.

Adresse postale : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Date à laquelle vous serez autorisé à agir au nom de la nouvelle société parrainante à titre de personne physique inscrite ou autorisée :

(AAAA/MM/JJ)

Rubrique 6 Emploi précédent

Fournissez les renseignements suivants sur votre ancienne société parrainante.

Nom : _____

Date à laquelle vous avez cessé d'être autorisé à agir au nom de votre ancienne société parrainante à titre de personne physique inscrite ou autorisée :

(AAAA/MM/JJ)

Indiquer la raison pour laquelle vous avez quitté votre ancienne société parrainante :

Rubrique 7 Emploi, autres activités professionnelles, postes de dirigeant ou d'administrateur actuels

Nom de votre nouvelle société parrainante : _____

Remplissez l'appendice D pour chacune des activités professionnelles que vous exercez actuellement, notamment auprès de votre nouvelle société parrainante ou à l'extérieur de celle-ci. Indiquez également tous les postes de dirigeant ou d'administrateur ou les postes équivalents que vous occupez à titre professionnel, contre rémunération ou non.

Rubrique 8 Propriété de titres de la nouvelle société parrainante

Êtes-vous associé ou actionnaire important de votre nouvelle société parrainante?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », remplissez l'appendice E.

Rubrique 9 Confirmation du dossier permanent

1. Cochez la case appropriée pour indiquer que, depuis que vous avez quitté votre ancienne société parrainante, des modifications ont été apportées aux renseignements présentés antérieurement en ce qui concerne les rubriques ci-dessous du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

- Renseignements concernant la réglementation (rubrique 13)
- Renseignements sur les infractions criminelles (rubrique 14)
- Renseignements sur les poursuites civiles (rubrique 15)
- Renseignements sur la situation financière (rubrique 16)

2. Cochez la case ci-dessous – **Je suis habilité(e) à déposer le formulaire prévu à la présente Annexe 33-109A7 – seulement** si les deux conditions suivantes sont réunies :

a) aucune modification n'a été apportée aux renseignements indiqués sous la rubrique 9.1 ci-dessus;

b) votre relation avec votre ancienne société parrainante à titre de salarié, d'associé ou de mandataire n'a pas pris fin parce que vous avez fait l'objet d'un congédiement ou que vous avez démissionné à la demande de la société en raison de l'une des allégations suivantes :

- activité criminelle;
- contravention à la législation en valeurs mobilières;
- contravention aux règles d'un OAR.

Si les conditions ci-dessus, nécessaires pour cocher la case « Je suis habilité(e) à déposer le formulaire prévu à la présente Annexe 33-109A7 », ne sont pas réunies, vous devez faire rétablir votre inscription en présentant, sur le site Web de la BDNI, une demande intitulée « **Réactivation d'inscription** » dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4. Si vous présentez le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 dans un format différent du format BDNI, vous devez le remplir en entier.

Je suis habilité(e) à déposer le formulaire prévu à la présente Annexe 33-109A7.

Rubrique 10 Déclarations, acceptation de compétence et avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

En présentant ce formulaire :

- vous déclarez que l'acceptation de compétence, le consentement à la collecte et à l'utilisation de renseignements personnels et l'autorisation donnée aux OAR (le cas échéant) qui figurent dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 sont encore valides et s'appliquent au présent formulaire;
- vous consentez à ce que les autorités en valeurs mobilières et votre société parrainante recueillent et communiquent vos renseignements personnels aux fins de l'inscription et à d'autres fins réglementaires connexes.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de ces renseignements à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'OAR du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice F. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1-888-528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

Si vous demandez le rétablissement de votre inscription, vous déclarez que toutes les conditions de votre inscription que vous n'avez pas remplies auprès de votre ancienne société parrainante resteront valides auprès de votre nouvelle société parrainante.

Rubrique 11 Mise en garde

Commets une infraction à la législation en valeurs mobilières et (ou) à la législation sur les dérivés, y compris la législation sur les contrats à terme standardisés sur marchandises quiconque donne des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.

Rubrique 12 Attestation**1. Attestation – format BDNI**

Je confirme avoir discuté des questions du présent formulaire avec un dirigeant, un directeur de succursale ou un superviseur de ma société parrainante. À ma connaissance, cette personne était convaincue que j'avais parfaitement compris les questions. Je limiterai mes activités à celles qui sont autorisées dans ma catégorie d'inscription.

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire de la personne physique. En cochant cette case, j'atteste que la personne physique m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

2. Attestation – format différent du format BDNI**Personne physique**

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire où je présente ce formulaire, directement ou par l'intermédiaire de l'autorité principale :

- j'ai lu ce formulaire et compris les questions;
- tous les renseignements présentés sur ce formulaire sont véridiques et complets.

Signature de la personne physique

Date (AAAA/MM/JJ)

Associé ou dirigeant autorisé de la nouvelle société parrainante

En signant ci-dessous, j'atteste ce qui suit à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, de chaque territoire dans lequel je présente ce formulaire pour le compte de la personne physique :

- la personne physique sera embauchée par la nouvelle société parrainante comme personne physique inscrite ou autorisée;
- j'ai discuté des questions du présent formulaire avec la personne physique ou un directeur de succursale ou un autre dirigeant ou superviseur l'a fait, et, à ma connaissance, elle les comprend parfaitement;
- la nouvelle société parrainante reconnaît que toutes les conditions du rétablissement de l'inscription de la personne qui n'ont pas été remplies auprès de son ancienne société parrainante restent valides et elle convient d'assumer toutes les obligations qui lui incombent à l'égard de la personne physique en vertu de ces conditions.

Nom de la société

Nom du dirigeant ou associé autorisé à signer

Titre du dirigeant ou associé autorisé à signer

Signature du dirigeant ou associé autorisé à signer

Date (AAAA/MM/JJ)

APPENDICE A**Utilisation d'autres noms (rubrique 1.4)****Rubrique 1.4 Utilisation d'autres noms****Nom 1**

 Nom

Raisons de l'utilisation de cet autre nom (par exemple, nom commercial ou nom d'équipe) :

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec une société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

Oui Non

Quand avez-vous utilisé ce nom?

De :

À :

 (AAAA/MM)

 (AAAA/MM)
Nom 2

 Nom

Raisons de l'utilisation de cet autre nom (par exemple, nom commercial ou nom d'équipe) :

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec une société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

Oui Non

Quand avez-vous utilisé ce nom?

De :

À :

 (AAAA/MM)

 (AAAA/MM)
Nom 3

 Nom

Raisons de l'utilisation de cet autre nom (par exemple, nom commercial ou nom d'équipe) :

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec une société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

Oui Non

Quand avez-vous utilisé ce nom?

De :

À :

 (AAAA/MM)

 (AAAA/MM)

APPENDICE B**Catégories d'inscription (rubrique 3)**

Cochez les cases correspondant aux catégories dans lesquelles vous demandez le rétablissement de votre inscription, autorisation ou qualité de personne physique autorisée.

Catégories communes à tous les territoires en vertu de la législation en valeurs mobilières***Catégories de sociétés (format différent du format BDNI seulement)***

- Courtier en placement
- Courtier en épargne collective
- Courtier en plans de bourses d'études
- Courtier sur le marché dispensé
- Courtier d'exercice restreint
- Gestionnaire de portefeuille
- Gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint
- Gestionnaire de fonds d'investissement

Catégories de personnes physiques et activités autorisées

- Représentant de courtier
- Représentant-conseil
- Représentant-conseil adjoint
- Personne désignée responsable
- Chef de la conformité
- Dirigeant – Préciser le titre
- Administrateur
- Associé
- Actionnaire
- Directeur de succursale (membres de l'ACCFM)
- Autorisation de l'OCRCVM

Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières***Catégories d'autorisation***

- Haute direction
- Administrateur (industrie)
- Administrateur (autre industrie)
- Superviseur
- Investisseur
- Représentant inscrit
- Représentant en placement
- Négociateur

Catégories d'autorisation supplémentaires

- Chef de la conformité
- Chef des finances
- Personne désignée responsable

Produits

- Non-négociant
- Titres
- Options
- Contrats à terme et options sur contrats à terme
- Fonds mutuels seulement

Client

- Détail
- Institutionnel

Sans objet

Gestion de portefeuille

Gestion de portefeuille

Catégories prévues par la législation locale sur les contrats à terme standardisés sur marchandises et les dérivés

Ontario

Catégories de sociétés

- Conseiller financier en placement de produits dérivés
- Conseiller en placement de produits dérivés
- Directeur des placements de produits dérivés
- Négociant-commissionnaire en contrats à terme

Catégories de personnes physiques et activités autorisées

- Représentant – services-conseils
- Représentant
- Directeur de succursale
- Dirigeant – Préciser le titre
- Administrateur
- Associé
- Actionnaire
- Autorisation de l'OCRCVM

Manitoba

Catégories de sociétés

- Courtier (négociant)
- Courtier (négociant-commissionnaire en contrats à terme)
- Courtier (négociateur en bourse)
- Conseiller
- Catégorie locale

Catégories de personnes physiques et activités autorisées

- Négociateur en bourse
- Vendeur
- Directeur de bureau régional
- Conseiller
- Dirigeant – Préciser le titre
- Administrateur
- Associé
- Gestionnaire de portefeuille – contrats à terme
- Gestionnaire de portefeuille adjoint – contrats à terme
- Autorisation de l'OCRCVM
- Catégorie locale

Québec – activités en dérivés

À titre informatif, indiquez si vous exercerez l'activité de représentant des personnes suivantes :

- Courtier en placement agissant comme courtier en dérivés
- Gestionnaire de portefeuille agissant comme gestionnaire de portefeuille en dérivés

APPENDICE C**Domicile élu et mandataire aux fins de signification (rubrique 4)****Rubrique 4.1 Domicile élu**

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous agissez à titre de personne physique inscrite ou autorisée ou demandez à le devenir. Une case postale ne constitue pas un domicile élu acceptable.

Domicile élu : _____
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

Adresse électronique : _____

Rubrique 4.2 Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous. Le domicile élu indiqué dans la section précédente doit correspondre à l'adresse du mandataire désigné ci-dessous.

Nom du mandataire : _____
(le cas échéant)

Personne-ressource : _____
Nom de famille Prénom

APPENDICE D**Emploi, autres activités professionnelles, postes de dirigeant ou d'administrateur actuels (rubrique 7)**

Remplissez l'appendice E pour chacune de vos activités professionnelles actuelles auprès de votre société parrainante ou de toute autre organisation. Indiquez notamment tous les postes de dirigeant ou d'administrateur ou les postes équivalents que vous avez occupés à titre professionnel, contre rémunération ou non.

1. Date de début : _____
(AAAA/MM/JJ)

2. Renseignements sur la société

Cochez cette case si l'activité est un emploi auprès de votre société parrainante.

Si vous exercez l'activité auprès de votre société parrainante, vous n'êtes pas tenu d'indiquer son nom et son adresse ci-dessous :

Nom de l'entreprise ou de l'employeur :

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre de votre supérieur immédiat : _____

3. Description des fonctions

Décrivez les emplois et activités professionnelles liés à cet employeur. Précisez la nature de l'entreprise, vos fonctions, votre titre ou votre relation avec l'entreprise. Si vous demandez un type d'inscription qui exige une expérience particulière, veuillez fournir des renseignements sur votre expérience auprès de cette société, par exemple, votre niveau de responsabilité, la valeur des comptes sous votre supervision directe, le nombre d'années de service ainsi que le temps consacré à chaque activité, évalué en pourcentage :

4. Nombre d'heures de travail hebdomadaires

Indiquez le nombre d'heures que vous consacrez chaque semaine à ces activités professionnelles : _____

Si cette activité est un emploi auprès de votre société parrainante et que vous travaillez moins de 30 heures par semaine, fournissez des explications :

5. Conflits d'intérêts

Si vous avez plusieurs employeurs ou que vous exercez des activités professionnelles, déclarez tout risque de confusion chez les clients et tout risque de conflit d'intérêts découlant de vos multiples emplois ou de vos activités professionnelles actuelles ou projetées. Indiquez notamment si vos employeurs ou les sociétés auprès desquelles vous exercez des activités professionnelles sont cotés en bourse. Indiquez si la société a des

procédures pour réduire les risques de conflits d'intérêts et, le cas échéant, confirmez que vous les connaissez.

Si vous ne jugez pas que cet emploi occasionne des conflits d'intérêts, fournissez des explications : _____

APPENDICE E**Propriété des sociétés de valeurs mobilières et de dérivés (rubrique 8)**

Nom de la société : _____

Votre relation avec la société : Associé Actionnaire important

Durée de la relation :

De : _____ / _____ À : _____ / _____ (s'il y a lieu)
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Fournissez les renseignements suivants :

a) Indiquez le nombre, la valeur, la catégorie et le pourcentage de titres ou de parts sociales dont vous avez la propriété ou envisagez d'acquérir lorsque votre inscription ou qualité sera rétablie ou que vous serez autorisé après examen de ce formulaire. Si vous acquérez des actions une fois que vous êtes inscrit ou autorisé, indiquez la source (par exemple, actions non émises, ou, en cas de cession, donnez le nom du cédant) :

b) Indiquez la valeur de marché (approximative, si nécessaire) de toute obligation non garantie subordonnée, de toute obligation de la société que vous détenez ou de tout autre prêt subordonné que vous consentirez à la société :

c) Indiquez le nom de toute personne ou de toute société qui vous a fourni des fonds à investir dans la société, ainsi que votre relation avec elle :

d) Indiquez si les fonds à investir (ou devant être investis) sont garantis directement ou indirectement par une personne ou une société :

 Oui Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez le nom de la personne ou de la société et votre relation avec elle :

e) Indiquez si vous avez directement ou indirectement renoncé à des droits afférents à ces titres ou parts sociales ou si vous avez l'intention, lorsque vous serez inscrit ou autorisé après examen de ce formulaire, de renoncer à de tels droits, que ce soit en hypothéquant les titres, en les mettant en gage ou en les grevant d'une charge en garantie :

 Oui Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez le nom de la personne ou de la société et votre relation avec elle, et décrivez les droits auxquels vous avez renoncé ou renoncerez :

f) Indiquez si le propriétaire véritable des actions, obligations, garanties ou non, parts sociales ou billets que vous détenez est une autre personne :

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », remplissez les sections *g*, *h* et *i*.

g) Nom du propriétaire véritable :

| Nom de famille | Prénom | Deuxième prénom <i>(le cas échéant)</i> | Troisième prénom <i>(le cas échéant)</i> |
|----------------|--------|--|---|
|----------------|--------|--|---|

h) Adresse domiciliaire :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

i) Profession :

APPENDICE F**Coordonnées relatives à l'avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 – 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : 403-355-4151

Colombie-Britannique

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : 604-899-6500 ou
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

Île-du-Prince-Édouard

Securities Registry
Office of the Attorney General B
Consumer, Corporate and Insurance
Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 902-368-6288

Manitoba

Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
À l'attention du directeur des inscriptions
Téléphone : 204-945-2548
Télécopieur : 204-945-0330

Nouveau-Brunswick

Commission des valeurs mobilières du
Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
À l'attention du Directeur des affaires
réglementaires
Téléphone : 506-658-3060

Ontario

Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : 416-593-8314

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à
l'information
Téléphone : 514-395-0337 ou
877-525-0337 (au Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Attention : Director
Téléphone : 306-787-5842

Terre-Neuve-et-Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
A1B 4J6
Attention : Manager of Registrations
Téléphone : 709-729-5661

Territoires du Nord-Ouest

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)
X1A 2L9
Attention : Deputy Superintendent of
Securities
Téléphone : 867-920-8984

Nouvelle-Écosse

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Attention : Deputy Director, Capital
Markets
Téléphone : 902-424-7768

Nunavut

Bureau d'enregistrement
Ministère de la Justice
Gouvernement du Nunavut
C.P. 1000, succ. 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : 867-975-6590

Yukon

Bureau des valeurs mobilières
Ministère des Services aux collectivités
C.P. 2703 C-6
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Attention : Superintendent of Securities
Téléphone : 867-667-5225

Organismes d'autoréglementation

Organisme canadien de réglementation du
commerce des valeurs mobilières
121, King Street West, Suite 1600
Toronto (Ontario) M5H 3T9
À l'attention du responsable de la protection
des renseignements personnels
Téléphone : 416-364-6133
Courriel : privacyofficer@iiroc.ca

INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 33-109 SUR LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INSCRIPTION

PARTIE 1 OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet

La présente instruction générale indique de quelle façon les Autorités canadiennes en valeurs mobilières interprètent ou appliquent les dispositions du *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription* (le « règlement »).

L'obligation d'inscription prévue par la législation en valeurs mobilières protège les investisseurs contre les pratiques déloyales, injustes ou frauduleuses et améliore l'intégrité et l'efficacité du marché des capitaux. Les renseignements à fournir en vertu du règlement permettent aux agents responsables d'évaluer l'aptitude du déposant à s'inscrire ou à obtenir la qualité de personne physique autorisée compte tenu de sa solvabilité, de son intégrité et de sa compétence. Ces critères d'aptitude sont la pierre angulaire de l'obligation d'inscription. Dans chaque territoire du Canada, l'obligation d'inscription et le règlement s'appliquent aux courtiers, aux placeurs, aux conseillers et aux gestionnaires de fonds d'investissement ainsi qu'aux personnes physiques qui agissent pour leur compte à titre de personnes physiques inscrites ou de personnes physiques autorisées.

1.2. Aperçu des formulaires

Les formulaires prévus par les annexes suivantes sont présentés par les sociétés :

- *Annexe 33-109A6, Inscription d'une société* : pour demander l'inscription à titre de courtier, de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement;
- *Annexe 33-109A3, Établissements autres que le siège* : pour indiquer les établissements de la société ou toute modification les concernant;
- *Annexe 33-109A1, Avis de cessation de relation avec une personne inscrite ou autorisée* : pour aviser l'agent responsable qu'une personne physique inscrite ou autorisée cesse d'avoir l'autorisation d'agir pour le compte de la société.

Les formulaires prévus par les annexes suivantes sont présentés par les personnes physiques en format BDNI :

- *Annexe 33-109A4, Inscription d'une personne physique et examen d'une personne physique autorisée* : pour demander l'inscription ou l'examen des personnes visées;
- *Annexe 33-109A2, Modification ou radiation de catégories de personnes physiques* : pour demander l'inscription ou l'examen dans une catégorie supplémentaire ou demander la radiation d'une catégorie;
- *Annexe 33-109A7, Rétablissement de l'inscription d'une personne physique inscrite ou de la qualité de personne physique autorisée* : pour obtenir le rétablissement de l'inscription d'une personne physique ou de la qualité de personne physique autorisée.

1.3. Obligations de donner avis

L'*Annexe 33-109A5, Modification des renseignements concernant l'inscription* est utilisée par les sociétés et les personnes physiques qui avisent les agents responsables de toute modification de leurs renseignements. En vertu des articles 3.1 et 4.1 du règlement, la personne inscrite et la personne physique autorisée doivent tenir à jour en permanence les renseignements concernant l'inscription en déposant des avis de modification des renseignements dans les délais prescrits.

L'annexe A présente sous forme de sommaire les obligations de donner avis, les délais et les formulaires prévus par le règlement pour aviser les agents responsables de toute modification des renseignements concernant l'inscription d'une société ou d'une personne physique.

1.4. Coordonnées

Lorsqu'une société présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, les documents justificatifs ou le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5, elle peut le faire par courriel, télécopieur ou courrier. L'annexe B de la présente instruction générale indique les coordonnées de l'agent responsable de chaque territoire du Canada et de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) dans les territoires où l'autorité en valeurs mobilières a délégué ou conféré tout ou partie de ses fonctions d'inscription à l'OCRCVM ou l'a autorisé à en exercer.

PARTIE 2 FORMULAIRES UTILISÉS PAR LES PERSONNES PHYSIQUES

2.1. Base de données nationale d'inscription (BDNI)

La BDNI est la base de données contenant les renseignements sur toutes les personnes inscrites et personnes physiques autorisées en vertu de la législation en valeurs mobilières ou de la législation sur les contrat à terme de marchandises de chaque territoire du Canada. L'obligation pour les sociétés d'adhérer à la BDNI, et d'y présenter certains renseignements, est prévue par le *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription*. On trouvera de l'information détaillée sur la BDNI et la procédure d'adhésion à la BDNI dans le Manuel de l'utilisateur, à l'adresse www.nrd-info.ca.

2.2. Annexe 33-109A4

Le format BDNI, dans lequel est présenté le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli, en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.2 ou 2.5 du règlement, comporte quatre types de demandes faites dans les circonstances suivantes :

- *Inscription initiale* : lorsqu'une personne physique demande l'inscription ou l'examen à titre de personne physique autorisée au moyen de la BDNI pour la première fois.
- *Inscription dans un autre territoire* : lorsqu'une personne physique est inscrite ou est personne physique autorisée dans un territoire du Canada et demande l'inscription ou l'examen à titre de personne physique autorisée dans un autre territoire.
- *Inscription avec une société parrainante supplémentaire* : lorsqu'une personne physique est inscrite ou est personne physique autorisée, pour le compte d'une société parrainante, et demande l'inscription ou l'examen à titre de personne physique autorisée afin d'agir pour le compte d'une société parrainante supplémentaire.
- *Réactivation de l'inscription* : lorsqu'une personne physique qui a un dossier BDNI demande l'inscription, le rétablissement de son inscription ou l'examen à titre de personne physique autorisée et n'est pas autorisée, en vertu du paragraphe 2 de l'article 2.3 ou 2.5 du règlement, à présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7.

En vertu du paragraphe 1 de l'article 2.5 du règlement, au plus tard 7 jours après être devenue personne physique autorisée, la personne physique doit présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 aux fins d'examen par l'agent responsable. La personne physique dont l'inscription a été suspendue peut demander son rétablissement en présentant à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, dûment rempli. Pour ce faire, elle présente, sur le site Web de la BDNI, une demande intitulée « Réactivation d'inscription ». La personne physique ne peut exercer d'activités nécessitant l'inscription tant que l'agent responsable n'a pas approuvé sa demande. Cependant, elle n'est pas tenue de faire une demande de rétablissement ou d'examen si elle remplit toutes les conditions du rétablissement automatique

prévues au paragraphe 2 de l'article 2.3 ou 2.5 du règlement, dont celle de présenter à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, dûment rempli, comme il est décrit à l'article 2.5 ci-dessous.

2.3. Annexe 33-109A2

L'Annexe 33-109A2 est utilisée par les personnes physiques qui demandent l'ajout ou le retrait d'une catégorie ou l'examen de la modification de leur catégorie de personne physique autorisée. La personne physique qui cesse d'avoir l'autorisation d'agir pour le compte de sa société parrainante à titre de personne physique inscrite ou autorisée dans le dernier territoire du Canada où elle le faisait ne peut présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2. Sa société parrainante doit plutôt présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 pour aviser l'agent responsable que l'autorisation d'agir en son nom a pris fin.

2.4. Annexe 33-109A5 pour les personnes physiques

Lorsqu'une personne physique présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 pour mettre à jour ses renseignements concernant l'inscription, la BDNI transmet les renseignements à l'agent responsable de chaque territoire dans lequel la personne physique est inscrite ou autorisée. Cependant, seule l'autorité principale traite les renseignements présentés pour mettre à jour les renseignements concernant l'inscription de la personne physique dans la BDNI ou, s'il y a lieu, refuser ou retirer les renseignements présentés.

2.5. Annexe 33-109A7 pour le rétablissement de l'inscription

Lorsqu'une personne physique quitte sa société parrainante et entre au service d'une nouvelle société inscrite, elle peut présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 pour que son inscription ou sa qualité de personne physique autorisée soit rétablie automatiquement dans la même catégorie et dans le ou les mêmes territoires, sous réserve des conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 2.3 ou 2.5 du règlement. La personne physique qui remplit toutes les conditions pertinentes peut passer directement d'une société parrainante à une autre et exercer des activités nécessitant l'inscription le jour même où elle présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7.

2.6. Maintien de l'aptitude à l'inscription

Toute personne inscrite a l'obligation de demeurer apte à l'inscription en permanence. En vertu de la législation en valeurs mobilières, l'agent responsable peut, à sa discrétion, suspendre l'inscription d'une personne physique, la radier d'office ou l'assortir de conditions en tout temps. Il peut notamment le faire s'il obtient, dans un avis de cessation de relation provenant d'une ancienne société parrainante de la personne physique ou d'autres sources, de l'information qui met en cause son aptitude à l'inscription. Dans ce cas, la personne inscrite a la possibilité d'être entendue avant que l'agent responsable ne suspende l'inscription, ne la radie d'office ou ne l'assortisse de conditions.

PARTIE 3 FORMULAIRES UTILISÉS PAR LES SOCIÉTÉS

3.1. Annexe 33-109A6

La société qui présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 pour demander à s'inscrire peut payer les frais réglementaires aux agents responsables concernés par chèque ou au moyen de la fonction de la BDNI appelée « Resoumettre paiement des frais ». La société qui fait une demande dans plusieurs territoires devrait la présenter à l'agent responsable de son territoire principal ou, si l'Ontario est un territoire autre que le territoire principal, à l'agent responsable du territoire principal et à celui de l'Ontario. On trouvera de l'information plus détaillée dans l'*Instruction générale 11-204 relative à l'inscription dans plusieurs territoires*.

3.2. Annexe 33-109A5

La société qui est inscrite dans plusieurs territoires peut aviser les agents responsables de la modification des renseignements concernant son inscription en présentant le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 à son autorité principale uniquement, conformément au paragraphe 6 de l'article 3.1 du règlement.

3.3. Annexe 33-109A3

Toute société doit indiquer à l'agent responsable chaque établissement (y compris une résidence) situé dans le territoire où les personnes physiques inscrites exercent pour le compte de cette société des activités nécessitant l'inscription. Les sociétés présentent le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 au moyen du site Web de la BDNI.

3.4. Dispense discrétionnaire pour les transferts en bloc

Les agents responsables étudieront les demandes de dispense de certaines des obligations prévues par le règlement afin de faciliter les réorganisations ou regroupements de sociétés qui nécessiteraient autrement la présentation d'un grand nombre de formulaires pour modifier les établissements et transférer les personnes physiques d'une société à l'autre. Les renseignements exigés et les conditions à remplir pour obtenir ce type de dispense sont décrits à l'annexe C de la présente instruction générale.

3.5. Annexe 33-109A1

En vertu de l'article 4.2 du règlement, la société inscrite doit aviser l'agent responsable au plus tard 7 jours après avoir cessé d'avoir l'autorisation d'agir pour le compte de la société à titre de personne physique inscrite ou autorisée. En règle générale, une personne physique cesse d'être autorisée à agir pour le compte d'une société en raison de la cessation de sa relation avec la société à titre de salarié, d'associé ou de mandataire. Toutefois, la cessation de l'autorisation se produit également lorsque la personne physique est réaffectée à d'autres fonctions qui ne nécessitent pas l'inscription ou qui ne sont pas dans une catégorie de personne physique autorisée. Le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 est présenté au moyen du site Web de la BDNI pour indiquer la date de cessation et le motif de la cessation.

En vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 4.2 du règlement, il n'y a pas lieu de fournir les renseignements prévus à la rubrique 5 [*Précisions sur la cessation de relation*] de l'Annexe 33-109A1 si la cessation de l'autorisation d'agir pour le compte de la société est due au décès ou à la retraite de la personne physique ou à la fin d'un contrat à titre de salarié ou de mandataire. La société peut présenter les renseignements prévus à la rubrique 5 lors de l'inscription initiale dans la BDNI, si les renseignements sont disponibles dans le délai de 7 jours, ou dans un délai de 30 jours suivant la date de cessation, en faisant la présentation de renseignements à la BDNI appelée « Mise à jour/Correction d'un avis de cessation de relation ».

PARTIE 4 DILIGENCE RAISONNABLE DES SOCIÉTÉS

4.1. Obligations de l'ancienne société parrainante

La société qui présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 à l'égard d'une ancienne personne physique parrainée envoie rapidement un exemplaire du formulaire dûment rempli à cette personne. En vertu des paragraphes 3 et 4 de l'article 4.2 du règlement, la société doit fournir un exemplaire de ce formulaire à toute ancienne personne physique parrainée dans les 7 jours de sa demande et, au besoin, un autre exemplaire contenant les renseignements prévus à la rubrique 5 de cette annexe dans les 7 jours de sa présentation.

4.2. Obligations de la nouvelle société parrainante

1) Afin de s'acquitter de ses obligations en vertu du paragraphe 1 de l'article 5.1 du règlement, la société fait des efforts raisonnables pour faire tout ce qui suit :

- établir des politiques et des procédures écrites pour vérifier les renseignements des personnes physiques avant de présenter en leur nom le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou à l'Annexe 33-109A7;
- documenter l'examen des renseignements des personnes physiques conformément à ces politiques et procédures;
- rappeler régulièrement aux personnes physiques inscrites et aux personnes physiques autorisées leurs obligations d'information en vertu du règlement, dont l'obligation d'aviser l'agent responsable des modifications aux renseignements sur l'inscription.

En vertu du paragraphe 2 de l'article 5.1 du règlement, la société doit obtenir, dans les 60 jours de l'embauche d'une personne physique parrainée, un exemplaire du plus récent formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 qui a été présenté à son égard, le cas échéant. Si la société parrainante ne peut obtenir ce formulaire de la personne physique, celle-ci peut, en dernier recours, le demander à l'agent responsable.

L'information visée ci-dessus aidera la société à remplir les obligations prévues au paragraphe 1 de l'article 5.1 du règlement. La société devrait en tenir compte dans ses décisions d'embauche. Lorsqu'une personne physique est embauchée avant que le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1, dûment rempli, ne soit disponible et que la société découvre une incohérence entre les renseignements qui lui ont été présentés et ceux qui ont été présentés à l'agent responsable, la société devrait prendre les mesures nécessaires. Tous les renseignements exigés devraient être disponibles dans les 60 jours de l'embauche, ce qui tombe généralement pendant la période d'essai prévue par le contrat à titre de salarié ou de mandataire de la personne.

PARTIE 5 PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS RELATIVEMENT À LA LOI SUR LES CONTRATS À TERME SUR MARCHANDISES

5.1. Ontario

En Ontario, l'autorité en valeurs mobilières estime que la personne tenue de présenter les mêmes renseignements en vertu du règlement et de la *Rule 33-506 (Commodity Futures Act)* de la CVMO peut ne déposer qu'un seul formulaire prévu par l'un de ces textes pour remplir ses obligations.

5.2. Manitoba

Au Manitoba, le règlement est une règle en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* et de la *Loi sur les contrats à terme de marchandises*. Il n'est pas nécessaire de présenter les mêmes renseignements deux fois pour satisfaire aux dispositions de ces lois.

Annexe A

Sommaire des obligations de donner avis du Règlement 33-109

| Description de la modification | Délai | Disposition | Formulaire présenté par courriel, télécopieur ou courrier |
|--|----------------------------|-------------|---|
| Sociétés – Renseignements visés à l'Annexe 33-109A6 | | | |
| Partie 1 – Renseignements sur l'inscription | 7 jours | 3.1(1)b | le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A5 |
| Partie 2 – Coordonnées, y compris l'adresse du siège (sauf la rubrique 2.4) | 7 jours | | |
| Rubrique 2.4 – Domicile élu et mandataire aux fins de signification [rubriques 3 et 4 de l'appendice B de l'Annexe 33-109A6] | 7 jours | 3.1(4) | l'appendice B de l'Annexe 33-109A6, <i>Acte d'acceptation de compétence</i> |
| Partie 3 – Antécédents et structure de la société | 30 jours | 3.1(1)a | le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A5 |
| Partie 4 – Inscriptions antérieures | 7 jours | 3.1(1)b | |
| Partie 5 – Situation financière | 7 jours | | |
| Partie 6 – Relations avec les clients | 7 jours | | |
| Partie 7 – Mesures prises en application de la loi | 7 jours | | |
| Partie 8 – Poursuites | 7 jours | | |
| Sociétés – autres obligations de donner avis | | | en format BDNI |
| Ouverture d'un établissement / modification le concernant (autre que le siège) | 7 jours | 3.2 | le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A3 |
| Fin / cessation de l'autorisation d'une personne physique inscrite ou autorisée – rubriques 1 à 4 : rubrique 5 : | 7 jours | 4.2(2)a | le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A1 |
| | 30 jours | 4.2(2)b | |
| Personnes physiques – Renseignements visés à l'Annexe 33-109A4 | | | en format BDNI |
| Rubrique 1 – Nom | 7 jours | 4.1(1)b | le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A5 |
| Rubrique 2 – Adresse | 7 jours | | |
| Rubrique 3 – Renseignements personnels | Aucune mise à jour requise | 4.1(2) | |
| Rubrique 4 – Citoyenneté | 30 jours | 4.1(1)a | |
| Rubrique 5 – Territoires d'inscription | 7 jours | 4.1(1)b | |
| Rubrique 6 – Catégories d'inscription | 7 jours | | |
| Rubrique 7 – Domicile élu | 7 jours | | |
| Rubrique 8 – Compétences | 7 jours | | |
| Rubrique 9 – Établissement d'emploi | 7 jours | | |
| Rubrique 10 – Emploi actuel | 7 jours | 4.1(1)a | |
| Rubrique 11 – Emplois antérieurs | 30 jours | | |
| Rubrique 12 – Démissions et cessation des fonctions | 7 jours | 4.1(1)b | |
| Rubrique 13 – Renseignements concernant la réglementation | 7 jours | | |
| Rubrique 14 – Renseignements sur les infractions criminelles | 7 jours | | |
| Rubrique 15 – Renseignements sur les poursuites civiles | 7 jours | | |
| Rubrique 16 – Renseignements sur la situation financière | 7 jours | | |
| Rubrique 17 – Propriété de sociétés de valeurs mobilières | 7 jours | | |

| | | | |
|---|--|--------|---|
| Modifications des renseignements prévus à l'Annexe 33-109A4 : qualité de personne inscrite ou relation avec la société parrainante / qualité de personne physique autorisée | 7 jours | 4.1(4) | le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A2 |
| Examen d'une personne physique autorisée | 7 jours après la nomination | 2.5 | le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A4 ou l'Annexe 33-109A7, sous réserves de certaines conditions |
| Rétablissement automatique de l'inscription sous réserve de certaines conditions | Au plus tard 90 jours après la date de cessation | 2.3(2) | le formulaire prévu par l'Annexe 33-109A7 |

Annexe B

Coordonnées des agents responsables et de l'OCRCVM

- La partie 1 indique les coordonnées des agents responsables des personnes inscrites dans toutes les catégories, sauf celles des territoires figurant dans la liste de la partie 2.
- La partie 2 ci-après indique les coordonnées de l'OCRCVM dans les territoires où celui-ci exerce des fonctions d'inscription pour des représentants de courtiers en placement et, dans certains cas, pour des courtiers en placement.

PARTIE 1 – Coordonnées des agents responsables

| | |
|--|---|
| <p>Alberta Courriel : registration@asc.ca Télécopieur : 403-297-4113 Alberta Securities Commission 4th Floor, 300 – 5th Avenue SW Calgary (Alberta) T2P 3C4 Registration department</p> | <p>Colombie-Britannique Courriel: registration@bcsc.bc.ca Télécopieur : 604-899-6506 British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2 Attention : Registration</p> |
| <p>Île-du-Prince-Édouard Courriel : ccis@gov.pe.ca Télécopieur : 902-368-5283 Consumer and Corporate Services Division, Office of the Attorney General P.O. Box 2000, 95 Rochford Street Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8 Attention : Superintendent of Securities</p> | <p>Manitoba Courriel : registrationmsc@gov.mb.ca Télécopieur : 204-945-0330 Commission des valeurs mobilières du Manitoba 400, avenue St-Mary, bureau 500 Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5 À l'attention de la section des inscriptions</p> |
| <p>Nouveau-Brunswick Courriel : nrs@nbsc-cvmb.ca Télécopieur : 506-658-3059 Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick 85, rue Charlotte, bureau 300 Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2 À l'attention du directeur des inscriptions</p> | <p>Nouvelle-Écosse Courriel : nrs@gov.ns.ca Télécopieur : 902-424-4625 Nova Scotia Securities Commission 2nd Floor, Joseph Howe Building 1690 Hollis Street P.O. Box 458 Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3J9 Attention : Registration</p> |
| <p>Nunavut Courriel : CorporateRegistrations@gov.nu.ca Télécopieur : 867-975-6594 Bureau d'enregistrement Ministère de la Justice Gouvernement du Nunavut C.P. 1000, succ. 570 Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0 Attention : Deputy Registrar</p> | <p>Ontario Courriel : registration@osc.gov.on.ca Télécopieur : 416-593-8283 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario Suite 1903, C. P. 55 20, Queen Street West Toronto (Ontario) M5H 3S8 Attention : Registrant Regulation</p> |

PARTIE 1 – Coordonnées des agents responsables

| | |
|--|--|
| <p>Québec Courriel : inscription@lautorite.qc.ca Télécopieur : 514-873-3090 Autorité des marchés financiers Service de l'encadrement des intermédiaires 800, square Victoria, 22^e étage C.P. 246, tour de la Bourse Montréal (Québec) H4Z 1G3</p> | <p>Saskatchewan Courriel : registrationsfsc@gov.sk.ca Télécopieur : 306-787-5899 Saskatchewan Financial Services Commission Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive Regina (Saskatchewan) S4P 4H2 Attention : Registration</p> |
| <p>Terre-Neuve-et-Labrador Courriel : scon@gov.nl.ca Télécopieur : 709-729-6187 Financial Services Regulation Division Department of Government Services Government of Newfoundland and Labrador P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block Confederation Building St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6 Attention : Registration Section</p> | <p>Territoires du Nord-Ouest Courriel : SecuritiesRegistry@gov.nt.ca Télécopieur : 867-873-0243 Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest C. P. 1320 Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9 Attention : Exemption Review Staff</p> |
| <p>Yukon Courriel : corporateaffairs@gov.yk.ca Télécopieur : 867-393-6251 Ministère des Services aux collectivités Bureau des valeurs mobilières C.P. 2703 Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6 Attention : Superintendent of Securities</p> | |

PARTIE 2 - Coordonnées de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

** inscription des courtiers en placement et de leurs représentants **

* inscription des représentants de courtiers en placement *

| | |
|---|--|
| <p>** Alberta – OCRCVM **</p> <p>** Saskatchewan – OCRCVM ** Courriel : registration@iroc.ca Télécopieur : 403-265-4603 #2300, 355- 4th Avenue SW, Calgary (Alberta) T2P 0J1 Attention : Registration department</p> | <p>**British Columbia – OCRCVM** Courriel : registration@iroc.ca Télécopieur : 604-683-3491 1055 West Georgia Street Suite 2800 – Royal Centre Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 3R5 Attention : Registration department</p> |
| <p>** Terre-Neuve-et-Labrador – OCRCVM **</p> <p>* Ontario – OCRCVM * Courriel : registration@iroc.ca Télécopieur : 416-364-9177 Suite 1600, 121 King Street West Toronto (Ontario) M5H 3T9 Attention : Registration department</p> | <p>* Québec – OCRCVM * Courriel : registration@iroc.ca Télécopieur : 514-878-0797 Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières 5, Place Ville Marie Bureau 1550 Montréal (Québec) H3B 2G2 À l'attention du Service des inscriptions</p> |

Annexe C

Dispense discrétionnaire pour les cessions en bloc d'établissements et les transferts en bloc de personnes physiques

1) Si la société inscrite acquiert un grand nombre d'établissements (notamment par suite d'une fusion ou de l'achat d'actifs) d'une ou plusieurs sociétés inscrites situées dans le ou les mêmes territoires et inscrites dans les mêmes catégories qu'elle et que, selon la BDNI, un nombre significatif de personnes physiques est lié à ces établissements, l'agent responsable pourra étudier la possibilité d'accorder une dispense des obligations suivantes :

a) l'obligation de donner avis de toute cessation de relation, conformément à l'article 4.2 du règlement;

b) l'obligation de présenter une demande d'inscription ou un avis de rétablissement d'inscription à l'égard de chaque personne physique demandant à s'inscrire, conformément à l'article 2.2 ou 2.3 du règlement;

c) l'obligation de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou 33-109A7 à l'égard de chaque personne physique autorisée, conformément à l'article 2.5 du règlement;

d) l'obligation d'aviser l'agent responsable de toute modification des renseignements concernant un établissement contenu dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, conformément à l'article 3.2 du règlement.

2) La demande de dispense devrait être présentée par la société inscrite qui acquerra le contrôle des établissements à la conclusion de l'opération suffisamment longtemps avant la date de la cession des établissements (la « date de cession »). Il suffirait généralement de la présenter 30 jours avant la date de cession. La demande d'une dispense de ce type devrait contenir l'information suivante :

a) le nom et le numéro BDNI de la société inscrite qui acquiert le contrôle des établissements;

b) les renseignements suivants sur chaque société inscrite qui cède le contrôle des établissements :

i) le nom et le numéro BDNI de la société inscrite;

ii) l'adresse et le numéro BDNI de chaque établissement cédé à la société inscrite visée au sous-paragraphe *a*;

iii) la date à laquelle les établissements et les personnes physiques seront cédés à la société inscrite visée au sous-paragraphe *a*;

3) Si la dispense est accordée, l'agent responsable demandera à l'administrateur de la BDNI, dès que possible après la date de cession, d'indiquer dans la BDNI la cession des établissements ainsi que les personnes physiques inscrites et les personnes physiques autorisées visées.

4) Les cessions en bloc touchant des sociétés inscrites dans des catégories ou des territoires différents peuvent comporter d'autres étapes. Les sociétés participant à des opérations de ce type sont invitées à demander à leur autorité principale la marche à suivre pour pouvoir obtenir la dispense décrite ci-dessus.

5) La société qui demande ce type de dispense dans plusieurs territoires devrait se reporter à l'*Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires* pour connaître la forme que doit prendre la demande et les

renseignements requis. Elle peut indiquer de la façon suivante l'information visée au paragraphe 2 :

A) Société inscrite qui acquerra les établissements

Nom :
Numéro BDNI :

B) Société inscrite qui cédera les établissements

Nom :
Numéro BDNI :

Établissements qui seront cédés

Adresse :
Numéro BDNI :

Adresse :
Numéro BDNI :
(Donner ces renseignements sur chaque établissement.)

C) Date de la cession :

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 31-102 SUR LA BASE DE DONNÉES NATIONALE D'INSCRIPTION*

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 11°, 26° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription est modifié :

1° par la suppression, dans la définition de « numéro BDNI », de « , personne physique autorisée »;

2° par la suppression, dans la définition de « société déposante », des mots « ou société » et par le remplacement de l'expression « preneur ferme » par « gestionnaire de fonds d'investissement ».

2. L'article 2.1 de ce règlement est modifié :

1° par la suppression, dans le texte anglais du paragraphe introductif, des mots « or company »;

2° par la suppression, dans le paragraphe 4, des mots « ainsi que toute modification des renseignements contenus dans celui-ci »;

3° par l'addition, après le paragraphe 4, des suivants :

« 5) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 afin de déclarer la modification de tout renseignement visé à l'Annexe 33-109A4 présenté antérieurement;

« 6) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7. ».

3. Le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 3.1 de ce règlement est modifié par la suppression de « , de la personne physique autorisée ».

4. L'article 3.2 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « cinq jours ouvrables » par les mots « sept jours »;

2° par l'addition, après le paragraphe *f*, du suivant :

« *g*) présenter en format BDNI tout changement de numéro de téléphone, de numéro de télécopieur ou d'adresse électronique du représentant en chef dans les sept jours suivant ce changement. ».

5. L'article 4.2 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 1, des mots « La société déposante » par les mots « Le déposant BDNI »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 2, des mots « de la société déposante » par les mots « du déposant BDNI ».

* Le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, approuvé par l'arrêté ministériel n° 2007-04 du 21 juin 2007 (2007, *G.O.* 2, 2780), n'a pas subi de modification depuis son approbation.

6. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 4.3, des suivants :

« **4.4. Frais exigibles pour dépôt tardif**

1) La société déposante paie par prélèvement automatique les frais exigibles pour dépôt tardif qu'elle est tenue de payer en raison d'une activité emportant ou concernant la présentation de renseignements à la BDNI.

2) Le paiement visé au paragraphe 1 est prélevé dans le compte BDNI de la société déposante.

« **4.5. Dispense pour les personnes inscrites non résidentes du Canada**

Le paragraphe *c* de l'article 3.2 et les articles 4.1 à 4.4 ne s'appliquent pas à la société inscrite qui remplit les conditions suivantes :

- a)* elle n'a d'établissement dans aucun territoire du Canada;
- b)* elle n'a de compte auprès d'aucun membre de l'Association canadienne des paiements;
- c)* elle n'est pas membre du même groupe qu'une société inscrite résidente d'un territoire du Canada;
- d)* elle paie les frais visés aux articles 4.1, 4.2 et 4.4 au plus tard 14 jours après l'échéance;
- e)* elle paie par chèque libellé à l'ordre de CDS INC., en fonds canadiens, les frais suivants à l'autorité principale de la société au plus tard 14 jours après l'échéance :
 - i)* les frais d'utilisation de la BDNI relatifs à la présentation de renseignements à la BDNI;
 - ii)* les frais annuels d'utilisation de la BDNI;
- f)* elle paie par chèque, en fonds canadiens, les frais visés aux articles 4.1, 4.2 et 4.4, à l'exception des frais d'utilisation de la BDNI, à l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable du territoire intéressé au plus tard 14 jours après l'échéance. ».

7. L'article 5.1 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **5.1. Dispense pour difficultés temporaires**

1) Si des difficultés techniques imprévues empêchent la présentation de renseignements à la BDNI dans le délai prescrit par la législation en valeurs mobilières, le déposant BDNI peut les présenter autrement que par le site Web BDNI ou qu'en format BDNI au plus tard sept jours après l'expiration du délai prévu pour la présentation.

2) Si des difficultés techniques imprévues l'empêchent de présenter une demande en format BDNI, la personne physique déposante peut la présenter autrement que par le site Web BDNI.

3) Pour l'application des paragraphes 1 et 2, le déposant BDNI peut communiquer un avis ou une demande autrement que par le site Web BDNI en les présentant à l'autorité principale.

4) Malgré le paragraphe 3, pour l'application du paragraphe 2 relativement à une demande présentée, notamment en Ontario, la personne physique déposante peut la présenter :

- a) soit à l'autorité principale, si le territoire principal est l'Ontario;
- b) soit à l'autorité principale et à l'agent responsable en Ontario.

5) Le déposant BDNI qui présente des renseignements que par le site Web BDNI conformément au présent article indique, en majuscules, dans le haut de la première page la mention suivante :

« CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 5.1 DU RÈGLEMENT 31-102 SUR LA BASE DE DONNÉES NATIONALE D'INSCRIPTION, LE[LA] PRÉSENT[E] [PRÉCISER LE TYPE DE DOCUMENT] EST PRÉSENTÉ[E] AUTREMENT QUE PAR LE SITE WEB BDNI SOUS LE RÉGIME DE LA DISPENSE POUR DIFFICULTÉS TEMPORAIRES. ».

6) Le déposant BDNI qui présente des renseignements autrement que par le site Web BDNI conformément au présent article présente de nouveau les renseignements en format BDNI dès que possible, mais au plus tard 14 jours après que les difficultés techniques imprévues ont été réglées. ».

- 8. Ce règlement est modifié par l'abrogation de l'article 7.1.
- 9. Le présent règlement entre en vigueur le 28 septembre 2009.

INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 31-102 SUR LA BASE DE DONNÉES NATIONALE D'INSCRIPTION**PARTIE 1 OBJET**

Le *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription* (le « Règlement 31-102 ») a pour objet d'établir les obligations relatives à la présentation de renseignements sur l'inscription par voie électronique au moyen de la Base de données nationale d'inscription (la « BDNI »). Dans la présente instruction générale, le pronom personnel « nous » s'entend de l'autorité en valeurs mobilières compétente et de l'agent responsable compétent.

PARTIE 2 PRODUCTION DE RENSEIGNEMENTS DÉPOSÉS EN FORMAT BDNI

La législation en valeurs mobilières de plusieurs territoires prévoit l'obligation de produire ou de rendre accessible l'original ou une copie conforme des renseignements déposés en vertu de cette législation. Nous considérons que, dans le cas des renseignements déposés en format BDNI, il est possible de satisfaire à cette obligation en fournissant une copie papier ou toute autre sortie imprimée lisible des renseignements comportant une attestation ou accompagnée d'une attestation de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable selon laquelle il s'agit d'une copie des renseignements déposés en format BDNI.

PARTIE 3 DATE DE DÉPÔT

Nous estimons que les renseignements déposés en format BDNI sont, pour l'application de la législation en valeurs mobilières, déposés le jour où leur transmission à la BDNI est complétée.

PARTIE 4 COPIE OFFICIELLE DES RENSEIGNEMENTS DÉPOSÉS EN FORMAT BDNI

Pour l'application de la législation en valeurs mobilières, des directives en valeurs mobilières ou toute fin connexe, nous estimons que la copie officielle de tous les renseignements déposés en format BDNI par un déposant BDNI est la version électronique enregistrée dans la BDNI.

PARTIE 5 QUALITÉ DE MANDATAIRE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ DE LA SOCIÉTÉ

Nous estimons que le représentant autorisé de la société qui fait une présentation de renseignements à la BDNI est le mandataire de la société ou de la personne physique concernée par le dépôt.

PARTIE 6 OBLIGATIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉPOSANTE

Nous nous attendons à ce que les sociétés déposantes prennent les mesures suivantes conformément aux processus exposés dans le Manuel de l'utilisateur BDNI :

- a) s'inscrire auprès de l'administrateur de la BDNI;
- b) tenir à jour l'information relative à leur inscription à la BDNI;
- c) tenir à jour l'information relative à leur compte BDNI.

**PARTIE 7 PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS RELATIVEMENT À LA
LOI SUR LES CONTRATS À TERME SUR MARCHANDISES**

En Ontario et au Manitoba, l'autorité en valeurs mobilières est d'avis que la personne tenue de présenter les mêmes renseignements en vertu du Règlement 31-102 et du *Rule 31-509 (Commodity Futures Act)* ou, au Manitoba, le *Rule 2000-1 (Commodity Futures Act)* peut ne déposer qu'un seul formulaire prévu par l'un de ces textes pour remplir ses obligations.

**Regulation 33-109 respecting Registration Information
Regulation to amend Regulation 31-102 respecting National Registration Database**

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") is publishing amended texts, in English and French, of the following Regulations:

- *Regulation 33-109 respecting Registration Information;*
- *Regulation to amend Regulation 31-102 respecting National Registration Database.*

Regulation 33-109 respecting Registration Information is intended to replace *Regulation 33-109 respecting Registration Information*, approved by Ministerial Order No. 2007-05 dated June 21, 2007.

The Authority is also publishing in this Bulletin amended texts, in English and French, of the following Policy Statements :

- *Policy Statement to Regulation 33-109 respecting Registration Information;*
- *Policy Statement to Regulation 31-102 respecting National Registration Database.*

In Québec, the Regulations will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulations will come into force on the date of their publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulations. The Policy Statements will be adopted as policies and will take effect concomitantly with the Regulations.

Additional Information

Further information is available from:

Sophie Jean
Regulatory Adviser
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, ext. 4786
Toll-free: 1 877 525-0337, ext. 4786
E-mail : sophie.jean@lautorite.qc.ca

July 17, 2009

Notice

Replacement of Regulation 33-109 respecting Registration Information

Replacement of Policy Statement to Regulation 33-109 respecting Registration Information

Regulation to amend Regulation 31-102 respecting National Registration Database

Amendments to Policy Statement to Regulation 31-102 respecting National Registration Database

July 17, 2009

Introduction

The Canadian Securities Administrators (the CSA or we) have adopted new and amended versions of regulations, forms and policy statements relating to the information we obtain from firms and individuals who register under securities legislation. We have approved *Regulation 33-109 respecting Registration Information*, including the related forms (together, Regulation 33-109), and its policy statement (Policy Statement 33-109), which will replace the texts that are currently in effect under the same numbers. We have also approved amendments to *Regulation 31-102 respecting National Registration Database* (Regulation 31-102) and its policy statement (Policy Statement 31-102). Subject to ministerial approvals in some jurisdictions, the new texts will become effective on September 28, 2009.

The new texts will enhance our administration of the registration requirement and are consequential to the adoption of *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions* (Regulation 31-103). Regulation 33-109 also adopts a streamlined filing process for registrants that is consistent with *Policy Statement 11-204 respecting Process for Registration in Multiple Jurisdictions* (Policy Statement 11-204). Today the CSA is also publishing Regulation 31-103 and Policy Statement 11-204, which are available on the websites of CSA members.

The following texts will be published with this notice:

- Regulation 33-109
- Policy Statement 33-109
- *Regulation to Amend Regulation 31-102 respecting National Registration Database*
- Policy Statement 31-102 in the form of a black line

Purpose and substance of Regulation 33-109 and the amendments to Regulation 31-102

Regulation 33-109 establishes the information that CSA members require from firms that apply for registration as dealers, advisers or investment fund managers, and from individuals who act on behalf of these firms. It also requires registrants and permitted individuals to notify the securities regulatory authorities of changes to their information.

The forms under Regulation 33-109 are as follows:

- *Form 33-109F1 Notice of Termination of Registered Individuals and Permitted Individuals*
- *Form 33-109F2 Change or Surrender of Individual Categories*

- *Form 33-109F3 Business Locations other than Head Office*
- *Form 33-109F4 Registration of Individuals and Review of Permitted Individuals*
- *Form 33-109F5 Change of Registration Information*
- *Form 33-109F6 Firm Registration*
- *Form 33-109F7 Reinstatement of Registered Individuals and Permitted Individuals*

Two of the forms are new:

- Form 33-109F6, which modernizes and harmonizes the information that we obtain from firms that are registered or seeking registration, and
- Form 33-109F7, which streamlines the process for reinstating registration after an individual transfers from one sponsoring firm to another, as described below.

The amendments to Regulation 31-102 will:

- add investment fund managers as a new type of filer on the National Registration Database (NRD),
- clarify the requirements for firms to notify the NRD administrator of certain details, and
- codify a common type of discretionary exemption we have granted in the past to facilitate the use of NRD by foreign firms.

Reinstatement

An individual who leaves their job with a registered firm and joins a new registered firm may submit Form 33-109F7 within 90 days of leaving the former sponsoring firm to automatically reinstate their registration or permitted individual status, subject to certain conditions in subsection 2.3(2) of Regulation 33-109. An individual may not obtain reinstatement in this manner if they have new information to disclose regarding regulatory, criminal, civil or financial matters. An individual is also ineligible for reinstatement if the reason they left the former sponsoring firm was because they were asked to resign, or were dismissed, as a result of allegations of criminal activity, breach of securities legislation or breach of an SRO rule. An individual who is not eligible for automatic reinstatement must apply by submitting a Form 33-109F4 using the *Reactivation* submission on NRD.

Notice of Termination

When an individual leaves a sponsoring firm, or otherwise ceases to have authority to act on behalf of the firm as a registered or permitted individual, the sponsoring firm must submit a Form 33-109F1 to notify the securities regulatory authority of the date and reason for the termination or cessation. This initial submission on NRD must be made within 7 days of the termination date. Depending on the reason for the termination or cessation, the firm may also be required to answer additional questions in item 5 of the form. When required, a firm can provide this information in the initial submission on NRD or, if more time is needed, it can update the submission within 30 days of the termination date.

A registered or permitted individual can obtain a copy of their Form 33-109F1 from their former sponsoring firm. A new sponsoring firm must obtain from each registered or permitted individual who act on its behalf, a copy of the Form 33-109F1 most recently submitted in respect of the individual, if any.

Summary of written comments

We received some comments on the forms that we published on February 28, 2008. A summary of the comments and our responses is set out under *Responses to Comments Received on the NRD Forms* in Appendix A to the *Notice of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions*. The notice of Regulation 31-103 is also being published today and is available on the websites of CSA members, including

www.lautorite.qc.ca
 www.albertasecurities.com
 www.bsc.bc.ca
 www.gov.ns.ca/nssc
 www.nbsc-cvmb.ca
 www.osc.gov.on.ca
 www.sfsc.gov.sk.ca

Changes since last publication

Registration information generally

We have made changes to Form 33-109F4 and Form 33-109F6 to clarify the information required. We have also made housekeeping changes to the other registration forms and added some definitions.

Updating firm information in Form 33-109F6

Under subsection 6.2(2) of Regulation 33-109, for a period of up to 12 months after September 28, 2009, firms that were registered before that date will continue to notify securities regulatory authorities of changes to the information previously submitted to their principal regulator, in most cases within 7 days of the change.

However, under section 6.1 of Regulation 33-109, firms that were registered before September 28, 2009 must submit a completed Form 33-109F6 on or before September 30, 2010. This will establish a baseline of registration information for each firm and facilitate a firm's compliance process for notifying securities regulatory authorities of changes. After a firm submits its completed Form 33-109F6 it will be subject to the notice requirement set out in section 3.1 of Regulation 33-109. Appendix A of Policy Statement 33-109 summarizes the notice requirements under Regulation 33-109.

Submissions to principal regulator only

We added a provision under which firms that submit a notice under Regulation 33-109 outside of the NRD website may send it to their principal regulator only. Appendix B to Policy Statement 33-109 provides the contact information of the securities regulatory authorities for notices and applications that are not submitted through the NRD website. We also added Part 6 *Transition* to Regulation 33-109.

Transition

We published *CSA Staff Notice 31-311 Draft Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions - Transition into the New Registration Regime* on June 12, 2009 to provide details of the transition process and timelines. The notice is available on the websites of CSA members.

Transition for Reinstatements

As indicated above, after joining a new sponsoring firm an individual may reinstate their registration by submitting a Form 33-109F7 within 90 days of leaving the former sponsoring firm. However, an individual who left the former sponsoring firm before September 28, 2009 would reinstate their registration by submitting a Form 33-109F4 using the

Reactivation submission on NRD, instead of the Form 33-109F7, subject to the applicable conditions. Fees would be withdrawn on NRD for the Form 33-109F4, but where applicable they would be refunded for individuals who qualify for automatic reinstatement.

Background

Regulation 33-109, amendments to Regulation 31-102 and related materials were published for comment on February 20, 2007 and on February 29, 2008.

Questions

Please address your questions to any of the following CSA staff:

Sophie Jean
Conseillère en réglementation
Surintendance de la distribution
Autorité des marchés financiers
Tel: 514-395-0337, ext. 4786
Toll-free: 1-877-525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

David McKellar, CA
Director, Market Regulation
Alberta Securities Commission
Tel: 403-297-4281
david.mckellar@asc.ca

Laura Bliss
Senior Legal Counsel
Capital Markets Regulation
British Columbia Securities Commission
Tel: 604-899-6666
1-800-373-6393 (in B.C. and Alberta)
lbliss@bcsc.bc.ca

Donna Leitch
Assistant Manager
Registrant Regulation
Ontario Securities Commission
Tel: 416-593-8263
dleitch@osc.gov.on.ca

Dean Murrison
Deputy Director, Legal/Registration
Saskatchewan Financial Services Commission
Tel: 306-787-5879
dean.murrison@gov.sk.ca

REGULATION 33-109 RESPECTING REGISTRATION INFORMATION

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (2), (3), (4.1), (26), (27), (27.0.1), (27.0.2) and (34);
2009, c. 25)

PART 1 DEFINITIONS AND INTERPRETATION**1.1. Definitions**

In this Regulation:

“cessation date” means the first day on which an individual ceased to have authority to act as a registered individual on behalf of their sponsoring firm or ceased to be a permitted individual of their sponsoring firm, because of the end of, or a change in, the individual’s employment, partnership, or agency relationship with the firm;

“firm” means a person that is registered, or is seeking registration, as a dealer, adviser or investment fund manager;

“former sponsoring firm” means the registered firm for which an individual most recently acted as a registered individual or permitted individual;

“NRD submission number” means the unique number generated by NRD to identify each NRD submission;

“permitted individual” means an individual who is not a registered individual and who is

(a) a director, chief executive officer, chief financial officer, or chief operating officer of a firm, or who performs the functional equivalent of any of those positions, and

(b) an individual who has beneficial ownership of, or direct or indirect control or direction over, 10 percent or more of the voting securities of a firm;

“principal jurisdiction” means,

(a) for a firm whose head office is in Canada, the jurisdiction of Canada in which the firm’s head office is located,

(b) for an individual whose working office is in Canada, the jurisdiction of Canada in which the individual’s working office is located,

(c) for a firm whose head office is outside Canada, the jurisdiction of the firm’s principal regulator, as identified by the firm on its most recently submitted Form 33-109F5 or Form 33-109F6, and

(d) for an individual whose working office is outside Canada, the principal jurisdiction of the individual’s sponsoring firm;

“principal regulator” means, for a person, the securities regulatory authority or regulator of the person’s principal jurisdiction;

“registered firm” means a registered dealer, registered adviser or registered investment fund manager;

“registered individual” means an individual who is registered under securities legislation to do any of the following on behalf of a registered firm:

- (a) act as a dealer, underwriter or adviser;
- (b) act as a chief compliance officer;
- (c) act as an ultimate designated person;

“sponsoring firm” means,

- (a) for a registered individual, the registered firm on whose behalf the individual acts,
- (b) for an individual applying for registration, the firm on whose behalf the individual will act if the individual’s application is approved,
- (c) for a permitted individual of a registered firm, the registered firm, and
- (d) for a permitted individual of a firm that is applying for registration, the applicant firm.

1.2. Interpretation

Terms used in this Regulation and that are defined in Regulation 31-102 respecting National Registration Database have the same meanings as in Regulation 31-102 respecting National Registration Database.

PART 2 APPLICATION FOR REGISTRATION AND REVIEW OF PERMITTED INDIVIDUALS

2.1. Firm Registration

A firm that applies for registration as a dealer, adviser or investment fund manager must submit each of the following to the regulator:

- (a) a completed Form 33-109F6;
- (b) for each business location of the applicant in the local jurisdiction other than the applicant's head office, a completed Form 33-109F3 in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database.

2.2. Individual Registration

(1) Subject to subsection (2) and sections 2.4 and 2.6, an individual who applies for registration under securities legislation must submit a completed Form 33-109F4 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database.

(2) A permitted individual of a registered firm who applies to become a registered individual with the firm must submit a completed Form 33-109F2 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database.

2.3. Reinstatement

(1) An individual who applies for reinstatement of registration under securities legislation must submit a completed Form 33-109F4 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database, unless the individual submits a completed Form 33-109F7 in accordance with subsection (2).

(2) The registration of an individual suspended under section 6.1 [*If individual ceases to have authority to act for firm*] of Regulation 31-103 respecting Registration

Requirements and Exemptions is reinstated on the date the individual submits a completed Form 33-109F7 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database if all of the following apply:

- (a) the Form 33-109F7 is submitted on or before the 90th day after the cessation date;
- (b) the individual's employment, partnership or agency relationship with the former sponsoring firm did not end because the individual was asked by the firm to resign, or was dismissed, following an allegation against the individual of any of the following:
 - (i) criminal activity;
 - (ii) a breach of securities legislation;
 - (iii) a breach of a rule of an SRO;
- (c) after the cessation date there have been no changes to the information previously submitted in respect of any of the following items of the individual's Form 33-109F4:
 - (i) item 13 [*Regulatory disclosure*];
 - (ii) item 14 [*Criminal disclosure*];
 - (iii) item 15 [*Civil disclosure*];
 - (iv) item 16 [*Financial disclosure*];
- (d) the individual is seeking reinstatement with a sponsoring firm in the same category of registration in which the individual was registered on the cessation date;
- (e) the new sponsoring firm is registered in the same category of registration in which the individual's former sponsoring firm was registered.

2.4. Application to Change or Surrender Individual Registration Categories

A registered individual who applies for registration in an additional category, or to surrender a registration category, must make the application by submitting a completed Form 33-109F2 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database.

2.5. Permitted Individuals

(1) A permitted individual must submit a completed Form 33-109F4 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database, no more than 7 days after becoming a permitted individual, unless the individual submits a Form 33-109F7 in accordance with subsection (2).

(2) An individual who has ceased to be a permitted individual of a former sponsoring firm and becomes a permitted individual of a new sponsoring firm may submit a completed Form 33-109F7 to the regulator if all of the following apply:

- (a) the Form 33-109F7 is submitted in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database
 - (i) no more than 7 days after becoming a permitted individual of the new sponsoring firm, and
 - (ii) no more than 90 days after the cessation date;

(b) the individual holds the same permitted individual status with the new sponsoring firm that they held with the former sponsoring firm;

(c) the conditions described in paragraphs (b) and (c) of subsection 2.3(2) are met.

2.6. Commodity Futures Act Registrants

(1) In Manitoba and Ontario, despite subsection 2.1(b), if a firm applies for registration under section 2.1 and is registered under the *Commodity Futures Act*, the applicant is not required to submit a completed Form 33-109F3 under section 3.2 for any business location of the applicant that is recorded on NRD.

(2) In Manitoba and Ontario, despite subsection 2.2(1), if an individual applies for registration under securities legislation and is recorded on NRD with his or her sponsoring firm as registered under the *Commodity Futures Act*, the individual must make the application by submitting a completed Form 33-109F2 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database.

PART 3 CHANGES TO REGISTERED FIRM INFORMATION

3.1. Notice of Change to a Firm's Information

(1) Subject to subsections (3) or (4), a registered firm must notify the regulator of a change to any information previously submitted in Form 33-109F6 or under this subsection, as follows:

(a) for a change previously submitted in relation to part 3 of Form 33-109F6, within 30 days of the change;

(b) for a change previously submitted in relation to any other part of Form 33-109F6, within 7 days of the change.

(2) A notice of change referred to in subsection (1) must be made by submitting a completed Form 33-109F5.

(3) A notice of change is not required under subsection (1) if the change relates to any of the following:

(a) a business location other than the head office of the firm if the firm submits a completed Form 33-109F3 under section 3.2;

(b) a termination, or a change, of a registered firm's employment, partnership or agency relationship with an officer, partner or director of the registered firm if the firm submits a completed Form 33-109F1 under subsection 4.2(1);

(c) the addition of an officer, partner, or director to the registered firm if that individual submits either of the following:

(i) a completed Form 33-109F4 under subsection 2.2(1) or 2.5(1);

(ii) a completed Form 33-109F7 under subsection 2.3(2) or 2.5(2);

(d) the information in the supporting documents referred to in any of the following items of Form 33-109F6:

(i) item 3.3 [*Business documents*];

(ii) item 5.1 [*Calculation of excess working capital*];

- (iii) item 5.7 [*Directors' resolution for insurance*];
- (iv) item 5.13 [*Audited financial statements*];
- (v) item 5.14 [*Letter of direction to auditors*].

(4) A person that submitted a completed Schedule B [*Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service*] to Form 33-109F6 must notify the regulator of a change to the information previously submitted in item 3 [*Name of agent for service of process*] or item 4 [*Address for service of process on the agent for service*] of that schedule by submitting a completed Schedule B no more than 7 days after the change;

(5) Subsection (4) does not apply to a person after they have ceased to be registered for a period of 6 years or more.

(6) For the purpose of subsections (2) and (4), the person may give the notice by submitting it to the principal regulator.

3.2. Changes to Business Locations

A registered firm must notify the regulator of the opening of a business location, other than a new head office, or of a change to any information previously submitted in Form 33-109F3, by submitting a completed Form 33-109F3 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database, within 7 days of the opening of the business location or change.

PART 4 CHANGES TO REGISTERED INDIVIDUAL AND PERMITTED INDIVIDUAL INFORMATION

4.1. Notice of Change to an Individual's Information

(1) Subject to subsection (2), a registered individual or permitted individual must notify the regulator of a change to any information previously submitted in respect of the individual's Form 33-109F4 as follows:

(a) for a change of information previously submitted in items 4 [*Citizenship*] and 11 [*Previous employment*] of Form 33-109F4, within 30 days of the change;

(b) for a change of information previously submitted in any other items of Form 33-109F4, within 7 days of the change.

(2) A notice of change is not required under subsection (1) if the change relates to information previously submitted in item 3 [*Personal information*] of Form 33-109F4.

(3) A notice of change under subsection (1) must be made by submitting a completed Form 33-109F5 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database.

(4) Despite subsection (3), a notice of change referred to in subsection (1) must be made by submitting a completed Form 33-109F2 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database if the change relates to

(a) an individual's status as a permitted individual of the sponsoring firm, or

(b) a registered individual's status as an officer, partner, director or shareholder of the sponsoring firm.

4.2. Termination of Employment, Partnership or Agency Relationship

(1) A registered firm must notify the regulator of the end of, or a change in, a sponsored individual's employment, partnership, or agency relationship with the firm if the individual ceases to have authority to act on behalf of the firm as a registered individual or permitted individual by submitting a Form 33-109F1 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database with

(a) items 1 through 4 completed, and

(b) item 5 completed unless the reason for termination under item 4 was death or retirement of the individual or the completion or expiry of an employment or agency contract.

(2) A registered firm must submit to the regulator the information required under

(a) subsection (1)(a), within 7 days of the cessation date, and

(b) subsection (1)(b), within 30 days of the cessation date.

(3) A person must, within 7 days of a request from an individual for whom the person was the former sponsoring firm, provide to the individual a copy of the Form 33-109F1 that the person submitted under subsection (1) in respect of that individual.

(4) If a person completed and submitted the information in item 5 of a Form 33-109F1 in respect of an individual who made a request under subsection (3) and that information was not included in the initial copy provided to the individual, the person must provide to that individual a further copy of the completed Form 33-109F1, including the information in item 5, within the later of

(a) 7 days after the request by the individual under subsection (3), and

(b) 7 days after the submission pursuant to subsection (2)(b).

PART 5 DUE DILIGENCE AND RECORD-KEEPING

5.1. Sponsoring Firm Obligations

(1) A sponsoring firm must make reasonable efforts to ensure the truth and completeness of information that is submitted in accordance with this Regulation for any individual.

(2) A sponsoring firm must obtain from each individual who is registered to act on behalf of the firm, or who is a permitted individual of the firm, a copy of the Form 33-109F1 most recently submitted by the individual's former sponsoring firm in respect of that individual, if any, within 60 days of the firm becoming the individual's sponsoring firm.

(3) A sponsoring firm must retain all documents used by the firm to satisfy its obligation under subsection (1),

(a) in the case of a registered individual, for no less than 7 years after the individual ceases to be registered to act on behalf of the firm,

(b) in the case of an individual who applied for registration but whose registration was refused by the regulator, for no less than 7 years after the individual applied for registration, or

(c) in the case of a permitted individual, for no less than 7 years after the individual ceases to be a permitted individual with the firm.

(4) Without limiting subsection (3), if a registered individual, an individual applying for registration, or a permitted individual appoints an agent for service, the sponsoring firm must keep the original Appointment of Agent for Service executed by the individual for the period of time set out in paragraph (3)(b).

(5) A sponsoring firm that retains a document under subsection (3) or (4) for an NRD submission must record the NRD submission number on the first page of the document.

PART 6 TRANSITION

6.1. All Registered Firms to File Form 33-109F6 – September 30, 2010

A registered firm that was registered before this Regulation came into force must submit a completed Form 33-109F6 to the regulator on or before September 30, 2010.

6.2. Notice of Change for Firms Registered before September 28, 2009

(1) In this section, “Form 3” means the form that a firm submitted before this Regulation came into force to apply for registration as a dealer, adviser or underwriter in the jurisdiction that, at the time the application was made, would have been the firm’s principal jurisdiction under this Regulation.

(2) Subject to subsection (5), a registered firm that was registered in a jurisdiction of Canada before this Regulation came into force and that has not submitted a completed Form 33-109F6 to the regulator, must notify the regulator of a change to any information previously submitted

(a) in a notice of agent and address for service, by submitting to the regulator a completed Schedule B to Form 33-109F6, no more than 7 days after the change;

(b) in Form 3 or in any notice of change to information in that form submitted to the regulator, as follows:

(i) for a change of information equivalent to the information referred to in part 3 of Form 33-109F6, within 30 days of the change;

(ii) for a change of information equivalent to the information referred to in any other part of Form 33-109F6, within 7 days of the change.

(3) A registered firm referred to in subsection (2) must notify the regulator of a change in its auditor or financial year-end within 7 days of the change.

(4) For the purpose of subsections (2) and (3) the firm may give the notice by submitting it to the principal regulator.

(5) A notice of change is not required under subsection (2) if the change relates to any of the following:

(a) the addition of an officer, partner, or director to the registered firm if that individual

(i) submits a completed Form 33-109F4 under subsection 2.2(1) or 2.5(1), or

(ii) submits a completed Form 33-109F7 under subsection 2.3(2) or 2.5(2);

(b) a termination, or a change, of a registered firm’s employment, partnership or agency relationship with an officer, partner or director of the registered firm if the firm submits a completed Form 33-109F1 under subsection 4.2(1);

(c) a business location other than the head office of the firm if the firm submits a completed Form 33-109F3 under section 3.2;

(d) information equivalent to the information referred to in section 3.1(3)(d).

6.3. National Registration Database Transition Period

(1) In this section, “NRD access date” means the first day following September 25, 2009 that an NRD filer has access to NRD to make NRD submissions.

(2) A notice submitted by an NRD filer before September 25, 2009, and not accepted or denied by the regulator by that date must be resubmitted, as if the time required for the submission had fallen within the period commencing on September 25, 2009 and ending on the day before the NRD access date, in accordance with subsections (3), (4) and (6) as applicable.

(3) Except in the case of a notice referred to in subsection (4), if the time required for making either of the following submissions falls within the period commencing on September 25, 2009 and ending on the day before the NRD access date, the time for making the submission is extended to the 45th day following the NRD access date:

(a) a notice that is required to be submitted in NRD format;

(b) a Form 33-109F4 that is required to be submitted under subsection 2.5(1).

(4) If the time required for making either of the following submissions falls within the period commencing on September 25, 2009 and ending on the day before the NRD access date, the submission must be made other than through the NRD website:

(a) a notice of change referred to in subsection 4.1(1) from a registered individual, if the change relates to previously submitted information about any of the following items of the individual’s Form 33-109F4:

(i) item 14 [*Criminal disclosure*];

(ii) item 15 [*Civil disclosure*];

(iii) item 16 [*Financial disclosure*];

(b) a notice of termination referred to in subsection 4.2(1) from a former sponsoring firm, within the time required under subsection 4.2(2), if the individual’s employment, partnership or agency relationship with the firm ended because the individual resigned or was dismissed for cause.

(5) From September 28, 2009 to the day before the NRD access date, an individual may submit any of the following to the regulator other than through the NRD website:

(a) Form 33-109F7;

(b) Form 33-109F2;

(c) Form 33-109F4 other than under subsection 2.5(1).

(6) If an NRD filer makes a submission other than through the NRD website under subsection (4) or (5), the NRD filer must resubmit the information in NRD format to the regulator as follows:

(a) for a Form 33-109F7 submitted under paragraph (5)(a),

(i) if the cessation date was on or after September 28, 2009, by submitting a completed Form 33-109F7 no later than 30 days after the NRD access date;

(ii) if the cessation date was before September 28, 2009, by submitting a completed Form 33-109F4 no later than 30 days after the NRD access date;

(b) for any other submission, no later than 30 days after the NRD access date.

6.4. Transition – Reinstatement under Subsections 2.3(2) and 2.5(2)

(1) Despite subsection 2.3(2), from the NRD access date to December 28, 2009 an individual who seeks reinstatement of registration under subsection 2.3(2) must submit a completed Form 33-109F4 to the regulator in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database, if the cessation date occurred before September 28, 2009.

(2) For greater certainty, the registration of an individual who makes a submission under subsection (1) is reinstated in accordance with subsection 2.3(2) only if all of the conditions in paragraphs (a) through (e) of subsection 2.3(2) are met.

(3) Subsection 2.5(2) does not apply to a permitted individual whose cessation date occurred before September 28, 2009.

PART 7 EXEMPTION

7.1. Exemption

(1) The regulator or the securities regulatory authority may grant an exemption from this Regulation, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.

(2) Despite subsection (1), in Ontario, only the regulator may grant such an exemption.

(3) Except in Ontario, an exemption referred to in subsection (1) is granted under the statute referred to in Appendix B of Regulation 14-101 respecting Definitions, opposite the name of the local jurisdiction.

PART 8 REPEAL AND EFFECTIVE DATE

8.1. Repeal

Regulation 33-109 respecting Registration Information, which came into force on February 14, 2003, is repealed.

8.2. Effective Date

This Regulation comes into force on the day Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions comes into force.

FORM 33-109F1
NOTICE OF TERMINATION OF REGISTERED INDIVIDUALS
AND PERMITTED INDIVIDUALS
(section 4.2)

GENERAL INSTRUCTIONS

Complete and submit this form to notify the relevant regulator(s) or, in Québec, the securities regulatory authority, or self-regulatory organization (SRO) that a registered individual or permitted person has left their sponsoring firm.

Terms

In this form, “cessation date” (or “effective date of termination”) means the first day on which an individual ceased to have authority to act as a registered individual on behalf of their sponsoring firm or ceased to be a permitted individual of their sponsoring firm, because of the end of, or a change in, the individual’s employment, partnership, or agency relationship with the firm;

How to submit the form

Submit this form at the National Registration Database (NRD) website in NRD format at www.nrd.ca.

If you are relying on the temporary hardship exemption in section 5.1 of National Instrument 31-102 [*National Registration Database*], you may submit this form in a format other than NRD format.

When to submit the form

You must submit the responses to Item 1, Item 2, Item 3 and Item 4 within five business days of the effective date of termination.

If you are required to complete Item 5, you must submit those responses within 30 days of the termination date. If you are submitting the responses to Item 5, in NRD format, after Items 1 to 4 have been submitted at NRD, use the NRD submission type called “Update/Correct Termination Information” to complete Item 5 of this form.

Item 1 Terminating firm

1. Name _____
2. NRD number _____

Item 2 Terminated individual

1. Name _____
2. NRD number _____

Item 3 Business location of the terminated individual

1. Address _____
2. NRD number _____

Item 4 Date and reason for termination

1. Cessation date / Effective date of termination _____
(YYYY/MM/DD)

This is the first day that the individual ceased to have authority to act in a registerable capacity on behalf of the firm or ceased to be a permitted individual.

2. Reason for termination / cessation (check one):

- Resigned - voluntary
- Resigned - at the firm's request
- Dismissed in good standing
- Dismissed for cause
- Completed temporary employment contract
- Retired
- Deceased
- Other

Item 5 Details about the termination

Complete Item 5 only if the individual resigned, was dismissed (whether or not for cause), or if the reason for termination under Item 4.2 was "Other". In the space below:

- state the reason(s) for the resignation, dismissal or "Other" reason for termination and
- provide details if the answer to any of the following questions is "Yes".

[For NRD Format only:]

- This information will be disclosed within 30 days of the effective date of termination
- Not applicable: completed temporary employment contract, retired or deceased

Answer the following questions to the best of the firm's knowledge.

In the past 12 months:

- | | Yes | No |
|---|--------------------------|--------------------------|
| 1. Was the individual charged with any criminal offence | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. Was the individual the subject of any investigation by any securities or financial industry regulator? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 3. Was the individual subject to any significant internal disciplinary measures at the firm or at any affiliate of the firm related to the individual's activity as a registrant? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 4. Were there any written complaints, civil claims and/or arbitration notices filed against the individual or against the firm about the individual's | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

securities-related activities that occurred while the individual was registered or a permitted individual authorized to act on behalf of the firm?

5. Does the individual have any undischarged financial obligations to clients of the firm?
6. Has the firm or any affiliate of the firm suffered significant monetary loss or harm to its reputation as a result of the individual's actions?
7. Did the firm or any affiliate of the firm investigate the individual relating to possible material violations of fiduciary duties, regulatory requirements or the compliance policies and procedures of the firm or any affiliate of the firm? Examples include making unsuitable trades or investment recommendations, stealing or borrowing client money or securities, hiding losses from clients, forging client signatures, money laundering, deliberately making false representations and engaging in undisclosed outside business activity.
8. Did the individual repeatedly fail to follow compliance policies and procedures of the firm or any affiliate of the firm?
9. Did the individual engage in discretionary management of client accounts or otherwise engage in registerable activity without appropriate registration or without the firm's authorization?

Reasons/Details: _____

Item 6 Notice of collection and use of personal information

The personal information required under this form is collected on behalf of, and used by, the securities regulatory authorities in the jurisdictions set out in Schedule A to administer and enforce certain provisions of their securities legislation or derivatives legislation or both.

The personal information required under this form is also collected by and used by the SROs set out in Schedule A to administer and enforce their respective by-laws, regulations, rules, rulings and policies.

By submitting this form, the individual consents to the collection by the securities regulatory authorities or applicable SRO of this personal information, and any police records, records from other government or non-governmental regulators or SROs, credit records and employment records about the individual that the securities regulatory authorities or applicable SRO may need to complete their review of the information submitted in this form relating to the individual's continued fitness for registration or approval, if applicable, in accordance with the legal authority of the securities regulatory authorities while the individual is registered with or approved by it as the case may be. Securities regulatory authorities or SROs may contact government and private bodies or agencies, individuals, corporations and other organizations for information about the individual.

If you have any questions about the collection and use of this information, contact the securities regulatory authorities or applicable SRO in any jurisdiction in which the required information is submitted. See Schedule A for details. In Québec, you can also contact the Commission d'accès à l'information at 1-888-528-7741 or visit its website at www.cai.gouv.qc.ca.

Item 7 Warning

It is an offence under securities legislation and/or derivatives legislation, including commodity futures legislation to give false or misleading information on this form.

Item 8 Certification**Certification-NRD format:**

I am making this submission as agent for the firm. By checking this box, I certify that the firm provided me with all of the information on this form.

Certification-Format other than NRD format:

By signing below I certify to the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, in each jurisdiction where I am submitting this form for the firm, either directly or through the principal regulator, that:

- I have read this form and understand the questions, and
- all of the information provided on this form is true and complete.

Name of firm

Name of authorized signing officer or partner

Title of authorized signing officer or partner

Signature of authorized signing officer or partner

Date signed (YYYY/MM/DD)

SCHEDULE A**Contact information for Notice of collection and use of personal information****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 - 5th Avenue SW
Calgary, AB T2P 3C4
Attention: Information Officer
Telephone: (403) 355-4151

British Columbia

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver, BC V7Y 1L2
Attention: Freedom of Information Officer
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393 (in BC)

Manitoba

The Manitoba Securities Commission
500 - 400 St. Mary Avenue
Winnipeg, MB R3C 4K5
Attention: Director of Registrations
Telephone (204) 945-2548
Fax (204) 945-0330

New Brunswick

New Brunswick Securities Commission
Suite 300, 85 Charlotte Street
Saint John, NB E2L 2J2
Attention: Director, Regulatory Affairs
Telephone: (506) 658-3060

Newfoundland and Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's, NL A1B 4J6
Attention: Manager of Registrations
Tel: (709) 729-5661

Nova Scotia

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax, NS B3J 2P8
Attention: Deputy Director, Capital
Markets
Telephone: (902) 424-7768

Nunavut

Legal Registries Division
Department of Justice
Government of Nunavut
P.O. Box 1000 Station 570
Iqaluit, NU X0A 0H0
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (867) 975-6590

Ontario

Ontario Securities Commission
Suite 1903, Box 55
20 Queen Street West
Toronto, ON M5H 3S8
Attention: FOI Coordinator
Telephone: (416) 593-8314

Prince Edward Island

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and
Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown, PE C1A 7N8
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (902) 368-6288

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Attention: Responsable de l'accès à
l'information
Telephone: (514) 395-0337 or
(877) 525-0337 (in Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina, SK S4P 4H2
Attention: Director
Telephone: (306) 787-5842

Yukon

Yukon Securities Office
Department of Community Services
P.O. Box 2703 C-6
Whitehorse, YT Y1A 2C6
Attention: Superintendent of Securities
Telephone: (867) 667-5225

Northwest Territories

Government of the Northwest Territories
P.O. Box 1320
Yellowknife, NWT X1A 2L9
Attention: Deputy Superintendent of
Securities
Telephone: (867) 920-8984

Self-regulatory organization

Investment Industry Regulatory Organization
of Canada
121 King Street West, Suite 1600
Toronto, Ontario M5H 3T9
Attention: Privacy Officer
Telephone: (416) 364-6133
E-mail: PrivacyOfficer@iiroc.ca

FORM 33-109F2
CHANGE OR SURRENDER OF INDIVIDUAL CATEGORIES
(section 4.2 or 2.2(2) or 2.5(2))

GENERAL INSTRUCTIONS

Complete and submit this form to notify the relevant regulator(s) or, in Québec, the securities regulatory authority, or self-regulatory organization (SRO) that a registered individual or permitted individual seeks to add and/or remove individual registration categories or permitted activities.

Terms

In this form, “you”, “your” and “individual” mean the registered individual or permitted individual who is seeking to add and/or remove registration categories or permitted activities.

How to submit this form

Submit this form at the National Registration Database (NRD) website in NRD format at www.nrd.ca.

If you are relying on the temporary hardship exemption in section 5.1 of National Instrument 31-102, you may submit this form in a format other than NRD format.

Item 1 Individual

Name of individual _____

NRD number of individual _____

Item 2 Registration jurisdictions

1. Are you filing this form under the passport system / interface for registration?

Only choose “no” if you are registered in:

(a) only one jurisdiction of Canada, or

(b) more than one jurisdiction of Canada and you are requesting a change or surrender:

(i) in a non-principal jurisdiction or jurisdictions, but not in your principal jurisdiction.

Yes No

2. Check each jurisdiction where you are seeking the change or surrender of individual categories of registration.

Alberta

British Columbia

Manitoba

New Brunswick

Newfoundland and Labrador

- Northwest Territories
- Nova Scotia
- Nunavut
- Ontario
- Prince Edward Island
- Québec
- Saskatchewan
- Yukon

Item 3 Removing categories

What categories are you seeking to remove?

Item 4 Adding categories

1. What categories are you seeking to add?

2. If you are seeking registration as a representative of a mutual fund dealer or of a scholarship plan dealer in Québec, are you covered by your sponsoring firm's professional liability insurance?

Yes No

If "No", state:

The name of your insurer _____

Your policy number _____

Item 5 Reason for surrender

If you are seeking to remove a category or permitted activity, state the reason for the surrender in the local jurisdiction.

Item 6 Notice of collection and use of personal information

The personal information required under this form is collected on behalf of, and used by, the securities regulatory authorities in the jurisdictions set out in Schedule A to administer and enforce certain provisions of their securities legislation or derivatives legislation or both.

The personal information required under this form is also collected by and used by the SROs set out in Schedule A to administer and enforce their respective by-laws, regulations, rules, rulings and policies.

By submitting this form, the individual consents to the collection by the securities regulatory authorities or applicable SRO of this personal information, and any police records, records from other government or non-governmental regulators or SROs, credit records and employment records about the individual that the securities regulatory authorities or applicable SRO may need to complete their review of the information submitted in this form relating to the individual's continued fitness for registration or approval, if applicable, in accordance with the legal authority of the securities regulatory authorities while the individual is registered with or approved by it. Securities regulatory authorities or SROs may contact government and private bodies or agencies, individuals, corporations and other organizations for information about the individual.

If you have any questions about the collection and use of this information, contact the securities regulatory authorities or applicable SRO in any jurisdiction in which the required information is submitted. See Schedule A for details. In Québec, you can also contact the Commission d'accès à l'information at 1-888-528-7741 or visit its website at www.cai.gouv.qc.ca.

Item 7 Warning

It is an offence under securities legislation and/or derivatives legislation, including commodity futures legislation to give false or misleading information on this form.

Item 8 Certification

Certification-NRD format:

I confirm I have discussed the questions in this form with an officer, branch manager or supervisor of my sponsoring firm. To the best of my knowledge and belief, the officer, branch manager or supervisor was satisfied that I fully understood the questions. I will limit my activities to those permitted by my category of registration.

I am making this submission as agent for the individual identified in this form. By checking this box, I certify that the individual provided me with all of the information on this form.

Certification-Format other than NRD format:

By signing below:

1. I certify to the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, in each jurisdiction where I am submitting this form, either directly or through the principal regulator, that:

- I have read this form and understand the questions, and
- all of the information provided on this form is true, and complete.

2. I confirm I have discussed the questions in this form with an officer, branch manager or supervisor of my sponsoring firm. To the best of my knowledge and belief, the officer, branch manager or supervisor was satisfied that I fully understood the questions. I will limit my activities to those permitted by my category of registration.

Signature of individual

Date signed (YYYY/MM/DD)

By signing below, I certify to the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, in each jurisdiction where I am submitting this form for the individual, either directly or through the principal regulator, that:

1. the individual identified in this form will be engaged by the firm as a registered individual, or a non registered individual, and
2. I have, or a branch manager or supervisor or another officer or partner has, discussed the questions set out in this form with the individual. To the best of my knowledge and belief, the individual fully understands the questions.

Name of firm

Name of authorized signing officer or partner

Title of authorized signing officer or partner

Signature of authorized signing officer or partner

Date signed (YYYY/MM/DD)

SCHEDULE A**Contact information for Notice of collection and use of personal information****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 - 5th Avenue SW
Calgary, AB T2P 3C4
Attention: Information Officer
Telephone: (403) 355-4151

British Columbia

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver, BC V7Y 1L2
Attention: Freedom of Information Officer
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393 (in BC)

Manitoba

The Manitoba Securities Commission
500 - 400 St. Mary Avenue
Winnipeg, MB R3C 4K5
Attention: Director of Registrations
Telephone (204) 945-2548
Fax (204) 945-0330

New Brunswick

New Brunswick Securities Commission
Suite 300, 85 Charlotte Street
Saint John, NB E2L 2J2
Attention: Director, Regulatory Affairs
Telephone: (506) 658-3060

Newfoundland and Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's, NL A1B 4J6
Attention: Manager of Registrations
Tel: (709) 729-5661

Nova Scotia

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax, NS B3J 2P8
Attention: Deputy Director, Capital
Markets
Telephone: (902) 424-7768

Nunavut

Legal Registries Division
Department of Justice
Government of Nunavut
P.O. Box 1000 Station 570
Iqaluit, NU X0A 0H0
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (867) 975-6590

Ontario

Ontario Securities Commission
Suite 1903, Box 55
20 Queen Street West
Toronto, ON M5H 3S8
Attention: FOI Coordinator
Telephone: (416) 593-8314

Prince Edward Island

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and
Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown, PE C1A 7N8
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (902) 368-6288

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Attention: Responsable de l'accès à
l'information
Telephone: (514) 395-0337 or
(877) 525-0337 (in Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina, SK S4P 4H2
Attention: Director
Telephone: (306) 787-5842

Yukon

Yukon Securities Office
Department of Community Services
P.O. Box 2703 C-6
Whitehorse, YT Y1A 2C6
Attention: Superintendent of Securities
Telephone: (867) 667-5225

Northwest Territories

Government of the Northwest Territories
P.O. Box 1320
Yellowknife, NWT X1A 2L9
Attention: Deputy Superintendent of
Securities
Telephone: (867) 920-8984

Self-regulatory organization

Investment Industry Regulatory Organization
of Canada
121 King Street West, Suite 1600
Toronto, Ontario M5H 3T9
Attention: Privacy Officer
Telephone: (416) 364-6133
E-mail: PrivacyOfficer@iiroc.ca

**FORM 33-109F3
BUSINESS LOCATIONS OTHER THAN HEAD OFFICE
(section 3.2J)**

GENERAL INSTRUCTIONS

Complete and submit this form to notify the relevant regulator(s) or, in Québec, the securities regulatory authority, or self-regulatory organization (SRO) that a business location has opened or closed, or information about a business location has changed.

Check one of the following and complete the entire form:

- Opening this business location
- Closing this business location
- Change to the information previously submitted about this business location. Clearly specify the information that has changed.

How to submit this form

Submit this form at the National Registration Database (NRD) website in NRD format at www.nrd.ca.

If you are relying on the temporary hardship exemption in section 5.1 of National Instrument 31-102, you may complete and submit this form in a format other than NRD format.

Item 1 Type of business location

- Branch or Business Location
- Sub-branch

Item 2 Supervisor or branch manager

Name of designated supervisor or branch manager _____

NRD number of the designated supervisor or branch manager _____

Item 3 Business location information

Business address _____

Mailing address (if different from business address) _____

Telephone number () _____

Fax number () _____

Item 4 Notice of collection and use of personal information

The personal information required under this form is collected on behalf of, and used by, the securities regulatory authorities in the jurisdictions set out in Schedule A to administer and enforce certain provisions of their securities legislation or derivatives legislation or both.

The personal information required under this form is also collected by and used by the SROs set out in Schedule A to administer and enforce their respective by-laws, regulations, rules, rulings and policies.

By submitting this form, the individual consents to the collection by the securities regulatory authorities or applicable SRO of this personal information, and any police records, records from other government or non-governmental regulators or SROs, credit records and employment records about the individual that the securities regulatory authorities or applicable SRO may need to complete their review of the information submitted in this form relating to the individual's continued fitness for registration or approval, if applicable, in accordance with the legal authority of the securities regulatory authorities while the individual is registered with or approved by it. Securities regulatory authorities or SROs may contact government and private bodies or agencies, individuals, corporations and other organizations for information about the individual.

If you have any questions about the collection and use of this information, contact the securities regulatory authorities or applicable SRO in any jurisdiction in which the required information is submitted. See Schedule A for details. In Québec, you can also contact the Commission d'accès à l'information at 1-888-528-7741 or visit its website at www.cai.gouv.qc.ca.

Item 5 Warning

It is an offence under securities legislation and/or derivatives legislation, including commodity futures legislation to give false or misleading information on this form.

Item 6 Certification

Certification-NRD format:

I am making this submission as agent for the firm. By checking this box, I certify that the firm provided me with all of the information on this form.

Certification-Format other than NRD format:

By signing below, I certify to the securities regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, in each jurisdiction where I am submitting this form for the firm, either directly or through the principal regulator, that:

- I have read this form and understand the questions, and
- all of the information provided on this form is true, and complete.

Name of firm

Name of authorized signing officer or partner

Title of authorized signing officer or partner

Signature of authorized signing officer or partner

Date signed (YYYY/MM/DD)

SCHEDULE A**Contact information for Notice of collection and use of personal information****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 - 5th Avenue SW
Calgary, AB T2P 3C4
Attention: Information Officer
Telephone: (403) 355-4151

British Columbia

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver, BC V7Y 1L2
Attention: Freedom of Information Officer
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393 (in BC)

Manitoba

The Manitoba Securities Commission
500 - 400 St. Mary Avenue
Winnipeg, MB R3C 4K5
Attention: Director of Registrations
Telephone (204) 945-2548
Fax (204) 945-0330

New Brunswick

New Brunswick Securities Commission
Suite 300, 85 Charlotte Street
Saint John, NB E2L 2J2
Attention: Director, Regulatory Affairs
Telephone: (506) 658-3060

Newfoundland and Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's, NL A1B 4J6
Attention: Manager of Registrations
Tel: (709) 729-5661

Nova Scotia

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax, NS B3J 2P8
Attention: Deputy Director, Capital
Markets
Telephone: (902) 424-7768

Nunavut

Legal Registries Division
Department of Justice
Government of Nunavut
P.O. Box 1000 Station 570
Iqaluit, NU X0A 0H0
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (867) 975-6590

Ontario

Ontario Securities Commission
Suite 1903, Box 55
20 Queen Street West
Toronto, ON M5H 3S8
Attention: FOI Coordinator
Telephone: (416) 593-8314

Prince Edward Island

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and
Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown, PE C1A 7N8
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (902) 368-6288

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Attention: Responsable de l'accès à
l'information
Telephone: (514) 395-0337 or
(877) 525-0337 (in Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina, SK S4P 4H2
Attention: Director
Telephone: (306) 787-5842

Yukon

Yukon Securities Office
Department of Community Services
P.O. Box 2703 C-6
Whitehorse, YT Y1A 2C6
Attention: Superintendent of Securities
Telephone: (867) 667-5225

Northwest Territories

Government of the Northwest Territories
P.O. Box 1320
Yellowknife, NWT X1A 2L9
Attention: Deputy Superintendent of
Securities
Telephone: (867) 920-8984

Self-regulatory organization

Investment Industry Regulatory Organization
of Canada
121 King Street West, Suite 1600
Toronto, Ontario M5H 3T9
Attention: Privacy Officer
Telephone: (416) 364-6133
E-mail: PrivacyOfficer@iiroc.ca

FORM 33-109F4
REGISTRATION OF INDIVIDUALS AND REVIEW OF PERMITTED
INDIVIDUALS
(section 2.2)

GENERAL INSTRUCTIONS

Complete and submit this form to the relevant regulator(s) or in Québec, the securities regulatory authority, or self-regulatory organization (SRO) if an individual is seeking registration in individual categories or is seeking to be reviewed as a permitted individual. You only need to complete and submit one of this form regardless of the number of categories you are seeking to be registered in.

Terms

In this form, “you”, “your” and “individual” mean the individual who is seeking registration or the individual who is filing this form as a permitted individual under securities legislation or derivatives legislation or both.

“Sponsoring firm” means the registered firm where you will carry out your duties as a registered or permitted individual.

“Derivatives” means financial instruments, such as futures contracts (including exchange traded contracts), futures options and swaps whose market price, value or payment obligations are derived from, or based on, one or more underlying interests. Derivatives can be in the form of instruments, agreements or securities.

“Major shareholder” and “shareholder” mean a shareholder who, in total, directly or indirectly owns voting securities carrying 10 per cent or more of the votes carried by all outstanding voting securities.

“Approved person” means, in respect of a member of the IIROC (Member), an individual who is a partner, director, officer, employee or agent of a Member who is approved by the IIROC or another Canadian SRO to perform any function required under any IIROC or another Canadian SRO By-law, Regulation, or Policy.

Several terms used in this form are defined in the securities legislation of your province or territory. Please refer to those definitions.

How to submit this form

NRD format

Submit this form at the National Registration Database (NRD) website in NRD format at www.nrd.ca. You are only required to submit one form regardless of the number of registration categories you are seeking. If you have any questions, contact the compliance, registration or legal department of the sponsoring firm or a legal adviser, or visit the NRD information website at www.nrd-info.ca.

Format, other than NRD format

If you are relying on the temporary hardship exemption in section 5.1 of National Instrument 31-102 *National Registration Database*, you may submit this form in a format other than NRD format.

If you need more space, use a separate sheet of paper. Clearly identify the Item and question number. Complete and sign the form, and send it to the relevant regulator(s) or, in Québec, the securities regulatory authority, SRO (s) or similar authority. The number of

originally signed copies of the form you are required to submit depends on the province or territory, and on the regulator, the securities regulatory authority or SRO.

To avoid delays in processing this form, be sure to answer all of the questions that apply to you. If you have questions, contact the compliance, registration or legal department of the sponsoring firm or a legal adviser, or visit the National Registration Database information website at www.nrd-info.ca.

Item 1 Name

1. Legal name

 Last name First name Second name (N/A) Third name (N/A)

NRD number (if applicable) _____

2. Other personal names

Are you currently, or have you ever been, known by any names other than your full legal name above, for example, nicknames or names due to marriage?

Yes No

If "yes", complete Schedule A.

3. Use of other names

Are you currently, or have you ever used, operated under, or carried on business under any name other than the name(s) mentioned above, for example, trade names for sole proprietorships or team names?

Yes No

If "yes", complete Schedule A.

Item 2 Residential address

Provide all of your residential addresses, including any foreign residential addresses, for the past 10 years.

1. Current and previous residential addresses

 (number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

 Telephone number _____

Lived at this address since (YYYY/MM) _____

If you have lived at this address for less than 10 years, complete Schedule B.

2. Mailing address

Check here if your mailing address is the same as your current residential address provided above. Otherwise, complete the following:

_____ (number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

Item 3 Personal information

1. Date of birth _____
(YYYY/MM/DD)
2. Place of birth _____
(city, province, territory or state, country)
3. Gender Female Male
4. Eye colour _____
5. Hair colour _____
6. Height _____ in. or _____ cm
7. Weight _____ lbs. or _____ kg

Item 4 Citizenship

1. Citizenship information
What is your country of citizenship?
 Canada
 Other, specify: _____
2. If you are a citizen of a country other than Canada, complete the following for that citizenship.
 Check here if you do not have a valid passport. Otherwise, provide:
Passport number: _____
Date of issue: _____
(YYYY/MM/DD)
Place of issue: _____
(city, province, territory or state, country)

Item 5 Registration jurisdictions

1. Are you filing this form under the passport system / interface for registration?
Only choose "no" if:
 - (a) you are seeking registration only in your principal jurisdiction,
 - (b) you are seeking review as a permitted individual only in your principal jurisdiction
 and you are not currently registered under securities legislation in any jurisdiction of Canada,

Yes No

2. Check each jurisdiction where you are seeking registration or review as a permitted individual:

- All jurisdictions
- Alberta
- British Columbia
- Manitoba
- New Brunswick
- Newfoundland and Labrador
- Northwest Territories
- Nova Scotia
- Nunavut
- Ontario
- Prince Edward Island
- Québec
- Saskatchewan
- Yukon

Item 6 Individual categories

1. On Schedule C, check each category for which you are seeking registration as an individual or review as a permitted individual. If you are seeking review as a permitted individual, check each category that describes your position with your sponsoring firm.

2. If you are seeking registration as a representative of a mutual fund dealer or of a scholarship plan dealer in Québec, are you covered by your sponsoring firm's professional liability insurance?

Yes No

If "No", state:

The name of your insurer _____

Your policy number _____

Item 7 Address and agent for service**1. Address for service**

You must have one address for service in each province or territory where you are submitting this form. A residential address or a business address is acceptable. A post office box is not acceptable. Complete Schedule D for each additional address for service you are providing.

Address for service: _____
(number, street, city, province or territory, postal code)

Telephone number _____

Fax number, if applicable _____

E-mail address, if available _____

2. Agent for service

If you have appointed an agent for service, provide the following information for the agent in each province or territory where you have an agent for service. The address of your agent for service must be the same as the address for service above. If your agent for service is not an individual, provide the name of your contact person.

Name of agent for service: _____

Contact person: _____
Last name, First name

Item 8 Proficiency**1. Course or examination information and other education**

Complete Schedule E to indicate each course and examination that is required for registration or approval and that you have successfully completed or have been exempted from.

Check here if you are not required under securities legislation or derivatives legislation or both, or the rules of an SRO to satisfy any course or examination requirements.

2. Student numbers

If you have a student number for a course that you successfully completed with one of the following organizations, provide it below:

CSI Global Education (formerly Canadian Securities Institute): _____

IFSE Institute (formerly IFIC): _____

Institute of Canadian Bankers (ICB): _____

CFA Institute (formerly AIMR): _____

Advocis (formerly CAIFA): _____

3. Exemption refusal

Has any securities regulator, derivatives regulator or SRO refused to grant you an exemption from a course, examination or experience requirement?

Yes No

If "Yes", complete Schedule F.

Item 9 Location of employment

1. Provide the following information for your new sponsoring firm. If you will be working out of more than one location, provide the following information for the location out of which you will be doing most of your business.

NRD location number: _____

Unique Identification Number (optional) : _____

Business address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

Telephone number: (____) _____ Fax number: (____) _____

2. If the firm has a foreign head office, and/or you are not a resident of Canada, provide the address for the location in which you will be conducting business.

Business address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

Telephone number: (____) _____ Fax number: (____) _____

[The following under #3 "Type of location", #4 and #5 is for a Format other than NRD format only]

3. Type of location - for Format other than NRD format only:

Head office Branch or Business Location Sub-branch

4. Name of branch manager: _____

5. Check here if the mailing address of the location is the same as the business address provided above. Otherwise, complete the following:

Mailing address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

Item 10 Current employment, other business activities, officer positions held and directorships

Complete a separate Schedule G for each of your current business and employment activities, including employment and business activities with your sponsoring firm and any employment and business activities outside your sponsoring firm. Also include all business related officer or director positions and any other equivalent positions held, whether you receive compensation or not.

Item 11 Previous employment and other activities

On Schedule H, complete your employment and other activities history for the past 10-years.

Item 12 Resignations and terminations

Have you ever resigned, been terminated or been dismissed for cause by an employer from a position following allegations that you:

1. Violated any statutes, regulations, rules or standards of conduct?

Yes No

If "Yes", complete Schedule I Item 12.1.

2. Failed to appropriately supervise compliance with any statutes, regulations, rules or standards of conduct?

Yes No

If "Yes", complete Schedule I Item 12.2.

3. Committed fraud or the wrongful taking of property, including theft?

Yes No

If "Yes", complete Schedule I Item 12.3.

Item 13 Regulatory disclosure**1. Securities and derivatives regulation**

a) Other than a registration or permitted individual status that has been recorded under this NRD number, are you now, or have you ever been, registered or licensed with any securities regulator or derivatives regulator or both in any province, territory, state or country to trade in or advise on securities or derivatives or both?

Yes No

If "Yes", complete Schedule J, Item 13.1(a).

b) Have you ever been refused registration or a licence to trade in or advise on securities or derivatives or both in any province, territory state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule J, Item 13.1(b).

c) Have you ever been denied the benefit of any exemption from registration provided in any securities or derivatives or both legislation or rules in any province, territory, state or country, other than what was disclosed in Item 8(3) of this form?

Yes No

If "Yes", complete Schedule J, Item 13.1(c).

d) Are you now, or have you ever been subject to any disciplinary proceedings or any order resulting from disciplinary proceedings under any securities legislation or derivatives legislation or both in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule J, Item 13.1(d).

2. SRO regulation

a) Other than an approval that has been recorded under this NRD number, are you now, or have you ever been, an approved person of an SRO or similar organization in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule J, Item 13.2(a).

b) Have you ever been refused approved person status by an SRO or similar organization in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule J, Item 13.2(b).

c) Are you now, or have you ever been, subject to any disciplinary proceedings conducted by any SRO or similar organization in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule J, Item 13.2(c).

3. Non-securities regulation

a) Are you now, or have you ever been, registered or licensed under any legislation which requires registration or licensing to deal with the public in any capacity other than to trade in or advise on securities or derivatives or both in any province, territory, state or country (e.g. insurance, real estate, accountant, lawyer, teacher)?

Yes No

If "Yes", complete Schedule J, Item 13.3(a).

b) Have you ever been refused registration or a licence under any legislation relating to your professional activities unrelated to securities or derivatives in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule J, Item 13.3(b).

c) Are you now, or have you ever been, a subject of any disciplinary actions conducted under any legislation relating to your professional activities unrelated to securities or derivatives in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule J, Item 13.3(c).

Item 14 Criminal disclosure**Offences you must disclose**

You must disclose all criminal offences committed in any province, territory, state or country. This includes, but is not limited to, criminal offences under federal statutes such as the *Criminal Code* (Canada), *Income Tax Act* (Canada), *the Competition Act* (Canada), *Immigration Act* (Canada) and the *Controlled Drugs and Substances Act* (Canada) (or its predecessor, the *Narcotic Control Act* (Canada)). This includes pleas or findings of guilt for impaired driving, which are *Criminal Code* (Canada) matters. If you have been found guilty of a criminal offence, you must disclose the offence even if you have been granted an absolute or conditional discharge.

With respect to questions 14.2 and 14.4, if you or your firm has been found guilty of a criminal offence, or participated in the Alternative Measures Program within the past three years, you must disclose that offence even if an absolute or conditional discharge has been granted, or the charge has been dismissed, withdrawn or stayed. Some exceptions apply to stayed charges, and the Alternative Measures Program which are outlined below.

If you do not disclose a criminal offence under any statute other than the *Young Offenders Act* (Canada) or the *Youth Criminal Justice Act* (Canada), regulators or, in Québec, the securities regulatory authority or self regulatory organization may treat it as a non-disclosure of material information.

Offences you do not have to disclose

The appropriate response is “No” if any of the following circumstances apply.

You are not required to disclose:

- crimes for which you received an absolute or conditional discharge if the crime has been purged from the criminal records in accordance with the *Criminal Records Act* (Canada)
- speeding, parking violations or any offence for which a pardon has been granted under the *Criminal Records Act* (Canada) and the pardon has not been revoked
- stayed charges for summary conviction offences that have been stayed for six months or more
- stayed charges for indictable offences that have been stayed for a year or more, and
- offences under the *Young Offenders Act* (Canada) or the *Youth Criminal Justice Act* (Canada)

With respect to questions 14.2 and 14.4, you are not required to disclose an offence for which you or your firm was found guilty if you or the firm participated in the Alternative Measures Program more than three years ago for that offence.

1. Are there any outstanding or stayed charges against you alleging a criminal offence that was committed in any province, territory, state or country?

Yes No

If “Yes”, complete Schedule K, Item 14.1.

2. Have you ever been found guilty, pleaded no contest to, or granted an absolute or conditional discharge from any criminal offence that was committed in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule K, Item 14.2.

3. To the best of your knowledge, are there any outstanding charges against any firm of which you were, at the time the criminal offence was alleged to have taken place in any province, territory, state or country, a partner, director, officer or major shareholder?

Yes No

If "Yes", complete Schedule K, Item 14.3.

4. To the best of your knowledge, has any firm, when you were a partner, officer, director or major shareholder, ever been found guilty, pleaded no contest to or granted an absolute or conditional discharge from a criminal offence that was committed in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule K, Item 14.4 .

Item 15 Civil disclosure

1. Are there currently any outstanding civil actions alleging fraud, theft, deceit, misrepresentation or similar misconduct against you or a firm where you are or were a partner, director, officer or major shareholder in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule L, Item 15.1.

2. Have you or a firm where you are or were a partner, director, officer or major shareholder ever been a defendant or respondent in any civil proceeding in which fraud, theft, deceit, misrepresentation or similar misconduct is, or was, successfully established in a judgment in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule L, Item 15.2.

Item 16 Financial disclosure

1. Bankruptcy

Under the laws of any applicable jurisdiction, have you or has any firm when you were a partner, director, officer or major shareholder of that firm:

a) Had a petition in bankruptcy issued or made a voluntary assignment in bankruptcy or any similar proceeding?

Yes No

If "Yes", complete Schedule M, Item 16.1(a).

b) Made a proposal under any legislation relating to bankruptcy or insolvency or any similar proceeding?

Yes No

If "Yes", complete Schedule M, Item 16.1(b).

c) Been subject to proceedings under any legislation relating to the winding up or dissolution of the firm, or under the *Companies' Creditors Arrangement Act* (Canada)?

Yes No

If "Yes", complete Schedule M, Item 16.1(c).

d) Been subject to or initiated any proceedings, arrangement or compromise with creditors? This includes having a receiver, receiver-manager, administrator or trustee appointed by or at the request of creditors, privately, through court process or by order of a regulatory authority, to hold your assets.

Yes No

If "Yes", complete Schedule M, Item 16.1(d).

2. Debt obligations

Over the past 10 years, have you failed to meet a financial obligation of \$5,000 or more as it came due or, to the best of your knowledge, has any firm, while you were a partner, director, officer or major shareholder of that firm, failed to meet any financial obligation of \$5,000 or more as it came due?

Yes No

If "Yes", complete Schedule M, Item 16.2.

3. Surety bond or fidelity bond

Have you ever been refused for a surety or fidelity bond?

Yes No

If "Yes", complete Schedule M, Item 16.3.

4. Garnishments, unsatisfied judgments or directions to pay

Has any federal, provincial, territorial, state authority or court ever issued any of the following against you regarding your indebtedness or, to the best of your knowledge, the indebtedness of a firm where you are or were a partner, director, officer or major shareholder:

| | Yes | No |
|-------------------------|--------------------------|--------------------------|
| a) Garnishment | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| b) Unsatisfied judgment | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| c) Direction to pay | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

If "Yes", complete Schedule M, Item 16.4.

Item 17 Ownership of securities and derivatives firms

Are you now, or have you ever been, a partner or major shareholder of any firm (including your sponsoring firm) whose business is trading in or advising on securities or derivatives or both?

Yes No

If “Yes”, complete Schedule N.

Item 18 Agent for service

By submitting this form, you certify that in each jurisdiction of Canada where you have appointed an agent for service, you have completed the appointment of agent for service required in that jurisdiction.

Item 19 Submission to jurisdiction

By submitting this form, you agree to be subject to the securities legislation or derivatives legislation or both of each jurisdiction of Canada, and to the by-laws, regulations, rules, rulings and policies (collectively referred to as “rules” in this form) of the SROs to which you have submitted this form. This includes the jurisdiction of any tribunals or any proceedings that relate to your activities as a registrant or a partner, director or officer of a registrant under that securities legislation or derivatives legislation or both or as an Approved Person under SRO rules.

Item 20 Notice of collection and use of personal information

The personal information required under this form is collected on behalf of, and used by, the securities regulatory authorities in the jurisdictions set out in Schedule O to administer and enforce certain provisions of their securities legislation or derivatives legislation or both.

By submitting this form, the individual consents to the collection by the securities regulatory authorities of this personal information, and any police records, records from other government or non-governmental regulators or SROs, credit records and employment records about the individual that the securities regulatory authorities may need to complete their review of the information submitted in this form relating to the individual’s continued fitness for registration or approval, if applicable, in accordance with the legal authority of the securities regulatory authorities while the individual is registered with or approved by it. Securities regulatory authorities may contact government and private bodies or agencies, individuals, corporations and other organizations for information about the individual.

If you have any questions about the collection and use of this information, contact the securities regulatory authority in any jurisdiction in which the required information is submitted. See Schedule O for details. In Québec, you can also contact the Commission d’accès à l’information at 1-888-528-7741 or visit its website at www.cai.gouv.qc.ca.

SROs

The principal purpose for the collection of personal information is to assess your suitability for registration or approval and to assess your continued fitness for registration or approval in accordance with the applicable securities legislation and the rules of the SROs.

By submitting this form, you authorize the SROs to which this form is submitted to collect any information from any source whatsoever. This includes, but is not limited to, personal confidential information about you that is otherwise protected by law such as, police, credit, employment, education and proficiency course completion records, and records from other government or non-governmental regulatory authorities, securities commissions, stock exchanges, or other SROs, private bodies, agencies, individuals or corporations, as may be necessary for the SROs to complete their review of your form or continued fitness for registration or approval in accordance with their rules for the duration of the period you remain so registered or approved. You further consent to and authorize the transfer of confidential information between SROs, securities commissions or stock exchanges from whom you now, or may in the future, seek registration or approval, or with

which you are currently registered or approved for the purpose of determining fitness or continued fitness for registration or approval or in connection with the performance of an investigation or other exercise of regulatory authority, whether or not you are registered with or approved by them.

By submitting this form, you certify that you understand the rules of the applicable SROs of which you are seeking registration or approval or of which your sponsoring firm is a member or participating organization. You also undertake to become conversant with the rules of any SROs of which you or your sponsoring firm becomes a member or participating organization. You agree to be bound by, observe and comply with these rules as they are from time to time amended or supplemented, and you agree to keep yourself fully informed about them as they are amended and supplemented. You submit to the jurisdiction of the SROs from whom you are seeking registration or approval, or of which your sponsoring firm is now or in the future becomes a member or participating organization and, wherever applicable, their Governors, Directors and Committees. You agree that any registration or approval granted pursuant to this form may be revoked, terminated or suspended at any time in accordance with the then applicable rules of the respective SROs. In the event of any such revocation or termination, you must terminate all activities which require registration or approval and, thereafter, not perform services that require registration or approval for any member of the SROs or any approved affiliated company or other affiliate of such member without obtaining the approval of or registration with the SROs, in accordance with their rules.

By submitting this form, you undertake to notify the SROs from whom you are seeking registration or approval or with which you are currently or may in the future be registered or approved of any material change to the information herein provided in accordance with their respective rules. You agree to the transfer of this form, without amendment, to other SROs in the event that at some time in the future you seek registration or approval from such other SROs.

You certify that you have discussed the questions in this form, together with this Agreement, with an Officer or Branch Manager of your sponsoring member firm and, to your knowledge and belief, the authorized Officer or Branch Manager was satisfied that you fully understood the questions and the terms of this Agreement. You further certify that your business activities that are subject to securities rules and derivatives rules or both will be limited strictly to those permitted by the category of your registration or approval.

Item 21 Warning

It is an offence under securities legislation and/or derivatives legislation, including commodity futures legislation to give false or misleading information on this form.

Item 22 Certification

1. Certification - NRD format

I confirm I have discussed the questions in this form with an officer, branch manager or supervisor of my sponsoring firm. To the best of my knowledge, the officer, branch manager or supervisor was satisfied that I fully understood the questions. I will limit my activities to those permitted by my category of registration.

I am making this submission as agent for the individual identified in this form. By checking this box, I certify that the individual provided me with all of the information on this form.

2. Certification - Format other than NRD format**Individual**

By signing below, I certify to the regulator, or in Québec the securities regulatory authority, in each jurisdiction where I am filing or submitting this form, either directly or through the principal regulator, that:

- I have read this form and understand the questions, and
- all of the information provided on this form is true, and complete.

Signature of individual _____ Date _____

Authorized partner or officer of the firm

By signing below, I certify to the regulator, or in Québec the securities regulatory authority, in each jurisdiction where I am submitting this form, either directly or through the principal regulator, for the individual that:

- the individual identified in this form will be engaged by the sponsoring firm as a registered individual or a permitted individual, and
- I have, or a branch manager, or supervisor, or another officer or partner has, discussed the questions set out in this form with the individual and, to the best of my knowledge, the individual fully understands the questions.

Name of firm

Name of authorized signing officer or partner

Title of authorized signing officer or partner

Signature of authorized signing officer or partner

Date signed (YYYY/MM/DD)

SCHEDULE A**Names (Item 1)****Item 1.2 Other personal names****Name 1:**

 Last name First name Second name (N/A) Third name (N/A)

Provide the reasons for the use of this name (for example, marriage, divorce, court order, commonly used name or nickname)? _____

When did you use this name? From: To:

 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

Name 2:

 Last name First name Second name (N/A) Third name (N/A)

Provide the reasons for the use of this name (for example, marriage, divorce, court order, commonly used name or nickname)? _____

When did you use this name? From: To:

 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

Name 3:

 Last name First name Second name (N/A) Third name (N/A)

Provide the reasons for the use of this name (for example, marriage, divorce, court order, commonly used name or nickname)? _____

When did you use this name? From: To:

 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

Item 1.3 Use of other names**Name 1:**

 Name

Provide the reasons for the use of this other name (for example, trade name or team name)? _____

If this other name is or was used in connection with any sponsoring firm, did the sponsoring firm approve the use of the name?

Yes No

When did you use this name? From: _____ To: _____
 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

Name 2:

 Name

Provide the reasons for the use of this other name (for example, trade name or team name): _____

If this other name is or was used in connection with any sponsoring firm, did the sponsoring firm approve the use of the name?

Yes No

When did you use this name? From: _____ To: _____
 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

Name 3:

 Name

Provide the reasons for the use of this other name (for example, trade name or team name): _____

If this other name is or was used in connection with any sponsoring firm, did the sponsoring firm approve the use of the name?

Yes No

When did you use this name? From: _____ To: _____
 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

SCHEDULE B
Residential address (Item 2)

Item 2.1 Current and previous residential addresses

If you have lived at your current address for less than 10 years, list all previous addresses for the past 10 years.

You do not have to include a postal code or ZIP code, or a telephone number for any previous address.

Address 1:

Residential address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country)

When did you live at this address? From: _____ To: _____
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

Address 2:

Residential address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country)

When did you live at this address? From: _____ To: _____
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

Address 3:

Residential address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country)

When did you live at this address? From: _____ To: _____
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

SCHEDULE C
Individual Categories (Item 6)

Check each category for which you are seeking registration, approval or review as a permitted individual.

Categories common to all jurisdictions under securities legislation

Firm categories [Format other than NRD format only]

- Investment Dealer
- Mutual Fund Dealer
- Scholarship Plan Dealer
- Exempt Market Dealer
- Restricted Dealer
- Portfolio Manager
- Restricted Portfolio Manager
- Investment Fund Manager

Individual categories and permitted activities

- Dealing Representative
- Advising Representative
- Associate Advising Representative
- Ultimate Designated Person
- Chief Compliance Officer
- Officer – Specify title:
- Director
- Partner
- Shareholder
- Branch Manager (MFDA members only)
- IIROC approval only

Investment Industry Regulatory Organization of Canada

Approval categories

- Executive
- Director (Industry)
- Director (Non-Industry)
- Supervisor
- Investor
- Registered Representative
- Investment Representative
- Trader

Additional approval categories

- Chief Compliance Officer
- Chief Financial Officer
- Ultimate Designated Person

Products

- Non-Trading
- Securities
- Options
- Futures Contracts and Futures Contract Options
- Mutual Funds only

Customer type

- Retail
- Institutional
- Not Applicable

Portfolio management

Portfolio Management

Categories under local commodity futures and derivatives legislation**Ontario*****Firm categories***

- Commodity Trading Adviser
 Commodity Trading Counsel
 Commodity Trading Manager
 Futures Commission Merchant

Individual categories and permitted activities

- Advising Representative
 Salesperson
 Branch Manager
 Officer – Specify title:
 Director
 Partner
 Shareholder
 IIROC approval only

Manitoba***Firm categories***

- Dealer (Merchant)
 Dealer (Futures Commission Merchant)
 Dealer (Floor Broker)
 Adviser
 Local

Individual categories and permitted activities

- Floor Trader
 Salesperson
 Branch Manager
 Adviser
 Officer – Specify title:
 Director
 Partner
 Futures Contracts Portfolio Manager
 Associate Futures Contracts Portfolio Manager
 IIROC approval only
 Local

Québec - activities relating to derivatives

For information purposes, indicate whether you will carry on activities as a representative of:

- An Investment Dealer Acting as a Derivatives Dealer
 A Portfolio Manager Acting as a Derivatives Portfolio Manager

SCHEDULE D**Address and agent for service (Item 7)****Item 7.1 Address for service**

You must have one address for service in each province or territory in which you are now, or are seeking to become, a registered individual or permitted individual. A post office box is not an acceptable address for service.

Address for service: _____
(number, street, city, province or territory, postal code)

Telephone number: () _____ Fax number: () _____

E-mail address: _____

Item 7.2 Agent for service

If you have appointed an agent for service, provide the following information about the agent. The address for service provided above must be the address of the agent named below.

Name of agent for service: _____

(if applicable)

Contact person: _____
Last name, First name

SCHEDULE E**Proficiency (Item 8)****Item 8.1 Course or examination information and other education**

| Course or examination or other education | Date completed (YYYY/MM/DD) | Date exempted (YYYY/MM/DD) | Regulator / securities regulatory authority granting the exemption |
|---|------------------------------------|-----------------------------------|---|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

SCHEDULE F
Proficiency (Item 8.3)**Item 8.3 Exemption refusal**

Complete the following for each exemption that was refused.

1. Which securities regulator, derivatives regulator or SRO refused to grant the exemption?

State the name of the course, examination or experience requirement:

State the reason given for not being granted the exemption:

Date exemption refused: _____
(YYYY/MM/DD)

2. Which securities regulator, derivatives regulator or SRO refused to grant the exemption?

State the name of the course, examination or experience requirement:

State the reason given for not being granted the exemption:

Date exemption refused: _____
(YYYY/MM/DD)

3. Which securities regulator, derivatives regulator or SRO refused to grant the exemption?

State the name of the course, examination or experience requirement:

State the reason given for not being granted the exemption:

Date exemption refused: _____
(YYYY/MM/DD)

SCHEDULE G**Current employment, other business activities, officer positions held and directorships
(Item 10)**

Complete a separate Schedule G for each of your current business and employment activities with your sponsoring firm and with all other organizations. This includes any business related officer or director positions held, or any other equivalent positions held, whether you receive compensation or not.

1. Start date _____
(YYYY/MM/DD)

2. Firm information

Check here if this activity is employment with your sponsoring firm.

If the activity is with your sponsoring firm, you are not required to indicate the firm name and address information below:

Name of business or employer: _____

Address of business or employer: _____
(number, street, city, province, territory or state, country)

Name and title of your immediate supervisor: _____

3. Description of duties

Describe all employment and business activities related to this employer. Include the nature of the business and your duties, title or relationship with the business. If you are seeking registration that requires specific experience, include details with this firm such as level of responsibility, value of accounts under direct supervision, number of years of experience, and percentage of time spent on each activity.

4. Number of work hours per week

How many hours per week do you devote to this business or employment?

If this activity is employment with your sponsoring firm and you work less than 30 hours per week, explain why.

5. Conflicts of interest

If you have more than one employer or are engaged in business related activities, disclose any potential for confusion by clients and any potential for conflicts of interest arising from your multiple employment or business related activities or proposed business related activities. Include whether or not any of your employers or organizations where you engage in business related activities are listed on an exchange. Confirm whether the firm has procedures for minimizing potential conflicts of interest and if so, confirm that you are aware of these procedures.

If you do not perceive any conflicts of interest arising from this employment, explain why.

SCHEDULE H
Previous employment and other activities (Item 11)

Provide the following information for each of your employment and other activities in the past 10-years. Account for all of your time, including full-time and part-time employment, self-employment or military service. Include your status for each, such as unemployed, full-time student, or other similar statuses. Do not include short-term employment of four months or less while a student, unless it was in the securities, derivatives or financial industry.

In addition to the information required in the paragraph above, if you were employed or had business activities in the securities or derivatives industry or both during and before the 10-year period, disclose all your securities and derivatives or both employment or business activities (both before and during the 10-year period).

- Unemployed
- Full-time student
- Employed or self-employed

From: _____
 (YYYY/MM)

To: _____
 (YYYY/MM)

Complete the following only if you are, or were, employed or self-employed during this period.

Name of business or employer:

Address of business or employer:

(number, street, city, province, territory or state, country)

Name and title of immediate supervisor, if applicable:

Describe the firm's business, your position, duties and your relationship to the firm. If you are seeking registration in a category of registration that requires specific experience, include details of that experience. Examples include level of responsibility, value of accounts under direct supervision, number of years of that experience and research experience, and percentage of time spent on each activity.

Reason why you left the firm:

SCHEDULE I
Resignations and terminations (Item 12)**Item 12.1**

For each allegation of violation of any statutes, regulations, rules or internal/external standards of conduct, state below (1) the name of the firm from which you resigned, were terminated or dismissed for cause, (2) whether you resigned, were terminated or dismissed for cause, (3) the date you resigned, were terminated or dismissed for cause, and (4) the circumstances relating to your resignation, termination or dismissal for cause.

Item 12.2

For each allegation of failure to supervise compliance with any statutes, regulations, rules or standards of conduct, state below, (1) the name of the firm from which you resigned, were terminated or dismissed for cause, (2) whether you resigned, were terminated or dismissed for cause, (3) the date you resigned, were terminated or dismissed for cause, and (4) the circumstances relating to your resignation, termination or dismissal for cause.

Item 12.3

For each allegation of fraud or the wrongful taking of property, including theft, state below (1) the name of the firm from which you resigned, were terminated or dismissed for cause, (2) whether you resigned, were terminated or dismissed for cause, (3) the date you resigned, were terminated or dismissed for cause, and (4) the circumstances relating to your resignation, termination or dismissal for cause.

SCHEDULE J
Regulatory disclosure (Item 13)

Item 13.1 Securities and derivatives regulation

a) For each registration or licence, state below (1) the name of the firm, (2) the securities or derivatives regulator with which you are, or were, registered or licensed, (3) the type or category of registration or licence, and (4) the period that you held the registration or licence.

b) For each registration or licence refused, state below (1) the name of the firm, (2) the securities or derivatives regulator that refused the registration or licence, (3) the type or category of registration or licence refused, (4) the date of the refusal, and (5) the reasons for the refusal.

c) For each exemption from registration denied or licence refused, *other than what was disclosed in Item 8(3) of this form*, state below (1) the party that was refused the exemption from registration or licence, (2) the securities or derivatives regulator that refused the exemption from registration or licence, (3) the type or category of registration or licence refused, (4) the date of the refusal, and (5) the reasons for the refusal.

d) For each order or disciplinary proceeding, state below (1) the name of the firm, (2) the securities or derivatives regulator that issued the order or is conducting or conducted the proceeding, (3) the date any notice of proceeding was issued, (4) the date any order or settlement was made, (5) a summary of any notice, order or settlement (including any sanctions imposed), (6) whether you are or were a partner, director, officer or major shareholder of the firm and named individually in the order or disciplinary proceeding, and (7) any other relevant details.

Item 13.2 SRO regulation

a) For each approval, state below (1) the name of the firm, (2) the SRO with which you are or were an approved person, (3) the categories of approval, and (4) the period that you held the approval.

b) For each approval refused, state below (1) the name of the firm, (2) the SRO that refused the approval, (3) the category of approval refused, (4) the date of the refusal, and (5) the reasons for the refusal.

c) For each order or disciplinary proceeding, state below (1) the name of the firm, (2) the SRO that issued the order or that is, or was, conducting the proceeding, (3) the date any notice of proceeding was issued, (4) the date any order or settlement was made, (5) a summary of any notice, order or settlement (including any sanctions imposed), (6) whether you are or were a partner, director, officer or major shareholder of the firm and named individually in the order or disciplinary proceeding, and (7) any other information that you think is relevant or that the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority may request.

Item 13.3 Non-securities regulation

a) For each registration or licence, state below (1) the party who is, or was, registered or licensed (if insurance licensed, also indicate the name of the insurance agency), (2) with which regulatory authority, or under what legislation, the party is, or was, registered or licensed, (3) the type or category of registration or licence, and (4) the period that the party held the registration or licence.

b) For each registration or licence refused, state below (1) the party that was refused registration or licensing (if insurance licensed, also indicate the name of the insurance agency), (2) with which regulatory authority, or under what legislation, the registration or licence was refused, (3) the type or category of registration or licence refused, (4) the date of the refusal, and (5) the reasons for the refusal.

c) For each order or disciplinary proceeding, indicate below (1) the party against whom the order was made or the proceeding taken (if insurance licensed, indicate the name of the insurance agency), (2) the regulatory authority that made the order or that is, or was, conducting the proceeding, or under what legislation the order was made or the proceeding is being, or was conducted, (3) the date any notice of proceeding was issued, (4) the date any order or settlement was made, (5) a summary of any notice, order or settlement (including any sanctions imposed), (6) whether you are or were a partner, director, officer or major shareholder of the firm and named individually in the order or disciplinary proceeding and (7) any other information that you think is relevant or that the regulatory authority may request.

SCHEDULE K
Criminal disclosure (Item 14)**Item 14.1**

For each charge, state below (1) the type of charge, (2) the date of the charge, (3) any trial or appeal dates, and (4) the court location.

Item 14.2

For each finding of guilty, pleading no contest to, or granting of an absolute or conditional discharge from a criminal offence state below (1) the offence, (2) the date found guilty, and (3) the disposition (any penalty or fine and the date any fine was paid).

Item 14.3

For each charge, state below (1) the name of the firm, (2) the type of charge, (3) the date of the charge, (4) any trial or appeal dates, and (5) the court location.

Item 14.4

For each finding of guilty, pleading no contest to, or granting of an absolute or conditional discharge from a criminal offence state below (1) the name of the firm, (2) the offence, (3) the date of the conviction, and (4) the disposition (any penalty or fine and the date any fine was paid).

SCHEDULE L
Civil disclosure (Item 15)**Item 15.1**

For each outstanding civil proceeding, state below (1) the dates the statement of claim and statement of defence were issued, (2) the name of the plaintiff(s) in the proceeding, (3) whether the proceeding is pending or on appeal, (4) whether the proceeding was against a firm where you are, or were, a partner, director, officer or major shareholder and whether you have been named individually in the allegations, and (5) the jurisdiction where the action is being pursued.

Item 15.2

For each civil proceeding, state below (1) the dates the statement of claim and statement of defence were issued, (2) each plaintiff in the proceeding, (3) the jurisdiction where the action was pursued, (4) whether the proceeding was about a firm where you are, or were, a partner, director, officer or major shareholder and whether you have been named individually in the allegations and (5) a summary of any disposition or any settlement over \$10,000. You must disclose any actions settled without admission of liability.

SCHEDULE M
Financial Disclosure (Item 16)

Item 16.1 Bankruptcy

(a) For each event, state below (1) the date of the petition or voluntary assignment, (2) the person or firm about whom this disclosure is being made, (3) any amounts currently owing, (4) the creditors, (5) the status of the matter, (6) a summary of any disposition or settlement, (7) date of discharge or release, if applicable, and (8) any other information that you think is relevant or that the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority may request.

(b) For each event, state below (1) the date of the proposal, (2) the person or firm about whom this disclosure is being made, (3) any amounts currently owing, (4) the creditors, (5) the status of the matter, (6) a summary of any disposition or settlement, and (7) any other information that you think is relevant or that the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority may request.

(c) For each event, state below (1) the date of the proceeding, (2) the person or firm about whom this disclosure is being made, (3) any amounts currently owing, (4) the creditors, (5) the status of the matter, (6) a summary of any disposition or settlement, and (7) any other information that you think is relevant or that the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority may request.

(d) For each proceeding, arrangement or compromise with creditors, state below (1) the date of proceeding, (2) the person or firm about whom this disclosure is being made, (3) any amounts currently owing, (4) the creditors, (5) the status of the matter, (6) a summary of any disposition or settlement, and (7) any other information that you think is relevant or that the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority may request.

Item 16.2 Debt obligation

For each event, state below (1) the person or firm that failed to meet its financial obligation, (2) the amount that was owing at the time the person or firm failed to meet its financial obligation, (3) the person or firm to whom the amount is, or was, owing, (4) any relevant dates (for example, when payments are due or when final payment was made), (5) any amounts currently owing, and (6) any other information that you think is relevant or that the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority may request, including why obligation has not been met/satisfied.

Item 16.3 Surety bond or fidelity bond

For each bond refused, state below (1) the name of the bonding company, (2) the address of the bonding company, (3) the date of the refusal, and (4) the reasons for the refusal.

Item 16.4 Garnishments, unsatisfied judgments or directions to pay

For each garnishment, unsatisfied judgment or direction to pay regarding your indebtedness, indicate below (1) the amount that was owing at the time the garnishment, judgment or direction to pay was rendered, (2) the person or firm to whom the amount is, or was, owing, (3) any relevant dates (for example, when payments are due or when final payment was made), (4) the percentage of earnings to be garnished or the amount to be paid, (5) any amounts currently owing, and (6) any other information that you think is relevant or that the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority may request.

SCHEDULE N
Ownership of securities and derivatives firms (Item 17)

Firm name:

What is your relationship to the firm? Partner Major shareholder

What is the period of this relationship?

From: _____ To: _____ (if applicable)
 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

Provide the following information:

a) State the number, value, class and percentage of securities, or the amount of partnership interest you own or propose to acquire when you are registered or approved as a result of the review of this form. If acquiring shares when you are so approved or registered, state the source (for example, treasury shares, or if upon transfer, state name of transferor).

b) State the market value (approximate, if necessary) of any subordinated debentures or bonds of the firm to be held by you or any other subordinated loan to be made by you to the firm:

c) If another person or firm has provided you with funds to invest in the firm, provide the name of the person or firm and state the relationship between you and that person or firm:

d) Are the funds to be invested (or proposed to be invested) guaranteed directly or indirectly by any person or firm?

Yes No

If "Yes", provide the name of the person or firm and state the relationship between you and that person or firm:

e) Have you directly or indirectly given up any rights relating to these securities or this partnership interest, or do you, when you are registered or approved as a result of the review of this form, intend to give up any of these rights (including by hypothecation, pledging or depositing as collateral the securities or partnership interest with any firm or person)?

Yes No

If "Yes", provide the name of the person or firm, state the relationship between you and that person or firm and describe the rights that have been or will be given up:

f) Is a person other than you the beneficial owner of the shares, bonds, debentures, partnership units or notes held by you?

Yes No

If "Yes", complete (g), (h) and (i).

g) Name of beneficial owner:

| Last name | First name | Second name (if applicable) | Third name (if applicable) |
|-----------|------------|--------------------------------|-------------------------------|
|-----------|------------|--------------------------------|-------------------------------|

h) Residential address:

(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

i) Occupation:

SCHEDULE O**Contact information for
Notice of collection and use of personal information****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 - 5th Avenue SW
Calgary, AB T2P 3C4
Attention: Information Officer
Telephone: (403) 355-4151

British Columbia

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver, BC V7Y 1L2
Attention: Freedom of Information Officer
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-
6393 (in BC)

Manitoba

The Manitoba Securities Commission
500 - 400 St. Mary Avenue
Winnipeg, MB R3C 4K5
Attention: Director of Registrations
Telephone (204) 945-2548
Fax (204) 945-0330

New Brunswick

New Brunswick Securities Commission
Suite 300, 85 Charlotte Street
Saint John, NB E2L 2J2
Attention: Director, Regulatory Affairs
Telephone: (506) 658-3060

Newfoundland and Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's, NL A1B 4J6
Attention: Manager of Registrations
Tel: (709) 729-5661

Nova Scotia

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax, NS B3J 2P8
Attention: Deputy Director, Capital
Markets
Telephone: (902) 424-7768

Nunavut

Legal Registries Division
Department of Justice
Government of Nunavut
P.O. Box 1000 Station 570
Iqaluit, NU X0A 0H0
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (867) 975-6590

Ontario

Ontario Securities Commission
Suite 1903, Box 55
20 Queen Street West
Toronto, ON M5H 3S8
Attention: FOI Coordinator
Telephone: (416) 593-8314

Prince Edward Island

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and
Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown, PE C1A 7N8
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (902) 368-6288

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Attention: Responsable de l'accès à
l'information
Telephone: (514) 395-0337 or
(877) 525-0337 (in Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina, SK S4P 4H2
Attention: Director
Telephone: (306) 787-5842

Yukon

Yukon Securities Office
Department of Community Services
P.O. Box 2703 C-6
Whitehorse, YT Y1A 2C6
Attention: Superintendent of Securities
Telephone: (867) 667-5225

Northwest Territories

Government of the Northwest Territories
P.O. Box 1320
Yellowknife, NWT X1A 2L9
Attention: Deputy Superintendent of
Securities
Telephone: (867) 920-8984

Self-regulatory organization

Investment Industry Regulatory Organization
of Canada
121 King Street West, Suite 1600
Toronto, Ontario M5H 3T9
Attention: Privacy Officer
Telephone: (416) 364-6133
E-mail: PrivacyOfficer@iiroc.ca

FORM 33-109F5
CHANGE OF REGISTRATION INFORMATION
(sections 3.1 and 4.1)

GENERAL INSTRUCTIONS

Complete and submit this form to notify the relevant regulator(s) or, in Québec, the securities regulatory authority, or self-regulatory organization (SRO) of changes to information in the following forms:

1. Form 33-109F6, except for the changes set out in section 3.1 of National Instrument 33-109 , or
2. Form 33-109F4.

How to submit this form

To report changes to information in a Form 33-109F4, submit this form at the National Registration Database website in NRD format at www.nrd.ca.

Submit this form in a format other than NRD format to report changes to information in a:

- a) Form 33-109F6, or
- b) Form 33-109F4, if the individual is relying on the temporary hardship exemption in section 5.1 of National Instrument 31-102 [*National Registration Database*].

Item 1 Type of form

Check the form that is being updated:

- Form 33-109F6
- Form 33-109F4

Name of individual _____

Item 2 Details of change

Provide the item number and details for each change to the form selected above:

Item number _____ Details _____

Effective date of change _____
 (YYYY/MM/DD)

Item 3 Notice of collection and use of personal information

The personal information required under this form is collected on behalf of, and used by, the securities regulatory authorities in the jurisdictions set out in Schedule A to administer and enforce certain provisions of their securities legislation or derivatives legislation or both.

The personal information required under this form is also collected by and used by the SROs set out in Schedule A to administer and enforce their respective by-laws, regulations, rules, rulings and policies.

By submitting this form, the individual consents to the collection by the securities regulatory authorities or applicable SRO of this personal information, and any police records, records from other government or non-governmental regulators or SROs, credit records and employment records about the individual that the securities regulatory authorities or applicable SRO may need to complete their review of the information submitted in this form relating to the individual's continued fitness for registration or approval, if applicable, in accordance with the legal authority of the securities regulatory authorities while the individual is registered with or approved by it. Securities regulatory authorities or SROs may contact government and private bodies or agencies, individuals, corporations and other organizations for information about the individual.

If you have any questions about the collection and use of this information, contact the securities regulatory authorities or applicable SRO in any jurisdiction in which the required information is submitted. See Schedule A for details. In Québec, you can also contact the Commission d'accès à l'information at 1-888-528-7741 or visit its website at www.cai.gouv.qc.ca.

Item 4 Warning

It is an offence under securities legislation and/or derivatives legislation, including commodity futures legislation to give false or misleading information on this form.

Item 5 Certification

1. Use the following certification when submitting this form in NRD format when making changes to Form 33-109F4

I confirm I have discussed the questions in this form with an officer, branch manager or supervisor of my sponsoring firm. To the best of my knowledge and belief, the officer, branch manager or supervisor was satisfied that I fully understood the questions. I will limit my activities to those permitted by my category of registration.

I am making this submission as agent for the individual identified in this form. By checking this box, I certify that the individual provided me with all of the information on this form.

2. Use the following certification when submitting this form in a format other than NRD format when making changes to Form 33-109F6

By signing below I certify to each regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, in each jurisdiction where I am submitting this form, either directly or through the principal regulator, that:

- I have read this form and understand the questions, and
- all of the information provided on this form is true, and complete.

Name of firm

Name of authorized signing officer or partner

Title of authorized signing officer or partner

Signature of authorized signing officer or partner

Date signed (YYYY/MM/DD)

3. Use the following certification when submitting this form in a format other than NRD format under the temporary hardship exemption in section 5.1 of NI 31-102 when making changes to Form 33-109F4

By signing below, I certify to the regulator or, in Québec, the securities regulatory authority, in each jurisdiction where I am submitting this form, either directly or through the principal regulator, that:

- I have read this form and understand the questions; and
- all of the information provided on this form is true and complete.

Signature of individual

Date signed (YYYY/MM/DD)

SCHEDULE A**Contact information for Notice of collection and use of personal information****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 - 5th Avenue SW
Calgary, AB T2P 3C4
Attention: Information Officer
Telephone: (403) 355-4151

British Columbia

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver, BC V7Y 1L2
Attention: Freedom of Information Officer
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393 (in BC)

Manitoba

The Manitoba Securities Commission
500 - 400 St. Mary Avenue
Winnipeg, MB R3C 4K5
Attention: Director of Registrations
Telephone (204) 945-2548
Fax (204) 945-0330

New Brunswick

New Brunswick Securities Commission
Suite 300, 85 Charlotte Street
Saint John, NB E2L 2J2
Attention: Director, Regulatory Affairs
Telephone: (506) 658-3060

Newfoundland and Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's, NL A1B 4J6
Attention: Manager of Registrations
Tel: (709) 729-5661

Nova Scotia

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax, NS B3J 2P8
Attention: Deputy Director, Capital
Markets
Telephone: (902) 424-7768

Nunavut

Legal Registries Division
Department of Justice
Government of Nunavut
P.O. Box 1000 Station 570
Iqaluit, NU X0A 0H0
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (867) 975-6590

Ontario

Ontario Securities Commission
Suite 1903, Box 55
20 Queen Street West
Toronto, ON M5H 3S8
Attention: FOI Coordinator
Telephone: (416) 593-8314

Prince Edward Island

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and
Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown, PE C1A 7N8
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (902) 368-6288

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Attention: Responsable de l'accès à
l'information
Telephone: (514) 395-0337 or
(877) 525-0337 (in Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina, SK S4P 4H2
Attention: Director
Telephone: (306) 787-5842

Yukon

Yukon Securities Office
Department of Community Services
P.O. Box 2703 C-6
Whitehorse, YT Y1A 2C6
Attention: Superintendent of Securities
Telephone: (867) 667-5225

Northwest Territories

Government of the Northwest Territories
P.O. Box 1320
Yellowknife, NWT X1A 2L9
Attention: Deputy Superintendent of
Securities
Telephone: (867) 920-8984

Self-regulatory organization

Investment Industry Regulatory Organization
of Canada
121 King Street West, Suite 1600
Toronto, Ontario M5H 3T9
Attention: Privacy Officer
Telephone: (416) 364-6133
E-mail: PrivacyOfficer@iiroc.ca

Form 33 – 109F6 Firm registration

Who should complete this form?

This form is for firms seeking registration under securities legislation, derivatives legislation or both.

Complete and submit this form to seek initial registration as a dealer, adviser or investment fund manager, or to add one or more jurisdiction of Canada or categories to a firm's registration.

Definitions

Chief compliance officer – see section 2.1 of NI 31-103.

Derivatives – financial instruments, such as futures contracts (including exchange traded contracts), futures options and swaps whose market price, value or payment obligations are derived from or based on one or more underlying interests. Derivatives can be in the form of instruments, agreements or securities.

Firm – the person or company seeking registration.

Form – Form 33-109F6 *Firm registration*.

NI 31-103 – National Instrument 31-103 *Registration Requirements and Exemptions*.

NI 33-109 – National Instrument 33-109 *Registration Information*.

NRD – National Registration Database. For more information, visit www.nrd-info.ca.

Parent – a person or company that directly or indirectly has significant control of another person or company.

Permitted individual – see NI 33-109.

Predecessor – any entity listed in question 3.6 of this form.

Principal Regulator – see NI 33-109.

Significant control – a person or company has significant control of another person or company if the person or company:

directly or indirectly holds voting securities representing more than 20 per cent of the outstanding voting rights attached to all outstanding voting securities of the other person or company, or directly or indirectly is able to elect or appoint a majority of the directors (or individuals performing similar functions or occupying similar positions) of the other person or company.

Specified affiliate – a person or company that is a parent of the firm, a specified subsidiary of the firm, or a specified subsidiary of the firm's parent.

Specified subsidiary – a person or company of which another person or company has significant control.

SRO – see National Instrument 14-101 *Definitions*.

Ultimate designated person – see section 2.1 of NI 31-103.

You – the individual who completes, submits, files and/or signs the form on behalf of the firm.

We and the regulator – the securities regulatory authority or regulator in the jurisdiction(s) of Canada where the firm is seeking registration.

Contents of the form

This form consists of the following:

Part 1 – Registration details
 Part 2 – Contact information
 Part 3 – Business history and structure
 Part 4 – Registration history
 Part 5 – Financial condition
 Part 6 – Client relationships
 Part 7 – Regulatory action
 Part 8 – Legal action
 Part 9 – Certification
 Schedule A – Contact information for notice of collection and use of personal information
 Schedule B – Submission to jurisdiction and appointment of agent for service
 Schedule C – Form 31-103F1 *Calculation of excess working capital*

You are also required to submit the following supporting documents with your completed form:

1. Schedule B – Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service for each jurisdiction where the firm is seeking registration (question 2.4)
2. Business plan, policies and procedures manual, and client agreements (British Columbia, Alberta and Manitoba only) (question 3.3)
3. Constatting documents (question 3.7)
4. Organization chart (question 3.11)
5. Ownership chart (question 3.12)

6. Calculation of excess working capital (question 5.1)
7. Directors' resolution approving insurance (question 5.7)
8. Audited financial statements (question 5.13)
9. Letter of direction to auditors (question 5.14)

How to complete and submit the form

The firm is required to pay a registration fee in each jurisdiction of Canada where it is submitting and filing this form. Refer to the prescribed fees of the applicable jurisdiction for details.

All dollar values are in Canadian dollars. If a question does not apply to the firm, write "n/a" in the space for the answer.

If the firm is seeking registration in more than one jurisdiction of Canada or category, other than in the category of restricted dealer, you only need to complete and submit one form. If the firm is seeking registration as a restricted dealer, submit and file the form with each jurisdiction of Canada where the firm is seeking that registration.

You can complete this form:

- on paper and deliver it to the principal regulator or relevant SRO
- on paper, scan it and e-mail it to the principal regulator or SRO

If the firm is seeking registration in Ontario, and Ontario is not the firm's principal regulator, you must also file a copy of this form, without supporting documents, with the Ontario Securities Commission.

You can find contact information for submitting and filing the form in Appendix B of Companion Policy 33-109CP *Registration Information*.

We may accept the form in other formats. Please check with the regulator before you complete, submit and file the form. If you are completing the form on paper and need more space to answer a question, use a separate sheet of paper and attach it to this form. Clearly identify the question number.

You must include all supporting documents and fees with your submission. We may ask you to provide other information and documents to help determine whether the firm is suitable for registration.

It is an offence under securities legislation or derivatives legislation to give false or misleading information on this form.

Updating the information on the form

See Part 3 of NI 33-109.

The firm is required to notify the regulator, within specified times, of any changes to the information on this form by submitting and filing Form 33-109F5 *Change of Registration Information*.

Collection and use of personal information

We and the SROs (if applicable) require personal information about the people referred to in this form as part of our review to determine whether the firm is suitable for registration. If the firm is approved, we also require this information to assess whether the firm continues to meet the registration requirements.

We may only:

- collect the personal information under the requirements in securities legislation or derivatives legislation or both
- use this information to administer and enforce provisions of the securities legislation or derivatives legislation or both

We may collect personal information from police records, records of other regulators or SROs, credit records, employment records, government and private bodies or agencies, individuals, corporations, and other organizations. We may also collect personal information indirectly.

We may provide personal information about the individuals referred to in this form to other regulators, securities or derivatives exchanges, SROs or similar organizations, if required for an investigation or other regulatory issue.

If anyone referred to in this form has any questions about the collection and use of their personal information, they can contact the regulator or SRO, if applicable, in the relevant jurisdiction of Canada. See Schedule A for details. In Québec, they can also contact the Commission d'accès à l'information du Québec at 1-888-528-7741 or visit its website at www.cai.gouv.qc.ca.

Part 1 – Registration details

1.1 Firm's full legal name

Provide the full legal name of the firm as it appears on the firm's constating documents required under question 3.7. If the firm is a sole proprietorship, provide your first, last and any middle names.

If the firm's legal name is in English and French, provide both versions.

1.2 Firm's NRD number

For more information, visit www.nrd-info.ca.

1.3 Why are you submitting this form?

- | | | |
|--------------------------|---|---|
| <input type="checkbox"/> | To seek initial registration as a firm in one or more jurisdictions of Canada | Complete: The entire form |
| <input type="checkbox"/> | To add one or more jurisdictions of Canada to the firm's registration | Questions 1.1, 1.2, 1.4, 1.5, 2.4, and Part 9 |
| <input type="checkbox"/> | To add one or more categories to the firm's registration | Questions 1.1, 1.2, 1.4, 1.5, 5.1, 5.4, 5.5, 5.6, 5.7, 5.8, Part 6 and Part 9 |

1.4 In what category and jurisdiction is the firm seeking registration? Check all that apply.

(a) Categories under securities legislation

| Abbreviations | Category | Jurisdiction | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------|------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | | AB | BC | MB | NB | NL | NT | NS | NU | ON | PE | QC | SK | YT |
| Alberta (AB) | Investment dealer | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| British Columbia (BC) | Mutual fund dealer | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Manitoba (MB) | Scholarship plan dealer | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| New Brunswick (NB) | Exempt market dealer | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Newfoundland and Labrador (NL) | Restricted dealer | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Northwest Territories (NT) | Investment fund manager | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Nova Scotia (NS) | Portfolio manager | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Nunavut (NU) | Restricted portfolio manager | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Ontario (ON) | | | | | | | | | | | | | | |
| Prince Edward Island (PE) | | | | | | | | | | | | | | |
| Québec (QC) | | | | | | | | | | | | | | |
| Saskatchewan (SK) | | | | | | | | | | | | | | |
| Yukon (YT) | | | | | | | | | | | | | | |

(b) Categories under derivatives legislation (Manitoba and Ontario only)

| Category | Manitoba | Ontario |
|--------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Dealer (merchant) | <input type="checkbox"/> | |
| Dealer (futures commission merchant) | <input type="checkbox"/> | |
| Dealer (floor broker) | <input type="checkbox"/> | |
| Local Adviser | <input type="checkbox"/> | |
| Commodity trading adviser | | <input type="checkbox"/> |
| Commodity trading counsel | | <input type="checkbox"/> |
| Commodity trading manager | | <input type="checkbox"/> |
| Futures commission merchant | | <input type="checkbox"/> |

(c) Investment dealers and portfolio managers (Québec only)

If the firm is seeking registration in Québec as an investment dealer or a portfolio manager, will the firm also act as a:

- | | | | | |
|-------------------------------|-----|--------------------------|----|--------------------------|
| Derivatives dealer | Yes | <input type="checkbox"/> | No | <input type="checkbox"/> |
| Derivatives portfolio manager | Yes | <input type="checkbox"/> | No | <input type="checkbox"/> |

1.5 Exemptions

Is the firm applying for any exemptions under securities or derivatives legislation?

- Yes No

If yes, provide the following information for each exemption:

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Type of exemption | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Legislation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Jurisdiction(s) where the firm has applied for the exemption | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <table border="0"> <tr> <td>AB</td><td>BC</td><td>MB</td><td>NB</td><td>NL</td><td>NT</td><td>NS</td><td>NU</td><td>ON</td><td>PE</td><td>QC</td><td>SK</td><td>YT</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td> </tr> </table> | AB | BC | MB | NB | NL | NT | NS | NU | ON | PE | QC | SK | YT | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| AB | BC | MB | NB | NL | NT | NS | NU | ON | PE | QC | SK | YT | | | | | | | | | | | | | | |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | | | | | | | | | | | | | | |

Part 2 – Contact information**Addresses****2.1 Head office address**

A post office box on its own is not acceptable for a head office address.

| | |
|------------------|--------------------------|
| Address line 1 | |
| Address line 2 | |
| City | Province/territory/state |
| Country | Postal/zip code |
| Telephone number | Fax number |
| Website | |

If the firm's head office is in Canada, go to question 2.3.

If the firm's head office is not in Canada, go to question 2.2.

2.2 Firms whose head office is not in Canada

(a) Does the firm have any business addresses in Canada?

Yes No

If yes, provide the firm's primary Canadian business address:

| | |
|----------------|--------------------|
| Address line 1 | |
| Address line 2 | |
| City | Province/territory |
| Postal code | |

The securities regulatory authority in this jurisdiction of Canada is the firm's principal regulator in Canada.

(b) If a firm is not registered in a jurisdiction of Canada or has not completed its first financial year since being registered, indicate the jurisdiction of Canada in which the firm expects most of its clients to be resident at the end of its current financial year. In all other circumstances, indicate the jurisdiction of Canada in which most of the firm's clients were resident at the end of its most recently completed financial year.

AB BC MB NB NL NT NS NU ON PE QC SK YT

A post office box is acceptable for a mailing address.

2.3 Mailing address

Same as the head office address

| | |
|----------------|--------------------------|
| Address line 1 | |
| Address line 2 | |
| City | Province/territory/state |
| Country | Postal/zip code |

If the firm does not have an office in a jurisdiction of Canada where it is seeking registration, it must appoint an agent for service in that jurisdiction of Canada.

2.4 Address for service and agent for service

Attach a completed Schedule B *Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service* for each jurisdiction of Canada where the firm is seeking registration and does not have an office.

Contact names**2.5 Ultimate designated person**

A registered firm must have an individual registered in the category of ultimate designated person.

| | |
|---|--------------------------|
| Legal name | |
| Title | |
| NRD number, if available | |
| Address | |
| <input type="checkbox"/> Same as firm head office address | |
| Address line 1 | |
| Address line 2 | |
| City | Province/territory/state |
| Country | Postal/zip code |
| Telephone number | E-mail address |

2.6 Chief compliance officer

Same as ultimate designated person

A registered firm must have an individual registered in the category of chief compliance officer.

| | |
|---|--------------------------|
| Legal name | |
| Title | |
| NRD number, if available | |
| Address | |
| <input type="checkbox"/> Same as firm head office address | |
| Address line 1 | |
| Address line 2 | |
| City | Province/territory/state |
| Country | Postal/zip code |
| Telephone number | E-mail address |

Part 3 – Business history and structure**Business activities****3.1 The firm's business**

Provide a description of the firm's proposed business, including its primary business activities, target market, and the products and services it will provide to clients.

| |
|--|
| |
|--|

3.2 Other names

In addition to the firm's legal name in question 1.1, does the firm use any other names, such as a trade name?

Yes No

If yes, list all other names and indicate if each name has been registered:

| |
|--|
| |
|--|

3.3 Business documents

Does the firm have the following documents to support its business activities?

| | Yes | No |
|---|-----|----|
| (a) Business plan for at least the next three years | | |
| (b) Policies and procedures manual, including account opening procedures and the firm's policy on fairness in allocation of investment opportunities, if applicable | | |

If no, explain why the firm does not have the document:

If the regulator in British Columbia, Alberta or Manitoba is the principal regulator of the firm seeking registration, attach the firm's business plan, policies and procedures manual and client agreements, including any investment policy statements and investment management agreements.

History of the firm

3.4 When was the firm created?

yyyy/mm/dd

3.5 How was the firm created?

- New start-up Go to question 3.7.
- Merger or amalgamation Go to question 3.6.
- Reorganization Go to question 3.6.
- Other statutory arrangement Please specify below and go to question 3.6.

3.6 Predecessors

List the entities that were merged, amalgamated, reorganized or otherwise arranged to create the firm.

3.7 Constatting documents

Attach the legal documents that established the firm as an entity, for example, the firm's articles and certificate of incorporation, any articles of amendments, partnership agreement or declaration of trust. If the firm is a sole proprietorship, provide a copy of the registration of trade name.

As part of their constating documents, firms whose head office is outside Canada may be required to provide proof of extra-provincial registration.

Business structure and ownership

3.8 Type of legal structure

- Sole proprietorship
- Partnership Name of general partner _____
- Limited partnership
- Corporation
- Other Please specify _____

3.9 Business registration number, if applicable

List the firm's business registration number for each jurisdiction of Canada where the firm is seeking registration.

This is the firm's corporate registration number or Québec enterprise number (NEQ).

| Business registration number | Jurisdiction of Canada |
|------------------------------|------------------------|
| | |
| | |
| | |
| | |

3.10 Permitted individuals

List all permitted individuals of the firm.

| Name | Title | NRD number, if applicable |
|------|-------|---------------------------|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

3.11 Organization chart

Attach an organization chart showing the firm's reporting structure. Include all permitted individuals, the ultimate designated person and the chief compliance officer.

3.12 Ownership chart

Attach a chart showing the firm's structure and ownership. At a minimum, include all parents, specified affiliates and specified subsidiaries.

Include the name of the person or company, and class, type, amount and voting percentage of ownership of the firm's securities.

Part 4 – Registration history

The questions in Part 4 apply to any jurisdiction in the world.

4.1 Securities registration

In the last seven years, has the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm been registered or licensed to trade or advise in securities or derivatives?

Yes No

If yes, provide the following information for each registration:

| | |
|--|---|
| Name of entity | |
| Registration category | |
| Regulator/organization | |
| Date registered or licensed (yyyy/mm/dd) | Expiry date, if applicable (yyyy/mm/dd) |
| Jurisdiction | |

4.2 Exemption from securities registration

Is the firm currently relying on any exemptions from registration or licensing to trade or advise in securities or derivatives?

Yes No

If yes, provide the following information for each exemption:

| |
|--------------------------------|
| Type of exemption |
| Regulator/organization |
| Date of exemption (yyyy/mm/dd) |
| Jurisdiction |

4.3 Membership in an exchange or SRO

In the last seven years, has the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm been a member of a securities or derivatives exchange, SRO or similar organization?

Yes No

If yes, provide the following information for each membership:

| | |
|---------------------------------|---|
| Name of entity | |
| Organization | |
| Date of membership (yyyy/mm/dd) | Expiry date, if applicable (yyyy/mm/dd) |
| Jurisdiction | |

4.4 Exemption from membership in an exchange or SRO

Is the firm currently relying on any exemptions from membership with a securities or derivatives exchange, SRO or similar organization?

Yes No

If yes, provide the following information for each exemption:

| |
|--------------------------------|
| Type of exemption |
| Organization |
| Date of exemption (yyyy/mm/dd) |
| Jurisdiction |

4.5 Refusal of registration, licensing or membership

Has the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm ever been refused registration, licensing or membership with a financial services regulator, securities or derivatives exchange, SRO or similar organization?

Yes No

If yes, provide the following information for each refusal:

| |
|------------------------------|
| Name of entity |
| Reason for refusal |
| Regulator/organization |
| Date of refusal (yyyy/mm/dd) |
| Jurisdiction |

4.6 Registration for other financial products

In the last seven years, has the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm been registered or licensed under legislation that requires registration or licensing to sell or advise in a financial product other than securities or derivatives?

Yes No

If yes, provide the following information for each registration or licence:

| | |
|-----------------------------------|---|
| Name of entity | |
| Type of licence or registration | |
| Regulator/organization | |
| Date of registration (yyyy/mm/dd) | Expiry date, if applicable (yyyy/mm/dd) |
| Jurisdiction | |

Examples of other financial products include financial planning, life insurance and mortgages.

Part 5 – Financial condition

Capital requirements

5.1 Calculation of excess working capital

Attach the firm's calculation of excess working capital. Firms that are members of an SRO must use the capital calculation form required by their SRO. Firms that are not members of an SRO must use Form 31-103F1 *Calculation of Excess Working Capital*. See Schedule C.

5.2 Sources of capital

List all cash, cash equivalents, debt and equity sources of the firm's capital.

| Name of person or entity providing the capital | Type of capital | Amount (\$) |
|--|-----------------|-------------|
| | | |
| | | |
| | | |

5.3 Guarantors

See Schedule C Form 31-103F1 *Calculation of Excess Working Capital*.

In relation to its business, does the firm:

| | Yes | No |
|---------------------------------------|-----|----|
| (a) Have any guarantors? | | |
| (b) Act as a guarantor for any party? | | |

If yes, provide the following information for each guarantee:

| | |
|--------------------------------|--------------------------|
| Name of party to the guarantee | |
| NRD number, if applicable | |
| Relationship to the firm | Amount of guarantee (\$) |
| Details of the guarantee | |

Bonding and insurance

Questions 5.4 to 5.8 apply to the firm's bonding or insurance coverage or proposed bonding or insurance coverage for securities and derivatives activities only. This in accordance with Part 12, Division 2 of NI 31-103.

5.4 Jurisdictions covered

This information is on the financial institution bond.

Where does the firm have bonding or insurance coverage?

- AB
- BC
- MB
- NB
- NL
- NT
- NS
- NU
- ON
- PE
- QC
- SK
- YT

If the firm's bonding or insurance does not cover all jurisdiction of Canada where it is seeking registration, explain why.

This information is on the binder of insurance or on the financial institution bond.

5.5 Bonding or insurance details

| | |
|--|--------------------------------|
| Name of insurer | |
| Bond or policy number | |
| Specific insuring agreements and clauses | |
| Coverage for each claim (\$) | Annual aggregate coverage (\$) |
| Amount of the deductible (\$) | Renewal date (yyyy/mm/dd) |

If the firm's insurance or proposed insurance is not in the form of a financial institution bond, explain how it provides equivalent coverage to the bond.

| |
|--|
| |
|--|

5.6 Professional liability insurance (Québec only)

If the firm is seeking registration in Québec as a mutual fund dealer or a scholarship plan dealer, provide the following information about the firm's professional liability insurance:

| | |
|---|--------------------------------|
| Name of insurer | |
| Policy number | |
| Specific insuring agreements and clauses | |
| Coverage for each claim (\$) | Annual aggregate coverage (\$) |
| Amount of the deductible (\$) | Renewal date (yyyy/mm/dd) |
| Jurisdictions covered: | |
| AB <input type="checkbox"/> BC <input type="checkbox"/> MB <input type="checkbox"/> NB <input type="checkbox"/> NL <input type="checkbox"/> NT <input type="checkbox"/> NS <input type="checkbox"/> NU <input type="checkbox"/> ON <input type="checkbox"/> PE <input type="checkbox"/> QC <input type="checkbox"/> SK <input type="checkbox"/> YT <input type="checkbox"/> | |
| Which insurance policy applies to your representatives? | |
| Firm's policy <input type="checkbox"/> Individual's policy <input type="checkbox"/> Both <input type="checkbox"/> | |

5.7 Directors' resolution approving insurance

Attach a directors' resolution confirming that the firm has sufficient insurance coverage for its securities or derivatives-related activities.

5.8 Bonding or insurance claims

In the last seven years, has the firm made any claims against a bond or on its insurance?

Yes No

If yes, provide the following information for each claim:

| | |
|----------------------------|-------------|
| Type of bond or insurance | |
| Date of claim (yyyy/mm/dd) | Amount (\$) |
| Reason for claim | |
| Date resolved (yyyy/mm/dd) | Result |
| Jurisdiction | |

Solvency**5.9 Bankruptcy**

In the last seven years, has the firm or any of its specified affiliates declared bankruptcy, made an assignment or proposal in bankruptcy, or been the subject of a petition in bankruptcy, or the equivalent in any jurisdiction?

Yes No

If yes, provide the following information for each bankruptcy or assignment in bankruptcy:

| | |
|---|--|
| Name of entity | |
| Reason for bankruptcy or assignment | |
| Date of bankruptcy, assignment or petition (yyyy/mm/dd) | Date discharge granted, if applicable (yyyy/mm/dd) |
| Name of trustee | |
| Jurisdiction | |

If applicable, attach a copy of any discharge, release or equivalent document.

5.10 Appointment of receiver

In the last seven years, has the firm or any of its specified affiliates appointed a receiver or receiver manager, or had one appointed, or the equivalent in any jurisdiction?

Yes No

If yes, provide the following information for each appointment of receiver:

| | |
|--------------------------------------|--------------------------|
| Name of entity | |
| Date of appointment (yyyy/mm/dd) | Reason for appointment |
| Date appointment ended (yyyy/mm/dd) | Reason appointment ended |
| Name of receiver or receiver manager | |
| Jurisdiction | |

Financial reporting**5.11 Financial year-end**

| |
|---------|
| (mm/dd) |
|---------|

If the firm has not established its financial year-end, explain why.

| |
|--|
| |
|--|

Provide the name of the individual auditing the financial statements and the name of the firm, if applicable.

5.12 Auditor

| |
|-------------------------------------|
| Name of auditor and accounting firm |
|-------------------------------------|

5.13 Audited financial statements

Attach audited financial statements prepared within the last 90 days.

If the firm is a start-up company, you can attach an audited opening balance sheet instead.

5.14 Letter of direction to auditors

Attach a letter of direction from the firm authorizing the auditor to conduct any audit or review of the firm that the regulator may request.

We may request an audit of the firm at any time while the firm is registered.

Part 6 – Client relationships**6.1 Client assets**

Does the firm hold or have access to client assets?

Yes No

See Part 14, Division 3 of NI 31-103 and Companion Policy 31-103CP.

If yes, provide the following information for each financial institution where the trust accounts for client assets are held.

| | |
|-------------------------------|--------------------|
| Name of financial institution | |
| Address line 1 | |
| Address line 2 | |
| City | Province/territory |
| Postal code | Telephone number |

6.2 Conflicts of interest

Does the firm have or expect to have any relationships that could reasonably result in any significant conflicts of interest in carrying out its registerable activities in accordance with securities or derivatives legislation?

Yes No

If yes, complete the following questions:

(a) Provide details about each conflict:

| |
|--|
| |
|--|

(b) Does the firm have policies and procedures to identify and respond to its conflicts of interest?

Yes No

If no, explain why:

| |
|--|
| |
|--|

Part 7 – Regulatory action

The questions in Part 7 apply to any jurisdiction in the world.

7.1 Settlement agreements

Has the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm ever entered into a settlement agreement with any financial services regulator, securities or derivatives exchange, SRO or similar organization?

Yes No

If yes, provide the following information for each settlement agreement:

| |
|---------------------------------|
| Name of entity |
| Regulator/organization |
| Date of settlement (yyyy/mm/dd) |
| Details of settlement |
| Jurisdiction |

7.2 Disciplinary history

Has any financial services regulator, securities or derivatives exchange, SRO or similar organization ever:

| | Yes | No |
|---|-----|----|
| (a) Determined that the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm violated any securities regulations or any rules of a securities or derivatives exchange, SRO or similar organization? | | |
| (b) Determined that the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm made a false statement or omission? | | |
| (c) Issued a warning or requested an undertaking by the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm? | | |
| (d) Suspended or terminated any registration, licensing or membership of the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm? | | |
| (e) Imposed terms or conditions on any registration or membership of the firm, or predecessors or specified affiliates of the firm? | | |
| (f) Conducted a proceeding or investigation involving the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm? | | |
| (g) Issued an order (other than an exemption order) or a sanction to the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm for securities or derivatives-related activity (e.g. cease trade order)? | | |

If yes, provide the following information for each action:

| | |
|-----------------------------|-------------------|
| Name of entity | |
| Type of action | |
| Regulator/organization | |
| Date of action (yyyy/mm/dd) | Reason for action |
| Jurisdiction | |

7.3 Ongoing investigations

Is the firm aware of any ongoing investigations of which the firm or any of its specified affiliates is the subject?

Yes No

If yes, provide the following information for each investigation:

| |
|---|
| Name of entity |
| Reason or purpose of investigation |
| Regulator/organization |
| Date investigation commenced (yyyy/mm/dd) |
| Jurisdiction |

Part 8 – Legal action

The firm must disclose offences or legal actions under any statute governing the firm and its business activities in any jurisdiction.

8.1 Criminal convictions

Has the firm, or any predecessors or specified affiliates of the firm ever been convicted of any criminal or quasi-criminal offence?

Yes No

If yes, provide the following information for each conviction:

| | |
|---------------------------------|----------------------------|
| Name of entity | |
| Type of offence | |
| Case name | Case number, if applicable |
| Date of conviction (yyyy/mm/dd) | |
| Jurisdiction | |

8.2 Outstanding criminal charges

Is the firm or any of its specified affiliates currently the subject of any outstanding criminal or quasi-criminal charges?

Yes No

If yes, provide the following information for each charge:

| |
|-----------------------------|
| Name of entity |
| Type of offence |
| Date of charge (yyyy/mm/dd) |
| Jurisdiction |

8.3 Outstanding legal actions

| | Yes | No |
|---|-----|----|
| (a) Is the firm currently a defendant or respondent (or the equivalent in any jurisdiction) in any outstanding legal action? | | |
| (b) Are any of the firm's specified affiliates currently a defendant or respondent (or the equivalent in any jurisdiction) in any outstanding legal action that involves fraud, theft or securities-related activities, or that could significantly affect the firm's business? | | |

If yes, provide the following information for each legal action:

| |
|--|
| Name of entity |
| Type of legal action |
| Date of legal action (yyyy/mm/dd) |
| Current stage of litigation |
| Remedies requested by plaintiff or appellant |
| Jurisdiction |

8.4 Judgments

| | Yes | No |
|---|-----|----|
| (a) Has any judgment been rendered against the firm or is any judgment outstanding in any civil court for damages or other relief relating to fraud, theft or securities-related activities? | | |
| (b) Are any of the firm's specified affiliates currently the subject of any judgments that involve fraud, theft or securities-related activities, or that could significantly affect the firm's business? | | |

If yes, provide the following information for each judgment:

| |
|--|
| Name of entity |
| Type of judgment |
| Date of judgment (yyyy/mm/dd) |
| Current stage of litigation, if applicable |
| Remedies requested by plaintiffs |

Part 9 – Certification

It is an offence under securities legislation or derivatives legislation to give false or misleading information on this form.

By signing below, you:

1. Certify to the regulator in each jurisdiction of Canada where the firm is submitting and filing this form, either directly or through the principal regulator, that:
 - you have read this form, and
 - to the best of your knowledge and after reasonable inquiry, all of the information provided on this form is true and complete.
2. Certify to each regulator in a non-principal jurisdiction of Canada where the firm is submitting and filing this form, either directly or through the principal regulator, that at the date of this submission:
 - the firm has submitted and filed all information required to be submitted and filed under the securities legislation or derivatives legislation or both of the principal jurisdiction of Canada in relation to the firm's registration in that jurisdiction, and
 - this information is true and complete.
3. Authorize the principal regulator to give each non-principal regulator access to any information the firm has submitted or filed with the principal regulator under securities legislation or derivatives legislation or both of the principal jurisdiction of Canada in relation to the firm's registration in that jurisdiction.
4. Acknowledge that the regulator may collect and provide personal information about the individuals referred to in this form under *Collection and use of personal information*.
5. Confirm that the individuals referred to in this form have been notified that their personal information is disclosed on this form, the legal reason for doing so, how it will be used and who to contact for more information.

| |
|---|
| Name of firm |
| Name of firm's authorized signing officer or partner |
| Title of firm's authorized signing officer or partner |
| Signature |
| Date (yyyy/mm/dd) |

Witness

The witness must be a lawyer, notary public or commissioner of oaths.

| |
|-------------------|
| Name of witness |
| Title of witness |
| Signature |
| Date (yyyy/mm/dd) |

SCHEDULE A
Contact information for
Notice of collection and use of personal information

Alberta

Alberta Securities Commission,
 4th Floor, 300 - 5th Avenue SW
 Calgary, AB T2P 3C4
 Attention: Information Officer
 Telephone: (403) 355-4151

British Columbia

British Columbia Securities Commission
 P.O. Box 10142, Pacific Centre
 701 West Georgia Street
 Vancouver, BC V7Y 1L2
 Attention: Freedom of Information Officer
 Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393 (in BC)

Manitoba

The Manitoba Securities Commission
 500 - 400 St. Mary Avenue
 Winnipeg, MB R3C 4K5
 Attention: Director of Registrations
 Telephone (204) 945-2548
 Fax (204) 945-0330

New Brunswick

New Brunswick Securities Commission
 Suite 300, 85 Charlotte Street
 Saint John, NB E2L 2J2
 Attention: Director, Regulatory Affairs
 Telephone: (506) 658-3060

Newfoundland and Labrador

Securities NL
 Financial Services Regulation Division
 Department of Government Services
 P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
 Confederation Building
 St. John's, NL A1B 4J6
 Attention: Manager of Registrations
 Tel: (709) 729-5661

Nova Scotia

Nova Scotia Securities Commission
 2nd Floor, Joseph Howe Building
 1690 Hollis Street
 P.O. Box 458
 Halifax, NS B3J 2P8
 Attention: Deputy Director, Capital Markets
 Telephone: (902) 424-7768

Northwest Territories

Government of the Northwest Territories
 P.O. Box 1320
 Yellowknife, NWT X1A 2L9
 Attention: Deputy Superintendent of Securities
 Telephone: (867) 920-8984

Nunavut

Legal Registries Division
 Department of Justice
 Government of Nunavut
 P.O. Box 1000 Station 570
 Iqaluit, NU X0A 0H0
 Attention: Deputy Registrar of Securities
 Telephone: (867) 975-6590

Ontario

Ontario Securities Commission
 Suite 1903, Box 55
 20 Queen Street West
 Toronto, ON M5H 3S8
 Attention: FOI Coordinator
 Telephone: (416) 593-8314

Prince Edward Island

Securities Registry
 Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and
 Insurance Services Division
 P.O. Box 2000
 Charlottetown, PE C1A 7N8
 Attention: Deputy Registrar of Securities
 Telephone: (902) 368-6288

Québec

Autorité des marchés financiers
 800, square Victoria, 22e étage
 C.P. 246, tour de la Bourse
 Montréal (Québec) H4Z 1G3
 Attention: Responsable de l'accès à l'information
 Telephone: (514) 395-0337 or (877) 525-0337 (in Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services Commission
 Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
 Regina, SK S4P 4H2
 Attention: Director
 Telephone: (306) 787-5842

Yukon

Yukon Securities Office
 Department of Community Services
 P.O. Box 2703 C-6
 Whitehorse, YT Y1A 2C6
 Attention: Superintendent of Securities
 Telephone: (867) 667-5225

Self-regulatory organization

Investment Industry Regulatory Organization of Canada
 121 King Street West, Suite 1600
 Toronto, Ontario M5H 3T9
 Attention: Privacy Officer
 Telephone: (416) 364-6133
 E-mail: PrivacyOfficer@iiroc.ca

SCHEDULE B**Submission to jurisdiction and appointment of agent for service**

1. Name of person or company (the "Firm"):
2. Jurisdiction of incorporation of the person or company:
3. Name of agent for service of process (the "Agent for Service"):
4. Address for service of process on the Agent for Service:
5. The Firm designates and appoints the Agent for Service at the address stated above as its agent upon whom may be served a notice, pleading, subpoena, summons or other process in any action, investigation or administrative, criminal, quasi-criminal or other proceeding (a "Proceeding") arising out of or relating to or concerning the Firm's activities in the local jurisdiction and irrevocably waives any right to raise as a defense in any such proceeding any alleged lack of jurisdiction to bring such Proceeding.
6. The Firm irrevocably and unconditionally submits to the non-exclusive jurisdiction of the judicial, quasi-judicial and administrative tribunals of the local jurisdiction and any administrative proceeding in the local jurisdiction, in any proceeding arising out of or related to or concerning the Firm's activities in the local jurisdiction.
7. Until six years after the Firm ceases to be registered, the Firm must file
 - a. a new Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service in this form no later than the 7th day after the date this Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service is terminated; and
 - b. an amended Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service no later than the 7th day after any change in the name or above address of the Agent for Service.
8. This Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service is governed by and construed in accordance with the laws of the local jurisdiction.

Dated: _____

(Signature of the Firm or authorized signatory)

(Name and Title of authorized signatory)

Acceptance

The undersigned accepts the appointment as Agent for Service of (Insert name of the Firm) under the terms and conditions of the foregoing Submission to Jurisdiction and Appointment of Agent for Service.

Dated: _____

(Signature of Agent for Service or authorized signatory)

(Name and Title of authorized signatory)

SCHEDULE C
FORM 31-103F1 Calculation of excess working capital

 Firm Name

Capital Calculation
 (as at _____ with comparative figures as at _____)

| | Component | Current period | Prior period |
|-----|---|----------------|--------------|
| 1. | Current assets | | |
| 2. | Less current assets not readily convertible into cash (e.g., prepaid expenses) | | |
| 3. | Adjusted current assets Line 1 minus line 2 = | | |
| 4. | Current liabilities | | |
| 5. | Add 100% of long-term related party debt unless the firm and the lender have executed a subordination agreement in the form set out in Appendix B and the firm has delivered a copy of the agreement to the regulator | | |
| 6. | Adjusted current liabilities Line 4 plus line 5 = | | |
| 7. | Adjusted working capital Line 3 minus line 6 = | | |
| 8. | Less minimum capital | | |
| 9. | Less market risk | | |
| 10. | Less any deductible under the firm's bonding or insurance policy | | |
| 11. | Less Guarantees | | |
| 12. | Less unresolved differences | | |
| 13. | Excess working capital | | |

Notes:

This form must be prepared on an unconsolidated basis.

Line 8. Minimum Capital – The amount on this line must be not less than (a) \$25,000 for an adviser, (b) \$50,000 for a dealer, and (c) \$100,000 for an investment fund manager.

Line 9. Market Risk – The amount on this line must be calculated according to the instructions set out in Schedule 1 to this Form.

Line 11. Guarantees – If the registered firm is guaranteeing the liability of another party, the total amount of the guarantee must be included in the capital calculation. If the amount of a guarantee is included in the firm's balance sheet as a current liability and is reflected in line 4, do not include the amount of the guarantee on line 11.

Line 12. Unresolved differences – Any unresolved differences that could result in a loss from either firm or client assets must be included in the capital calculation.

The examples below are intended to provide guidance as to how to calculate unresolved differences:

- (i) If there is an unresolved difference relating to client securities, the amount to be reported on Line 12 will be equal to the market value of the client securities that are short, plus the applicable margin rate for those securities.
- (ii) If there is an unresolved difference relating to the registrant's investments, the amount to be reported on Line 12 will be equal to the market value of the investments (securities) that are short.
- (iii) If there is an unresolved difference relating to cash, the amount to be reported on Line 12 will be equal to the amount of the shortfall in cash.

Management Certification

Registered Firm Name: _____

We have examined the attached capital calculation and certify that the firm is in compliance with the capital requirements as at _____.

| | Name and Title | Signature | Date |
|----|----------------|-----------|-------|
| 1. | _____ | _____ | _____ |
| 2. | _____ | _____ | _____ |

**Schedule 1 of Form 31-103F1 Calculation of Excess Working Capital
(calculating line 9 [market risk])**

For each security whose value is included in line 1, Current Assets, multiply the market value of the security by the margin rate for that security set out below. Add up the resulting amounts for all of the securities you hold. The total is the "market risk" to be entered on line 9.

(a) Bonds, Debentures, Treasury Bills and Notes

- (i) Bonds, debentures, treasury bills and other securities of or guaranteed by the Government of Canada, of the United Kingdom, of the United States of America and of any other national foreign government (provided such foreign government securities are currently rated Aaa or AAA by Moody's Investors Service, Inc. or Standard & Poor's Corporation, respectively), maturing (or called for redemption):
- | | |
|--------------------------|--|
| within 1 year | 1% of market value multiplied by the fraction determined by dividing the number of days to maturity by 365 |
| over 1 year to 3 years | 1 % of market value |
| over 3 years to 7 years | 2% of market value |
| over 7 years to 11 years | 4% of market value |
| over 11 years | 4% of market value |
- (ii) Bonds, debentures, treasury bills and other securities of or guaranteed by any province of Canada and obligations of the International Bank for Reconstruction and Development, maturing (or called for redemption):
- | | |
|--------------------------|--|
| within 1 year | 2% of market value multiplied by the fraction determined by dividing the number of days to maturity by 365 |
| over 1 year to 3 years | 3 % of market value |
| over 3 years to 7 years | 4% of market value |
| over 7 years to 11 years | 5% of market value |
| over 11 years | 5% of market value |
- (iii) Bonds, debentures or notes (not in default) of or guaranteed by any municipal corporation in Canada or the United Kingdom maturing:
- | | |
|--------------------------|--|
| within 1 year | 3% of market value multiplied by the fraction determined by dividing the number of days to maturity by 365 |
| over 1 year to 3 years | 5 % of market value |
| over 3 years to 7 years | 5% of market value |
| over 7 years to 11 years | 5% of market value |
| over 11 years | 5% of market value |
- (iv) Other non-commercial bonds and debentures, (not in default):
- 10% of market value
- (v) Commercial and corporate bonds, debentures and notes (not in default) and non-negotiable and non-transferable trust company and mortgage loan company obligations registered in the registered firm's name maturing:
- | | |
|--------------------------|---------------------|
| within 1 year | 3% of market value |
| over 1 year to 3 years | 6 % of market value |
| over 3 years to 7 years | 7% of market value |
| over 7 years to 11 years | 10% of market value |
| over 11 years | 10% of market value |

(b) Bank Paper

Deposit certificates, promissory notes or debentures issued by a Canadian chartered bank (and of Canadian chartered bank acceptances) maturing:

- | | |
|---------------|--|
| within 1 year | 2% of market value multiplied by the fraction determined by dividing the number of days to maturity by 365 |
| over 1 year | apply rates for commercial and corporate bonds, debentures and notes |

(c) Acceptable foreign bank paper

Deposit certificates, promissory notes or debentures issued by a foreign bank, readily negotiable and transferable and maturing:

- | | |
|---------------|--|
| within 1 year | 2% of market value multiplied by the fraction determined by dividing the number of days to maturity by 365 |
| over 1 year | apply rates for commercial and corporate bonds, debentures and notes |

"Acceptable Foreign Bank Paper" consists of deposit certificates or promissory notes issued by a bank other than a Canadian chartered bank with a net worth (i.e., capital plus reserves) of not less than \$200,000,000.

(d) Mutual Funds

Where securities of mutual funds qualified by prospectus for sale in any province of Canada, the margin required is:

- (i) 5% of the market value of the fund, where the fund is a money market mutual fund as defined in National Instrument 81-102; or
- (ii) the margin rate determined on the same basis as for listed stocks multiplied by the market value of the fund.

(e) Stocks

(i) On securities (other than bonds and debentures) including rights and warrants listed on any exchange in Canada or the United States:

Long Positions – Margin Required

Securities selling at \$2.00 or more – 50% of market value

Securities selling at \$1.75 to \$1.99 – 60% of market value

Securities selling at \$1.50 to \$1.74 – 80% of market value

Securities selling under \$1.50 – 100% of market value

Short Positions – Credit Required

Securities selling at \$2.00 or more – 150% of market value

Securities selling at \$1.50 to \$1.99 - \$3.00 per share

Securities selling at \$0.25 to \$1.49 – 200% of market value

Securities selling at less than \$0.25 – market value plus \$0.25 per shares

(ii) For positions in securities (other than bonds and debentures but including warrants and rights), 50% of the market value if the security is a constituent security on a major broadly-based index of one of the following exchanges:

- (a) American Stock Exchange
- (b) Australian Stock Exchange Limited
- (c) Bolsa de Valores de Sao Paulo
- (d) Borsa Italiana
- (e) Boston Stock Exchange
- (f) Chicago Board of Options Exchange
- (g) Chicago Board of Trade
- (h) Chicago Mercantile Exchange
- (i) Chicago Stock Exchange
- (j) Euronext Amsterdam
- (k) Euronext Brussels
- (l) Euronext Paris S.A.
- (m) Frankfurt Stock Exchange
- (n) London International Financial Futures and Options Exchange
- (o) London Stock Exchange
- (p) Montreal Exchange
- (q) New York Mercantile Exchange
- (r) New York Stock Exchange
- (s) New Zealand Exchange Limited
- (t) Pacific Exchange
- (u) Swiss Exchange
- (v) The Stock Exchange of Hong Kong Limited
- (w) Tokyo Stock Exchange
- (x) Toronto Stock Exchange
- (y) TSX Venture Exchange

(f) For all other securities – 100% of market value.

**FORM 33-109F7
REINSTATEMENT OF REGISTERED INDIVIDUALS AND PERMITTED
INDIVIDUALS
(sections 2.3 and 2.5(2))**

GENERAL INSTRUCTIONS

Complete and submit this form to the relevant regulator(s) or in Québec, the securities regulatory authority, or self-regulatory organization (SRO) if an individual has left a sponsoring firm and is seeking to reinstate their registration in the same category or reinstate their same status of permitted individual as before with a sponsoring firm. You only need to complete and submit one form regardless of the number of registration categories or permitted individual statuses you are seeking to be reinstated in.

An individual may reinstate their registration or permitted individual status by submitting this form. This form may only be used if all of the following apply:

1. this form is submitted on or before three months after the termination date of the individual's employment, partnership or agency relationship with the individual's former sponsoring firm,
2. there have been no changes to the information previously submitted in respect of Items 13 (Regulatory Disclosure), 14 (Criminal Disclosure), 15 (Civil Disclosure) and 16 (Financial Disclosure) of the individual's Form 33-109F4 since the individual left their former sponsoring firm, and
3. the individual's employment, partnership or agency relationship with their former sponsoring firm did not end because the individual was dismissed, or was asked by the firm to resign, following an allegation against the individual of criminal activity, a breach of securities legislation, or a breach of the rules of an SRO.

If you do not meet all of the above conditions then you must apply for reinstatement by completing on NRD a Form 33-109F4 by making the NRD submission entitled 'Reactivation of Registration'.

Terms

In this form, "you", "your" and "individual" means the individual who is seeking to reinstate their registration.

"former sponsoring firm" means the registered firm where you most recently carried out duties as a registered or permitted individual.

"major shareholder" and "shareholder" mean a shareholder who, in total, directly or indirectly owns voting securities carrying 10 per cent or more of the votes carried by all outstanding voting securities.

"new sponsoring firm" means the registered firm where you will begin carrying out duties as a registered or permitted individual when your registration or permitted individual status is reinstated.

Several terms used in this form are defined in the Form 33-109F4 [*Registration of Individuals and Review of Permitted Individuals*] that you submitted when you first became registered or elsewhere in the securities legislation of your province or territory. Please refer to those definitions.

How to submit this form***NRD format***

Submit this form at the National Registration Database (NRD) website in NRD format at www.nrd.ca. If you have any questions, contact the compliance, registration or legal department of the new sponsoring firm or a legal adviser, or visit the NRD information website at www.nrd-info.ca.

Format, other than NRD format

If you are relying on the temporary hardship exemption in section 5.1 of National Instrument 31-102 *National Registration Database*, you may submit this form in a format other than NRD format.

If you need more space, use a separate sheet of paper. Clearly identify the Item and question number. Complete and sign the form, and send it to the relevant regulator(s) or, in Québec, the securities regulatory authority, SRO (s) or similar authority. The number of originally signed copies of the form you are required to submit depends on the province or territory, and on the regulator, the securities regulatory authority or SRO.

To avoid delays in processing this form, be sure to answer all of the items that apply to you. If you have questions, contact the compliance, registration or legal department of the new sponsoring firm or a legal adviser, or visit the National Registration Database information website at www.nrd-info.ca.

Item 1 Name**1. NRD number:****2. Legal name**

Last name First name Second name (N/A) Third name (N/A)

3. Date of birth (YYYY/MM/DD):**4. Use of other names**

Are you currently using, or have you ever used, operated under, or carried on business under, a name other than the name(s) mentioned above (for example, trade names for sole proprietorships or team names)?

Yes No

If "yes", complete Schedule A.

Item 2 Number of jurisdictions

1. Are you seeking to reinstate your registration or permitted individual status in more than one jurisdiction of Canada?

Yes No

2. Check each province or territory in which you are seeking reinstatement of registration or reinstatement as a permitted individual:

All jurisdictions

- Alberta
- British Columbia
- Manitoba
- New Brunswick
- Newfoundland and Labrador
- Northwest Territories
- Nova Scotia
- Nunavut
- Ontario
- Prince Edward Island
- Québec
- Saskatchewan
- Yukon

Item 3 Individual categories

1. On Schedule B, check each category for which you are seeking to reinstate your registration or permitted individual status. If you are seeking reinstatement of status as a permitted individual, check each category that describes your position with your new sponsoring firm.

2. If you are seeking reinstatement as a representative of a mutual fund dealer or of a scholarship plan dealer in Québec, are you covered by your new sponsoring firm's professional liability insurance?

Yes No

If "No", state:

The name of your insurer _____

Your policy number _____

Item 4 Address and agent for service

1. Address for service

You must have one address for service in each province or territory where you are submitting this form. A residential or business address is acceptable. A post office box is not acceptable. Complete Schedule C for each additional address for service you are providing.

Address for service:

(number, street, city, province or territory, postal code)

Telephone number _____ Fax number, if applicable _____

E-mail address, if available _____

2. Agent for service

If you have appointed an agent for service, provide the following information for the agent in each province or territory where you have an agent for service. The address of your agent for service must be the same as the address for service above. If your agent for service is not an individual, provide the name of your contact person.

Name of agent for service: _____

Contact person: _____
Last name, First name

Item 5 Location of employment

1. Provide the following information for your new sponsoring firm. If you will be working out of more than one location, provide the following information for the location out of which you will be doing most of your business.

Unique Identification Number (optional): _____

NRD location number: _____

Business address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

Telephone number: (____) _____ Fax number: (____) _____

2. If the new sponsoring firm has a foreign head office, and/or you are not a resident of Canada, provide the address for the location in which you will be conducting business.

Business address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

Telephone number: (____) _____ Fax number: (____) _____

[The following under #3 "Type of location", #4 and #5 is for a Format other than NRD format only]

3. Type of location:

Head office Branch or Business Location Sub-branch

4. Name of branch manager: _____

5. **Check here if the mailing address of the location is the same as the business address provided above. Otherwise, complete the following:**

Mailing address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

Date on which you will become authorized to act on behalf of the new sponsoring firm as a registered individual or permitted individual _____
(YYYY/MM/DD)

Item 6 Previous employment

Provide the following information for your former sponsoring firm.

Name: _____

Date on which you were no longer authorized to act on behalf of your former sponsoring firm as a registered individual or permitted individual: _____
(YYYY/MM/DD)

The reason why you left your former sponsoring firm:

Item 7 Current employment, other business activities, officer positions held and directorships

Name of your new sponsoring firm: _____

Complete a separate Schedule D for each of your current business and employment activities, including employment and business activities with your new sponsoring firm and any employment and business activities outside your new sponsoring firm. Also include all business related officer or director positions and any other equivalent positions held, whether you receive compensation or not.

Item 8 Ownership of securities in new sponsoring firm

Are you a partner or major shareholder of your new sponsoring firm?

Yes No

If "Yes", complete Schedule E.

Item 9 Confirm permanent record

1. Check the appropriate box to indicate that, since leaving your former sponsoring firm, there has been a change to any information previously submitted for the items of your Form 33-109F4 that are listed below.

- Regulatory disclosure (Item 13)
- Criminal disclosure (Item 14)
- Civil disclosure (Item 15)
- Financial disclosure (Item 16)

2. Check the box below - ***I am eligible to file this Form 33-109F7, only*** if you satisfy both of the following conditions:

(a) there are no changes to any of the disclosure items under Item 9.1 above, and

(b) your employment, partnership or agency relationship with your former sponsoring firm did not end because you were asked by the firm to resign, or were dismissed, following an allegation against you of

- criminal activity,
- a breach of securities legislation, or
- a breach of the rules of an SRO.

If you do not meet the above conditions for selecting the box ***I am eligible to file this Form 33-109F7***, then you must apply for reinstatement by completing on NRD a

Form 33-109F4 by making the NRD submission entitled '*Reactivation of Registration*'. If you are submitting a Form 33-109F4 in a format other than NRD format you must complete the entire form.

I am eligible to file this Form 33-109F7.

Item 10 Acknowledgements, submission to jurisdiction and notice of collection and use of personal information

By submitting this form, you:

- acknowledge that the submission to jurisdiction, consent to collection and use of personal information, and authorization in respect of SROs (to the extent applicable) that you provided in your Form 33-109F4 remain in effect and extend to this form
- consent to the collection and disclosure of your personal information by regulators and by your sponsoring firm, in each case, for registration and other related regulatory purposes.

If you have any questions about the collection and use of your personal information, contact the securities regulatory authority or applicable SRO in the relevant jurisdiction. See Schedule F for details. In Québec, you can also contact the Commission d'accès à l'information at 1-888-528-7741 or visit its website at www.cai.gouv.qc.ca.

You acknowledge and agree that if you are seeking reinstatement of your registration and it was subject to any undischarged terms and conditions when you left your former sponsoring firm, those terms and conditions will remain in effect at your new sponsoring firm.

Item 11 Warning

It is an offence under securities legislation and/or derivatives legislation, including commodity futures legislation, to give false or misleading information on this form.

Item 12 Certification

1. Certification - NRD format:

I confirm I have discussed the questions in this form with an officer, branch manager or supervisor of my sponsoring firm. To the best of my knowledge, the officer, branch manager or supervisor was satisfied that I fully understood the questions. I will limit my activities to those permitted by my category of registration.

I am making this submission as agent for the individual. By checking this box, I certify that the individual provided me with all of the information on this form.

2. Certification - Format other than NRD format:

Individual

By signing below, I certify to the regulator, or in Québec the securities regulatory authority, in each jurisdiction where I am submitting this form, either directly or through the principal regulator that:

- I have read the form and understand the questions, and
- all of the information provided on this form is true, and complete.

Signature of individual _____ Date signed _____
(YYYY/MM/DD)

Authorized partner or officer of the new sponsoring firm

By signing below, I certify to the regulator, or in Québec the securities regulatory authority, in each jurisdiction where I am submitting this form for the individual that:

- the individual will be engaged by the new sponsoring firm as a registered individual or a permitted individual
- I have, or a branch manager or another officer or supervisor has, discussed the questions set out in this form with the individual and, to the best of my knowledge, the individual fully understands the questions, and
- the new sponsoring firm understands that if the individual's reinstatement of registration was subject to any undischarged terms and conditions when the individual left their former sponsoring firm, those terms and conditions remain in effect and agrees to assume any ongoing obligations that apply to the sponsoring firm in respect of the individual under those terms and conditions.

Name of firm

Name of authorized signing officer or partner

Title of authorized signing officer or partner

Signature of authorized signing officer or partner

Date signed (YYYY/MM/DD)

SCHEDULE A
Use of other names (Item 1.4)

Item 1.4 Use of other names

Name 1:

Name: _____

Provide the reasons for the use of this other name (for example, trade name or team name): _____

If this other name is or was used in connection with any sponsoring firm, did the sponsoring firm approve the use of the name?

Yes No

When did you use this name? From: _____ To: _____
 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

Name 2:

Name: _____

Provide the reasons for the use of this other name (for example, trade name or team name):

If this other name is or was used in connection with any sponsoring firm, did the sponsoring firm approve the use of the name?

Yes No

When did you use this name? From: _____ To: _____
 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

Name 3:

Name: _____

Provide the reasons for the use of this other name (for example, trade name or team name):

If this other name is or was used in connection with any sponsoring firm, did the sponsoring firm approve the use of the name?

Yes No

When did you use this name? From: _____ To: _____
 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

SCHEDULE B
Individual Categories (Item 3)

Check each category for which you are seeking reinstatement of registration, approval or permitted individual status

Categories Common to all jurisdictions under securities legislation

Firm categories [Format other than NRD format only]

- Investment Dealer
- Mutual Fund Dealer
- Scholarship Plan Dealer
- Exempt Market Dealer
- Restricted Dealer
- Portfolio Manager
- Restricted Portfolio Manager
- Investment Fund Manager

Individual categories and permitted activities

- Dealing Representative
- Advising Representative
- Associate Advising Representative
- Ultimate Designated Person
- Chief Compliance Officer
- Officer – Specify title:
- Director
- Partner
- Shareholder
- Branch Manager (MFDA members only)
- IIROC approval only

Investment Industry Regulatory Organization of Canada

Approval categories

- Executive
- Director (Industry)
- Director (Non-Industry)
- Supervisor
- Investor
- Registered Representative
- Investment Representative
- Trader

Additional approval categories

- Chief Compliance Officer
- Chief Financial Officer
- Ultimate Designated Person

Products

- Non-Trading
- Securities
- Options
- Futures Contracts and Futures Contract Options
- Mutual Funds only

Customer type

- Retail
- Institutional

Not Applicable

Portfolio management

Portfolio Management

Categories under local commodity futures and derivatives legislation

Ontario

Firm categories

- Commodity Trading Adviser
- Commodity Trading Counsel
- Commodity Trading Manager
- Futures Commission Merchant

Individual categories and permitted activities

- Advising Representative
- Salesperson
- Branch Manager
- Officer – Specify title:
- Director
- Partner
- Shareholder
- IIROC approval only

Manitoba

Firm categories

- Dealer (Merchant)
- Dealer (Futures Commission Merchant)
- Dealer (Floor Broker)
- Adviser
- Local

Individual categories and permitted activities

- Floor Trader
- Salesperson
- Branch Manager
- Adviser
- Officer – Specify title
- Director
- Partner
- Futures Contracts Portfolio Manager
- Associate Futures Contracts Portfolio Manager
- IIROC approval only
- Local

Québec – activities relating to derivatives

For information purposes, indicate whether you will carry on activities as a representative of:

- An Investment Dealer Acting as a Derivatives dealer
- A Portfolio Manager Acting as a Derivatives portfolio manager

SCHEDULE C**Address and agent for service (Item 4)****Item 4.1 Address for service**

You must have one address for service in each province or territory in which you are now, or are seeking to become, a registered individual or permitted individual. A post office box is not an acceptable address for service.

Address for service:

(number, street, city, province or territory, postal code)

Telephone number: () _____ Fax number: () _____

E-mail address: _____

Item 4.2 Agent for service

If you have appointed an agent for service, provide the following information for the agent. The address for service provided above must be the address of the agent named below.

Name of agent for service: _____

(if applicable)

Contact person:

Last name, First name

SCHEDULE D**Current employment, other business activities, officer positions held and directorships
(Item 7)**

Complete a separate Schedule E for each of your current business and employment activities with your sponsoring firm and with all other organizations. This includes any business related officer or director positions held, or any other equivalent positions held, whether you receive compensation or not.

1. Start date

(YYYY/MM/DD)

2. Firm information

Check here if this activity is employment with your sponsoring firm.

If the activity is with your sponsoring firm, you are not required to indicate the firm name and address information below:

Name of business or employer:

Address of business or employer:

(number, street, city, province, territory or state, country)

Name and title of your immediate supervisor: _____

3. Description of duties

Describe all employment and business activities related to this employer. Include the nature of the business and your duties, title or relationship with the business. If you are seeking registration that requires specific experience, include details with this firm such as level of responsibility, value of accounts under direct supervision, number of years of experience, and percentage of time spent on each activity.

4. Number of work hours per week

How many hours per week do you devote to this business or employment? _____

If this activity is employment with your sponsoring firm and you work less than 30 hours per week, explain why.

5. Conflict of Interest

If you have more than one employer or are engaged in business related activities, disclose any potential for confusion by clients and any potential for conflicts of interest arising from your multiple employment or business related activities or proposed business related activities. Include whether or not any of your employers or organizations where you engage in business related activities are listed on an exchange. Confirm whether the firm

has procedures for minimizing potential conflicts of interest and if so, confirm that you are aware of these procedures.

If you do not perceive any conflicts of interest arising from this employment, explain why.

SCHEDULE E
Ownership of securities and derivatives firms (Item 8)

Firm name: _____

What is your relationship to the firm? Partner Major shareholder

What is the period of this relationship?

From: _____ To: _____ (if applicable)

 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

Provide the following information:

a) State the number, value, class and percentage of securities, or the amount of partnership interest you own or propose to acquire when you are reinstated or approved as a result of the review of this form. If acquiring shares when you are so approved or registered, state the source (for example, treasury shares, or if upon transfer, state name of transferor).

b) State the market value (approximate, if necessary) of any subordinated debentures or bonds of the firm to be held by you or any other subordinated loan to be made by you to the firm:

c) If another person or firm has provided you with funds to invest in the firm, provide the name of the person or firm and state the relationship between you and that person or firm:

d) Are the funds to be invested (or proposed to be invested) guaranteed directly or indirectly by any person or firm?

Yes No

If "Yes", provide the name of the person or firm and state the relationship between you and that person or firm:

e) Have you directly or indirectly given up any rights relating to these securities or this partnership interest, or do you, when you are registered or approved as a result of the review of this form, intend to give up any of these rights (including by hypothecation, pledging or depositing as collateral the securities or partnership interest with any firm or person)?

Yes No

If "Yes", provide the name of the person or firm, state the relationship between you and that person or firm and describe the rights that have been or will be given up:

f) Is a person other than you the beneficial owner of the shares, bonds, debentures, partnership units or notes held by you?

Yes No

If "Yes", complete (g), (h) and (i).

g) Name of beneficial owner:

| Last name | First name | Second name <i>(if applicable)</i> | Third name <i>(if applicable)</i> |
|-----------|------------|---------------------------------------|--------------------------------------|
|-----------|------------|---------------------------------------|--------------------------------------|

h) Residential address:

(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

i) Occupation: _____

SCHEDULE F**Contact information for
Notice of collection and use of personal information****Alberta**

Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 - 5th Avenue SW
Calgary, AB T2P 3C4
Attention: Information Officer
Telephone: (403) 355-4151

British Columbia

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver, BC V7Y 1L2
Attention: Freedom of Information Officer
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-
6393 (in BC)

Manitoba

The Manitoba Securities Commission
500 - 400 St. Mary Avenue
Winnipeg, MB R3C 4K5
Attention: Director of Registrations
Telephone (204) 945-2548
Fax (204) 945-0330

New Brunswick

New Brunswick Securities Commission
Suite 300, 85 Charlotte Street
Saint John, NB E2L 2J2
Attention: Director, Regulatory Affairs
Telephone: (506) 658-3060

Newfoundland and Labrador

Securities NL
Financial Services Regulation Division
Department of Government Services
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's, NL A1B 4J6
Attention: Manager of Registrations
Tel: (709) 729-5661

Nova Scotia

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax, NS B3J 2P8
Attention: Deputy Director, Capital
Markets
Telephone: (902) 424-7768

Nunavut

Legal Registries Division
Department of Justice
Government of Nunavut
P.O. Box 1000 Station 570
Iqaluit, NU X0A 0H0
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (867) 975-6590

Ontario

Ontario Securities Commission
Suite 1903, Box 55
20 Queen Street West
Toronto, ON M5H 3S8
Attention: FOI Coordinator
Telephone: (416) 593-8314

Prince Edward Island

Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer,
Corporate and
Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown, PE C1A 7N8
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (902) 368-6288

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Attention: Responsable de l'accès à
l'information
Telephone: (514) 395-0337 or
(877) 525-0337 (in Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services
Commission
Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive
Regina, SK S4P 4H2
Attention: Director
Telephone: (306) 787-5842

Yukon

Yukon Securities Office
Department of Community Services
P.O. Box 2703 C-6
Whitehorse, YT Y1A 2C6
Attention: Superintendent of Securities
Telephone: (867) 667-5225

Northwest Territories

Government of the Northwest Territories
P.O. Box 1320
Yellowknife, NWT X1A 2L9
Attention: Deputy Superintendent of
Securities
Telephone: (867) 920-8984

Self-regulatory organization

Investment Industry Regulatory Organization
of Canada
121 King Street West, Suite 1600
Toronto, Ontario M5H 3T9
Attention: Privacy Officer
Telephone: (416) 364-6133
E-mail: PrivacyOfficer@iiroc.ca

POLICY STATEMENT TO REGULATION 33-109 RESPECTING REGISTRATION INFORMATION

PART 1 GENERAL

1.1. Purpose

This Policy Statement sets out how the Canadian Securities Administrators interpret or apply *Regulation 33-109 respecting Registration Information* (the Regulation).

The registration requirement in securities legislation provides protection to investors from unfair, improper or fraudulent practices and enhances capital market integrity and efficiency. The information required under the Regulation allows regulators to assess a filer's fitness for registration or for permitted individual status, with regard to their solvency, integrity and proficiency. These fitness requirements are the cornerstones of the registration requirement. In each jurisdiction of Canada the registration requirement and the Regulation apply to dealers, underwriters, advisers and investment fund managers and to individuals who act on their behalf as registered or permitted individuals.

1.2. Overview of the forms

The following forms are submitted by firms

- Form 33-109F6 *Firm Registration* – to apply for registration as a dealer, adviser or investment fund manager
- Form 33-109F3 *Business Locations other than Head Office* – to disclose each business location of the firm and any change of location
- Form 33-109F1 *Notice of Termination of Registered Individuals and Permitted Individuals* - to notify the regulator that a registered or permitted individual has ceased to have authority to act on behalf of the firm

The following forms are for individuals and are submitted in NRD format:

- Form 33-109F4 *Registration of Individuals and Review of Permitted Individuals* – to apply for registration or review as a permitted individual
- Form 33-109F2 - *Change or Surrender of Individual Categories* – to apply for registration or review in an additional category or to surrender a category
- Form 33-109F7 – *Reinstatement of Registered Individuals and Permitted Individuals* – to reinstate an individual's registration or a permitted individual status

1.3. Notice requirements

Form 33-109F5 *Change of Registration Information* is used by firms and individuals to notify regulators of any change to their registration information. Under sections 3.1 and 4.1 of the Regulation a registrant and a permitted individual must keep their registration information current on an ongoing basis by filing notices of change of information within the required time.

Appendix A summarizes the notice requirements, time periods and the forms under the Regulation to notify regulators of a change to a firm's or individual's registration information.

1.4. Contact information

When a firm submits a form F6, supporting documents or a form F5, it can make the submission using e-mail, fax or mail. Appendix B attached to this policy sets out the contact information for the regulator in each jurisdiction of Canada and for the Investment Industry Regulatory Organization of Canada (IIROC) in those jurisdictions where the securities regulatory authority has delegated, assigned or authorized IIROC to perform registration functions.

PART 2 FORMS USED BY INDIVIDUALS

2.1. National Registration Database (NRD)

The NRD is the database containing information about all registrants and permitted individuals under securities or commodity futures legislation in each jurisdiction of Canada. The requirement for firms to enrol, and to make certain submissions, on NRD are set out in Regulation 31-102. Detailed information about the NRD and the enrolment process is available in the NRD User Guide published at www.nrd-info.ca.

2.2. Form 33-109F4

The NRD format for submitting a completed form F4 under subsections 2.2(1) or 2.5(1) of the Regulation include four distinct NRD submission types that are made in the following circumstances:

- *Initial Registration*, when an individual is seeking registration, or review as a permitted individual, through NRD for the first time
- *Registration in an Additional Jurisdiction*, when an individual is registered or is a permitted individual in a jurisdiction of Canada and is seeking registration, or review as a permitted individual, in an additional jurisdiction;
- *Registration with an Additional Sponsoring Firm*, when an individual is registered, or is a permitted individual, on behalf of one sponsoring firm and applies for registration, or seeks review as a permitted individual, to act on behalf of an additional sponsoring firm
- *Reactivation of registration*, when an individual who has an NRD record is applying for registration, reinstatement of registration or is seeking review as a permitted individual and is not eligible under sections 2.3(2) or 2.5(2) of the Regulation to submit a Form 33-109F7

Under subsection 2.5(1) of the Regulation, within 7 days of becoming a permitted individual, the individual must submit a form F4 for review by the regulator. An individual whose registration is suspended may apply to reinstate the registration by submitting a completed form F4 to the regulator. This is done with the *Reactivation of registration* submission on NRD. After making this submission the individual may not conduct activities requiring registration unless and until the regulator has approved the application. However, an application for reinstatement or review is not required if the individual meets all of the conditions for automatic reinstatement in subsections 2.3(2) or 2.5(2) of the Regulation, which include submitting a completed form F7 to the regulator as described in section 2.5 below.

2.3. Form 33-109F2

This form is used by individuals to apply to add or to surrender a registration category or to seek review of a change in their permitted individual category. If an individual has ceased to have authority to act on behalf of their sponsoring firm as a registered or permitted individual in the last jurisdiction of Canada where they were so acting, they cannot submit a form F2. Instead, the individual's sponsoring firm submits a

Form 33-109F1 to notify the regulator of the termination or cessation of authority to act on behalf of the firm.

2.4. Form 33-109F5 for individuals

When an individual submits a form F5 to update their registration information the NRD will transmit the information to the regulator in each jurisdiction in which the individual is registered or is a permitted individual. However, only the principal regulator processes the submission to update the individual's registration information on NRD, or if necessary to deny or withdraw the submission.

2.5. Form 33-109F7 for reinstatement

When an individual leaves a sponsoring firm and joins a new registered firm, they may submit a form F7 to have their registration or permitted individual status automatically reinstated in the same category and jurisdiction(s) as before, subject to all of the conditions set out in subsection 2.3(2) or 2.5(2) of the Regulation. An individual who meets all of the applicable conditions will be able to transfer directly from one sponsoring firm to another and start engaging in activities requiring registration from the first day that they submit the form F7.

2.6. Ongoing fitness for registration

Every registrant must maintain their fitness for registration on an ongoing basis. Under securities legislation the regulator has discretionary authority to suspend or revoke an individual's registration or to restrict it with terms and conditions at any time. The regulator may do this, for example, if it receives information through a notice of termination from an individual's former sponsoring firm or any other source that raises concerns about the individual's continued fitness for registration. Individuals will be given an opportunity to be heard before a decision is made to suspend or revoke registration or to impose terms and conditions.

PART 3 FORMS USED BY FIRMS

3.1. Form 33-109F6

When a firm submits a form F6 to apply for registration it may pay the regulatory fees to the applicable regulators by cheque or by using the NRD function called *Resubmit Fee Payment*. A firm that applies in multiple jurisdictions should submit its application to the regulator in the principal jurisdiction or, if Ontario is a non-principal jurisdiction, to the regulators in the principal jurisdiction and in Ontario. For more details refer to *Policy Statement 11-204 respecting Process for registration in multiple jurisdictions*.

3.2. Form 33-109F5

A firm that is registered in multiple jurisdictions may submit a form F5 to its principal regulator only to notify regulators of a change to the firm's registration information, in accordance with subsection 3.1(6) of the Regulation.

3.3. Form 33-109F3

A firm must notify the regulator of each business location in the jurisdiction, including a residence, where a firm's registered individuals are based for the purpose of carrying out activities that require registration. Firms submit this form through the NRD website.

3.4. Discretionary exemption for bulk transfers

Regulators will consider an application for an exemption from certain requirements in the Regulation to facilitate a reorganization or combination of firms which would

otherwise require a large number of submissions to change locations and transfer individuals. The information required, and the conditions to obtain, this type of exemption application are described in the attached Appendix C.

3.5. Form 33-109F1

Under section 4.2 of the Regulation, a registered firm must notify the regulator no more than 7 days after an individual ceased to have authority to act on behalf of the firm, as a registered or permitted individual. Typically, this occurs due to the termination of the individual's employment, partnership or agency relationship with the firm. However, it also occurs when an individual is re-assigned to a different position at the firm that does not require registration or is not a permitted individual category. The form F1 is submitted through the NRD website to give notice of the cessation date and the reason for the termination or cessation.

Under paragraph 4.2(1)(b) of the Regulation, the information in item 5 [*Details about the termination*] of a form F1 must be submitted unless the cessation of authority to act on behalf of the firm was caused by the death or retirement of the individual or the completion of an employment or agency contract. A firm can submit the information in item 5 either at the time of the making the initial submission on NRD, if the information is available within that 7 day period, or within 30 days of the cessation date, by making an NRD submission entitled *Update / Correct Termination Information*.

PART 4 DUE DILIGENCE BY FIRMS

4.1. Obligations of former sponsoring firm

After submitting a Form 33-109F1 with regard to a former sponsored individual a firm should promptly send the individual a copy of the completed form F1. Under subsections 4.2(3) and (4) of the Regulation, within 7 days of a request by a former sponsored individual a firm must provide the individual with a copy of the form F1 that was submitted, and if necessary, a further copy that includes the information in item 5 of the form F1, within 7 days of submitting that information.

4.2. Obligations of new sponsoring firm

(1) In fulfilling its obligations under subsection 5.1(1) of the Regulation a firm should make reasonable efforts to do all of the following:

- establish written policies and procedures to verify an individual's information prior to submitting a Form 33-109F4 or Form 33-109F7 on behalf of the individual
- document the firm's review of an individual's information in accordance with the firm's policies and procedures
- regularly remind registered and permitted individuals about their disclosure obligations under the Regulation, such as notifying the regulator about changes to their registration information

Under subsection 5.1(2) of the Regulation, within 60 days of hiring a sponsored individual a firm must obtain a copy of the most recent Form 33-109F1, if any, for the individual. If a sponsoring firm cannot obtain it from the sponsored individual, as a last resort the individual should request it from the regulator.

The information referred to above will assist the firm in meeting its obligations under subsection 5.1(1) of the Regulation and should inform the firm's hiring decisions. If an individual is hired before a completed Form 33-109F1 is available and if the firm discovers an inconsistency in the individual's disclosure to the firm or the regulator, then the firm should take appropriate action. All of the required information should be available

within 60 days of hiring the individual, which will often fall within the individual's probation period under their employment or agency contract.

PART 5 COMMODITY FUTURES ACT SUBMISSIONS

5.1. Ontario

In Ontario, if a person is required to make a submission under both the Regulation and OSC Rule 33-506 (*Commodity Futures Act*) with respect to the same information, the securities regulatory authority is of the view that a single filing on a form required under either rule satisfies both requirements.

5.2. Manitoba

In Manitoba, the Regulation is a rule under each of the *Securities Act* and the *Commodity Futures Act*. A single submission with respect to the same information will satisfy the requirements of both statutes.

APPENDIX A

Summary of Notice Requirements in Regulation 33-109

| Description of Change | Notice Period | Section | Form submitted by e-mail, fax or mail |
|--|----------------------------------|-----------|--|
| Firms – Form F6 information | | | |
| Part 1 – Registration details | 7 days | 3.1(1)(b) | Form F5 |
| Part 2 – Contact information, including head office address (except 2.4) | 7 days | | |
| Item 2.4 – Agent and Address for service [items 3 and 4 of Schedule B to Form F6] | 7 days | 3.1(4) | Schedule B to Form F6 <i>Submission to Jurisdiction</i> |
| Part 3 – Business history & structure | 30 days | 3.1(1)(a) | Form F5 |
| Part 4 – Registration history | 7 days | 3.1(1)(b) | |
| Part 5 – Financial condition | 7 days | | |
| Part 6 – Client relationships | 7 days | | |
| Part 7 – Regulatory action | 7 days | | |
| Part 8 – Legal action | 7 days | | |
| Firms – other notice requirements | | | in NRD format |
| Open / change of business location (other than head office) | 7 days | 3.2 | Form F3 |
| Termination / Cessation of Authority of a registered or permitted individual - items 1 – 4: item 5: | 7 days | 4.2(2)(a) | Form F1 |
| | 30 days | 4.2(2)(b) | |
| Individuals – Form F4 information | | | in NRD format |
| Item 1 – Name | 7 days | 4.1(1)(b) | Form F5 |
| Item 2 – Address | 7 days | | |
| Item 3 – Personal information | No update required | 4.1(2) | |
| Item 4 – Citizenship | 30 days | 4.1(1)(a) | |
| Item 5 – Registration jurisdictions | 7 days | 4.1(1)(b) | |
| Item 6 – Individual categories | 7 days | | |
| Item 7 – Address for service | 7 days | | |
| Item 8 – Proficiency | 7 days | | |
| Item 9 – Location of employment | 7 days | | |
| Item 10 – Current employment | 7 days | | |
| Item 11 – Previous employment | 30 days | | |
| Item 12 – Terminations | 7 days | 4.1(1)(b) | |
| Item 13 – Regulatory disclosure | 7 days | | |
| Item 14 – Criminal disclosure | 7 days | | |
| Item 15 – Civil disclosure | 7 days | | |
| Item 16 – Financial disclosure | 7 days | | |
| Item 17 – Ownership of securities | 7 days | | |
| Change of F4: registrant position or relationship with sponsoring firm / permitted status | 7 days | 4.1(4) | Form F2 |
| Review of a Permitted individual | 7 days after appointment | 2.5 | Form F4 or F7, subject to conditions |
| Automatic reinstatement of registration subject to conditions | within 90 days of cessation date | 2.3(2) | Form F7 |

APPENDIX B

Contact Information for the Regulators and IROC

- Part 1 provides the regulators' contact information for registrants in all categories, except for those in the jurisdictions and categories listed in Part 2
- Part 2 below, provides IROC's contact information in the jurisdictions where IROC performs registration functions for representatives of investment dealers and, in some cases, for investment dealer firms

PART 1 Regulators' Contact Information

| | |
|--|--|
| <p>Alberta e-mail: registration@asc.ca fax: (403) 297-4113 Alberta Securities Commission, 4th Floor, 300 - 5th Avenue S.W. Calgary, AB T2P 3C4 Registration department</p> | <p>British Columbia e-mail: registration@bcsc.bc.ca fax: (604) 899-6506 British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver, BC V7Y 1L2 Attention: Registration</p> |
| <p>Manitoba e-mail: registrationmsc@gov.mb.ca fax: (204) 945-0330 The Manitoba Securities Commission 500-400 St. Mary Avenue Winnipeg, MB R3C 4K5 Attention: Registrations</p> | <p>New Brunswick e-mail: nrs@nbsec-cvmnb.ca fax: (506) 658-3059 Fax: New Brunswick Securities Commission Suite 300, 85 Charlotte Street Saint John, NB E2L 2J2 Attention: Registration Officer nrs@nbsec-cvmnb.ca</p> |
| <p>Newfoundland and Labrador e-mail: scon@gov.nl.ca fax: (709) 729-6187 Financial Services Regulation Division Department of Government Services Government of Newfoundland and Labrador P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block Confederation Building St. John's, NL A1B 4J6 Attention: Registration Section</p> | <p>Northwest Territories e-mail: SecuritiesRegistry@gov.nt.ca fax: (867) 873-0243 Government of the Northwest Territories P.O. Box 1320 Yellowknife, NWT X1A 2L9 Attention: Exemption Review Staff</p> |
| <p>Nova Scotia e-mail: nrs@gov.ns.ca fax: (902) 424-4625 Nova Scotia Securities Commission 2nd Floor, Joseph Howe Building 1690 Hollis Street P.O. Box 458 Halifax, NS B3J 3J9 Attention: Registration</p> | <p>Nunavut e-mail: CorporateRegistrations@gov.nu.ca fax: (867) 975-6594 Legal Registries Division Department of Justice Government of Nunavut P.O. Box 1000 Station 570 Iqaluit, NU X0A 0H0 Attention: Deputy Registrar</p> |

PART 1 Regulators' Contact Information

| | |
|---|--|
| <p>Ontario e-mail: registration@osc.gov.on.ca fax: (416) 593-8283 Ontario Securities Commission Suite 1903, Box 55 20 Queen Street West Toronto, ON M5H 3S8 Attention: Registrant Regulation</p> | <p>Prince Edward Island e-mail: ccis@gov.pe.ca fax: (902) 368-5283 Consumer and Corporate Services Division, Office of the Attorney General P.O. Box 2000, 95 Rochford Street Charlottetown, PE C1A 7N8 Attention: Superintendent of Securities</p> |
| <p>Québec e-mail: inscription@lautorite.qc.ca fax : (514) 873-3090 Autorité des marchés financiers Service de l'encadrement des intermédiaires 800 square Victoria, 22e étage C.P 246, Tour de la Bourse Montréal (Québec) H4Z 1G3</p> | <p>Saskatchewan e-mail: registrationsfsc@gov.sk.ca fax: (306) 787-5899 Saskatchewan Financial Services Commission Suite 601 1919 Saskatchewan Drive Regina, SK S4P 4H2 Attention: Registration</p> |
| <p>Yukon Territory e-mail: corporateaffairs@gov.yk.ca fax: (867) 393-6251 Department of Community Services Yukon Yukon Securities Office P.O. Box 2703 Whitehorse, YU Y1A 2C6 Attention: Superintendent of Securities</p> | |

PART 2 Investment Industry Regulatory Organization of Canada Contact Information

- ** registration of investment dealer firms and their representatives **
* registration of investment dealer representatives *

| | |
|--|---|
| <p>** Alberta – IROC ** ** Saskatchewan- IROC ** e-mail: registration@iroc.ca fax: (403) 265-4603 #2300, 355- 4th Avenue SW, Calgary, AB T2P 0J1 Attention: Registration department</p> | <p>**British Columbia – IROC** e-mail: registration@iroc.ca fax: 604-683-3491 1055 West Georgia Street Suite 2800 – Royal Centre Vancouver, BC V6E 3R5 Attention: Registration department</p> |
| <p>** Newfoundland and Labrador – IROC ** * Ontario – IROC * e-mail: registration@iroc.ca fax: (416) 364-9177 Suite 1600, 121 King Street West Toronto, ON M5H 3T9 Attention: Registration department</p> | <p>* Québec – IROC * e-mail: registration@iroc.ca fax: (514) 878-0797 Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières 5 Place Ville Marie Bureau 1550 Montréal (Québec) H3B 2G2 Attention : Service des inscriptions</p> |

APPENDIX C

Discretionary Exemption for Bulk Transfers of Locations and Individuals

(1) If a registered firm is acquiring a large number of business locations (for example, as a result of an amalgamation or asset purchase) from one or more other registered firms that are located in the same jurisdiction(s) and registered in the same categories as the acquiring firm, and if a significant number of individuals are associated on NRD with the locations, the regulator will consider granting an exemption from any or all of the following requirements:

(a) to submit a notice regarding the termination of each employment, partner, or agency relationship under section 4.2 of the Regulation;

(b) to submit a registration application or a reinstatement notice for each individual seeking to be a registered individual under section 2.2 or 2.3 of the Regulation;

(c) to submit a Form 33-109F4 or Form 33-109F7 for each permitted individual under section 2.5 of the Regulation;

(d) to notify the regulator of a change to the business location information in Form 33-109F3 under section 3.2 of the Regulation.

(2) The exemption application should be submitted by the registered firm that will acquire control of the business locations at the closing of the transaction and should be submitted well in advance of the date (transfer date) on which the business locations will be transferred. It would typically be sufficient if a firm submits the application at least 30 days before the transfer date. An application for this type of exemption should include the following information:

(a) the name and NRD number of the registered firm that will acquire control of the business locations;

(b) for each registered firm that is transferring control of the business locations;

(i) the name and NRD number of the registered firm,

(ii) the address and NRD number of each business location that is being transferred from the registered firm named in (b)(i) to the registered firm named in (a),

(iii) the date that the business locations and individuals will be transferred to the registered firm named in (a).

(3) If the exemption is granted, as soon as practicable after the transfer date, the regulator will instruct the NRD administrator to record on NRD the transfer of the business locations, registered individuals and permitted individuals.

(4) Bulk transfers involving firms that are registered in different categories or different jurisdictions may need to take additional steps. Firms involved in such a transaction should contact their principal regulator to discuss what steps are required for the firm to be eligible for a bulk transfer exemption as described above.

(5) A firm applying for this type of exemption in more than one jurisdiction should refer to *Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemption Applications in Multiple Jurisdictions* for guidance on the form of application and the information required. The firm may set out the information referred to in (2) as follows:

(A) Registered firm that will acquire the business locations
Name:

Firm NRD number:

(B) Registered firm transferring the business locations

Name:

Firm NRD number:

Business locations that will be transferred

Address of business location:

NRD number of business location:

Address of business location:

NRD number of business location:

(Repeat for each business location as necessary)

(C) Date that business locations will be transferred:

REGULATION TO AMEND REGULATION 31-102 RESPECTING NATIONAL REGISTRATION DATABASE*

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (2), (3), (11), (26) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 31-102 respecting National Registration Database is amended:
 - (1) by deleting, in the definition of “NRD number”, “, a permitted individual,”;
 - (2) by deleting, in the definition of “firm filer”, the words “or company” and by replacing the word “underwriter” with the words “investment fund manager”.
2. Section 2.1 of the Regulation is amended:
 - (1) by deleting, in the introductory paragraph of the English text, the words “or company”;
 - (2) by deleting, in paragraph 4, “or a change to any information previously submitted in respect of Form 33-109F4”;
 - (3) by adding the following paragraphs after paragraph 4:
 - “(5) Form 33-109F5 to report a change to any information previously submitted in respect of Form 33-109F4;
 - “(6) Form 33-109F7.”.
3. Subparagraph (b) of paragraph (1) of section 3.1 of the Regulation is amended by deleting “, permitted individual,”.
4. Section 3.2 of the Regulation is amended:
 - (1) by replacing, wherever it appears, “5 business days” with “7 days”, and making the necessary changes;
 - (2) by adding the following after subparagraph (f):
 - “(g) submit any change in the phone number, fax number or e-mail address of the chief AFR in NRD format within 7 days of the change.”.
5. Section 4.2 of the Regulation is amended:
 - (1) by replacing, in paragraph (1), the words “a firm” with the words “an NRD” and the word “firm” with the word “NRD”;
 - (2) by replacing, in paragraph (2), the word “firm” with the word “NRD”.
6. The Regulation is amended by adding the following sections after section 4.3:

“4.4. Payment of Late Filing Fees

 - (1) If a firm filer is required to pay late filing fees because of an activity that creates or relates to an NRD submission, the firm filer must pay the required fee by electronic pre-authorized debit through NRD.

* Regulation 31-102 respecting National Registration Database, approved by Ministerial Order No. 2007-04 dated June 21, 2007 (2007, G.O. 2, 1973), has not been amended since its approval.

(2) A payment under subsection (1) must be made from the firm filer's NRD account.

“4.5. Exemption for Registrants not Resident in Canada

Sections 3.2(c), 4.1, 4.2, 4.3 and 4.4 do not apply to a registered firm that

- (a) has no business office in a jurisdiction of Canada,
- (b) does not have an account with a member of the Canadian Payments Association,
- (c) is not an affiliate of a registered firm resident in a jurisdiction of Canada,
- (d) pays the fees referred to in sections 4.1, 4.2 and 4.4 within 14 days of the date the payment is due,
- (e) pays the following fees by submitting a cheque, payable to CDS INC. in Canadian funds, to the firm's principal regulator within 14 days of the date the payment is due:
 - (i) NRD user fees required in respect of an NRD submission;
 - (ii) annual NRD user fees, and
- (f) pays any fee referred to in sections 4.1, 4.2 and 4.4, other than an NRD user fee, by submitting a cheque in Canadian funds to the securities regulatory authority or regulator in the local jurisdiction within 14 days of the date the payment is due.”.

7. Section 5.1 of the Regulation is replaced with the following:

“5.1. Temporary Hardship Exemption

- (1) If unanticipated technical difficulties prevent an NRD filer from making an NRD submission within the time required under securities legislation, the NRD filer is exempt from the requirement to make the submission within the required time period, if the NRD filer makes the submission other than through the NRD website or in NRD format no later than 7 days after the day on which the information was required to be submitted.
- (2) If unanticipated technical difficulties prevent an individual filer from submitting an application in NRD format, the individual filer may submit the application other than through the NRD website.
- (3) For the purpose of subsections (1) and (2), the NRD filer may make a notification or application other than through the NRD website by submitting it to the principal regulator.
- (4) Despite subsection (3), for the purpose of an application submitted under (2) which includes Ontario, the individual filer may make the application by submitting it to
 - (a) the principal regulator, if the principal jurisdiction is Ontario, or
 - (b) the principal regulator and the regulator in Ontario.
- (5) If an NRD filer makes a submission other than through the NRD website under this section, the NRD filer must include the following legend in capital letters at the top of the first page of the submission:

IN ACCORDANCE WITH SECTION 5.1 OF *REGULATION 31-102*

RESPECTING NATIONAL REGISTRATION DATABASE (NRD), THIS [SPECIFY DOCUMENT] IS BEING SUBMITTED OTHER THAN THROUGH THE NRD WEBSITE UNDER A TEMPORARY HARDSHIP EXEMPTION.

(6) If an NRD filer makes a submission other than through the NRD website under this section, the NRD filer must resubmit the information in NRD format as soon as practicable and in any event within 14 days after the unanticipated technical difficulties have been resolved.”.

8. The Regulation is amended by repealing section 7.1 .
9. This Regulation comes into force on September 28, 2009.

POLICY STATEMENT TO REGULATION 31-102 RESPECTING NATIONAL REGISTRATION DATABASE**PART 1 PURPOSE**

The purpose of *Regulation 31-102 respecting National Registration Database* (Regulation 31-102) is to establish requirements for the electronic submission of registration information through the National Registration Database (NRD). References in this policy to “we” mean the securities regulatory authority and regulator.

PART 2 PRODUCTION OF NRD FILINGS

The securities legislation of several jurisdictions contains a requirement to produce or make available an original or certified copy of information filed under the securities legislation. We consider that it may satisfy such a requirement in the case of information filed in NRD format by providing a printed copy or other output of the information in readable form that contains or is accompanied by a certification by the securities regulatory authority or regulator that the printed copy or output is a copy of the information filed in NRD format.

PART 3 DATE OF FILING

We think that information filed in NRD format is, for purposes of securities legislation, filed on the day that the transmission of the information to NRD is completed.

PART 4 OFFICIAL COPY OF NRD FILINGS

For purposes of securities legislation, securities directions or any other related purpose, we think that the official record of any information filed in NRD format by an NRD filer is the electronic information stored in NRD.

PART 5 AUTHORIZED FIRM REPRESENTATIVE AS AGENT

We think that when making an NRD submission an AFR is an agent of the firm or individual to whom the filing relates.

PART 6 ONGOING FIRM FILER REQUIREMENTS

We expect that firm filers will follow the processes set out in the NRD User Guide to:

- (a) enrol with the NRD administrator;
- (b) keep their enrolment information current; and
- (c) keep their NRD account information current.

PART 7 COMMODITY FUTURES ACT SUBMISSIONS

In Ontario and Manitoba, if a person is required to make a submission under both Regulation 31-102 and OSC Rule 31-509 (*Commodity Futures Act*), or in Manitoba, MSC Rule 2000-1 (*Commodity Futures Act*), with respect to the same information, the securities regulatory authority is of the view that a single filing on a form required under either rule satisfies both requirements.